



Montpellier, le 09 JAN. 2014

N/Réf. : CF/CC/PR/CG - n° 2013-209

Cher(e) collègue,

Je vous prie de trouver ci-joint l'exemplaire du compte rendu de la séance du Conseil de Communauté du jeudi 19 décembre 2013 à 18h00.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Cher(e) collègue, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général des Services,

Christian FINA.



SEANCE ORDINAIRE DU 19 DÉCEMBRE 2013

Compte rendu

L'an deux mille treize et le dix-neuf décembre à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZIBOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, Mme C. TROADECROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, Madame E. LABORDE suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à M. J. MARTINIER, M. J.F. AUDRIN à Mme I. GUIRAUD, Mme A. BENEZECH à Mme N. BIGAS, Mme P. DANAN à M. M. ASLANIAN, M. M. DUFOUR à M. J.-P. MOURE, Mme C. LABROUSSE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. P. MAUREL à M. R. CALVAT, M. J. TOUCHON à M. J.-L. GELY.

Excusé(es) :

M. H. ALLOUCHE, Mme F. BERGER, M. C. BOUILLE, M. P. SAUREL

Absent(es) :

M. M. LENTHERIC

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 86 affaires.

Monsieur le Président propose de retirer l'affaire suivante :

AFFAIRE N°19 :

URBANISME ET POLITIQUE FONCIERE - COMMUNE DE PEROLS - ECOCITE - ODE A LA MER NATURE URBAINE - ZAC ODE ACTE 1 - MODIFICATIF N°1 AU DOSSIER DE REALISATION ET PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS MODIFICATIF - APPROBATION

Le dossier de Programme des Equipements Public qui prévoit notamment l'accord formel des collectivités gestionnaires des équipements publics concerné n'a pas pu être finalisé.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MERCREDI 27 NOVEMBRE 2013

Monsieur Président soumet à l'approbation des Elus le projet du procès-verbal du mercredi 27 novembre 2013.

Le procès-verbal de la séance du mercredi 27 novembre 2013 est adopté à la majorité des voix exprimées (1 contre : Montpellier M. M. Lévit).

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2013-519 - 20/11/13 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 du marché 2427Bis - Réalisation du Schéma Directeur d'Eau Potable

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2427Bis de réalisation du Schéma Directeur d'Eau Potable est passé avec le Groupement EGIS EAU/VINSONNEAU NOY GAUER ET ASSOCIES/CALIA CONSEIL. Cet avenant concerne des prestations complémentaires relatives au volet financier du Schéma Directeur d'Eau Potable. Le présent avenant s'élève à 8 750,00 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 266 100,00 € H.T.

N°D2013-528 - 21/10/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2761DC11 de traitements de conservation-restauration d'objets archéologiques issus des fouilles réalisées sur le site de Lattara

Objet : Un avenant n°1 au marché à bon de commande n°2761DC11 - lot n°1 de traitements de conservation-restauration d'objets archéologiques en métal est passé avec l'association Materia Viva. Cet avenant concerne l'augmentation du seuil maximum défini initialement afin de prendre en compte la réalité des besoins du service. Le nouveau seuil maximum passe donc de 50 000 € H.T. à 57 300 € H.T.

N°D2013-595 - 03/12/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à des avenants au marché n°2999MG12 relatif aux travaux d'aménagements de bureaux du premier étage du pavillon JUNON

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2999GD12 de travaux est passé avec l'entreprise JF CORTINA pour le lot 1 ; entreprise CLESTRA pour le lot 2 ; l'entreprise BOISSON pour le lot 3 ; l'entreprise COFELY INEO pour le lot 4 ; l'entreprise ATELIER DU SOL pour le lot 6 et l'entreprise MENUISERIE CARDONNET pour le lot 7. Ces avenants concernent les travaux d'aménagements en bureaux du premier étage du pavillon JUNON. Les présents avenants concernent :

- Le lot 1 « cloison de plâtre et plafond suspendu » pour un montant de 3480,00 euros H.T.,
 - Le lot 2 « cloison amovible » pour un montant en moins-value de 5770,80 euros H.T.,
 - Le lot 3 « climatisation plomberie » pour un montant de 399,72 euros H.T.,
 - Le lot 4 « électricité courant fort et courant faible » pour un montant de 2108,91 euros H.T. ;
 - Le lot 6 « revêtement de sol » pour un montant de 841,30 euros H.T.
 - Le lot 7 « menuiseries bois, aluminium et agencement » pour un montant de 5791,00 euros H.T.
- Le nouveau montant du marché total après avenants des lots s'élève à 661067,98 euros H.T.

N°D2013-596 - 18/11/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du progiciel de financement SALVIA FINANCEMENTS n°1317/1112/SF-REN-PREM

Objet : Un contrat de maintenance informatique du progiciel de financement SALVIA FINANCEMENTS est conclu avec la société SALVIA DEVELOPPEMENT sise à PARIS. Ce contrat concerne une licence d'utilisation limitée à 5 utilisateurs du progiciel SALVIA FINANCEMENTS, options Dette, Expertise, Couvertures et Crédit Revolving en version réseau, installé à la Direction des Finances. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 4 871,31 € T.T.C.

N°D2013-619 - 28/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition 'Maskology', de l'Association Huitième Art à la médiathèque Victor Hugo

Objet : L'organisation de l'exposition "Maskology", présentée à la médiathèque Victor Hugo du 29 octobre au 26 novembre 2013 nécessite le prêt de 22 photographies noir et blanc. Le prêt de l'exposition «Maskology» prendra effet le 29 octobre 2013

N°D2013-623 - 20/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ORIBASE PHARMA dans l'immeuble CAP GAMMA

Objet : La candidature de la société ORIBASE PHARMA est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP GAMMA. Son activité est la recherche et le commerce à destination de l'industrie pharmaceutique et agro chimique. Actuellement locataire du lot C.G.2.2 de 354.85 m², elle sollicite le bailleur afin d'obtenir une renégociation du bail à compter du 1er septembre 2013 pour lequel un avenant sera rédigé.

N°D2013-640 - 22/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3321DS13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux concernant la mise aux normes accessibilité des équipements sportifs de la communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestation intellectuelle concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage des travaux pour la mise aux normes accessibilité des équipements sportifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est passée avec la société FOUQUET sise à Montpellier (34). Le marché prend effet à compter de sa notification au 31/12/2014. Le montant global du marché est de 80 330 € H.T. soit 96 074.68 € T.T.C.

N°D2013-651 - 18/11/13 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie de recettes du Planétarium GALILEE

Objet : La régie de recettes du Planétarium GALILEE est transformée en régie de recettes et d'avances pour compte de tiers, suite à une demande de dépôt-vente d'ouvrage par un éditeur.

N°D2013-653 - 28/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'occupation du domaine public - Conservatoire à Rayonnement Régional - Orgue en

France

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise par convention, dans le cadre de ses relations de partenariat culturel, l'occupation par l'Association "Orgue en France" de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Les lieux, objet de la présente convention, sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération : Chapelle Haute - site CRR de Candolle - 3, rue de Candolle - 34000 Montpellier. L'occupation est autorisée le 14 février 2014 de 14h à 21h. Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

N°D2013-662 - 18/11/13 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie de recettes du SFMA en régie de recettes et d'avances

Objet : La régie de recettes du SFMA encaissant des frais de culte pour des tiers (l'Association Diocésaine de l'Hérault et l'Association Cultuelle de l'Eglise réformée de Montpellier) il est nécessaire de transformer la régie de recettes en régie de recettes et d'avances pour compte de tiers.

Par ailleurs, l'encaisse est portée de 100 000 à 200 000 € pour être au plus près de la réalité des encaissements et conforme à la réglementation en vigueur (instruction codificatrice)

N°D2013-665 - 31/10/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative aux travaux de requalification de l'impasse des Capriers - Commune de Lavérune - Autorisation à la S.A.A.M. pour l'attribution de marchés de travaux

Objet : Dans le cadre du mandat d'étude et de requalification de l'impasse des Capriers à Lavérune, la S.A.A.M. a fait procéder à des études de maîtrise d'œuvre. Au regard de l'analyse des offres, il est proposé d'autoriser la S.A.A.M. à attribuer : - le lot 1 (voiries, réseaux humides) à l'entreprise MALLET pour un montant de 175 427,88 € H.T. - le lot 2 (réseaux secs) à BOUYGUES ENERGIES pour un montant de 22 691,30 € H.T. Ces montants sont inférieurs à ceux initialement estimés. Ils sont prévus au budget de la CAM (remboursements du mandat SAAM).

N°D2013-668 - 17/10/13 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3279DC13 de restauration et conservation d'œuvres du musée Fabre de Montpellier

Objet : Un marché n°3279DC13 de Commande de prestations de restauration-conservation s'inscrivant dans le cadre de la campagne de restauration 2013-2014 des collections du musée Fabre de Montpellier. 9 lots à la base du marché, dont 1 (le lot n° 4) a été retiré car déclaré sans suite pour motif d'intérêt général dans un souci de sécurité juridique. 8 prestataires retenus dont 4 en groupement pour un montant total TTC du marché de 58 664,40 euros. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 8 mois pour chaque lot.

N°D2013-669 - 31/10/13 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n° 2 de transfert au marché n° 2556EA11 Travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes - Lot n° 1

Objet : Suite au transfert de l'activité de l'agence SPIE BATIGNOLLES PETAVIT de Montfavet (84) par apport partiel d'actif, avec effet au 15 avril 2013, entériné par décisions de l'associé unique en date du 18 février 2013, emportant transmission universelle du patrimoine au profit de la société SPIE BATIGNOLLES PETAVIT SUD, un avenant de transfert est passé concernant le marché n° 2556EA11 Lot n°1

N°D2013-686 - 28/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du film ' Suzanne Simonin, la Religieuse de Diderot' le 05 décembre 2013 et le 07 décembre 2013 auprès de SWANK FILMS DISTRIBUTION FRANCE.

Objet : Un contrat d'achat de droits d'un montant de 395.50 euros pour la projection du film « Suzanne Simonin, la Religieuse de Diderot » est conclu avec SWANK FILMS DISTRIBUTION France pour la projection de «Suzanne Simonin, la Religieuse de Diderot» prendra effet le 05 décembre 2013 à 18h30 à la médiathèque FELLINI et le 07 décembre 2013 à la médiathèque GIONO à 15h.

N°D2013-689 - 28/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt de l'exposition 'Sur la route' à la médiathèque Fellini du 05 au 24 novembre 2013.

Objet : Un contrat de prêt de l'exposition « Sur la route » est conclu avec l'Association Objectif - Image - Montpellier. Le prêt de l'exposition « Sur la route » prendra effet à compter du 05 au 24 novembre 2013. Le prêt de l'exposition a lieu à titre gratuit. La communauté d'agglomération prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 1200 € pour la période du 05 au 24 novembre 2013, les crédits sont prévus au chapitre 923.

N°D2013-691 - 21/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du film 'Suite anglaise' à la médiathèque Fellini.

Objet : Un contrat d'achat de droits d'un montant de 160.50 euros pour la projection du film « Suite anglaise » est conclu avec Les Films du Tambour de Soie. La projection de «Suite anglaise» prendra effet le 19 novembre 2013 à 18h à la médiathèque FELLINI.

N°D2013-693 - 21/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3351DC13 - Marché de maîtrise d'œuvre pour des travaux d'accessibilité et d'amélioration du Théâtre de Grammont

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre au Théâtre de Grammont est conclu avec la Société ART ARCHITECTURE sise à Perpignan. Le marché prend effet à compter de sa notification. La durée d'exécution est de 20 mois. Le montant de ce marché s'élève à 35 000 € H.T.

N°D2013-695 - 21/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un Marché 3352DC13 - maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Théâtre du hangar à Montpellier

Un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre au Théâtre du Hangar est

conclu avec la Société PEYTAVIN sise à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée d'exécution est de 12 mois pour la tranche ferme et de 12 mois pour la tranche conditionnelle. Le montant de ce marché s'élève à 65844.48 € HT pour les deux tranches.

N°D2013-697 - 31/10/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un marché n°3390GD13 pour la collecte de déchets industriels banals sur le site du complexe animalier de Villeneuve les Maguelone

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec la société SMN Groupe NICOLLIN sise 4775 rue de la jeune parque- 34073 CEDEX 03. Ce marché concerne les prestations de mise à disposition de bennes et la collecte de déchets industriels banals sur le site du complexe animalier de Villeneuve les Maguelone. Ce marché est conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa notification. Son montant est de 26 640,00 € H.T.

N°D2013-700 - 28/11/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition à la Ville de Montpellier de diverses parcelles sises dans les secteurs Sud Zénith, Cavalade et Pont Trinquat - Méjanelle - Gare TGV sur les communes de Montpellier et de Mauguio.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la Ville de Montpellier un certain nombre de parcelles situées dans les secteurs Sud Zenith et Cavalade ainsi que dans le périmètre de la DUP "réserve Foncière" du projet Méjanelle-PontTrinquat-Quartier gare TGV à Montpellier et sur la commune de Mauguio. Ces parcelles d'une superficie totale de 357 256 m² sont acquises au prix de 5 576 070 euros, toutes indemnités confondues.

N°D2013-701 - 26/11/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à des cessions de véhicules vétustes immatriculés 753 AHT 34, 218 ACJ 34, 752 AHT 34, 245 AHV 34, 246 AHV 34 à l'hôtel des ventes de Montpellier.

Objet : La communauté d'Agglomération de Montpellier procède à la réforme de cinq véhicules vétustes immatriculés 753 AHT 34, 218 ACJ 34, 752 AHT 34, 245 AHV 34, 246 AHV 34, qui sont à céder à l'hôtel des ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier. Les prix des cessions des véhicules résulteront de la vente aux enchères.

N°D2013-704 - 21/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à la mise en place d'un point 'Balise Envie d'entreprendre' à la Cyberbase de Montpellier Agglomération

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler le contrat de prestation avec l'association BGE Montpellier-AEDE pour la mise en place de l'outil "Balise Envie d'entreprendre" à la Cyberbase de Montpellier Agglomération, afin d'apporter aux porteurs de projets des outils permettant stimuler la création d'activité. Le contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 12 mois renouvelable 2 fois. Le montant du contrat s'élève à 2500 € T.T.C.

N°D2013-708 - 21/11/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BP n°119 destinée à l'implantation d'un poste de refoulement des eaux usées

- Commune de Clapiers

Objet : La Communauté d'Agglomération acquiert auprès de la Commune de Clapiers, représentée par Monsieur Pierre MAUREL, Maire, la parcelle sise Commune de Clapiers, cadastrée section BP n°119. Le prix d'acquisition est de mille trois cent quatre vingt euros (1 380 €) toutes indemnités confondues.

N°D2013-711 - 18/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société Nadji.Bi France pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société Nadji.Bi France pour l'occupation du local répertorié bureau B0.14 d'une surface de 14,30 m² situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} novembre 2013 soit jusqu'au 31 octobre 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 14,30 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 189,90 euros HT conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

N°D2013-718 - 28/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché 3397EA13 concernant l'extension du réseau d'eaux usées et la création d'un poste de refoulement, à Saint Drézéry, rue de la Garonnière.

Objet : Un marché de travaux est conclu avec l'entreprise SCAIC sise à Alès. Ce marché concernant l'extension du réseau d'eaux usées et la création d'un poste de refoulement à Saint Drézéry, rue de la Garonnière. Ce marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux. Le délai d'exécution est de 4 mois.

Le montant estimatif des travaux s'élève à 281 097.08 euros TTC.

N°D2013-726 - 28/11/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n° 3391GD13 de pompage et transport des perméats de l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés non dangereux (I.S.D.n.D) de la Communauté d'agglomération de Montpellier à Castries.

Objet : Un marché de services doit être passé avec la société SRA SAVAC sise, ZAC de Tournezy, 34078 Montpellier cedex 03. Ce contrat concerne les opérations de pompage et transport des perméats de l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés non dangereux (I.S.D.n.D) de la Communauté d'agglomération de Montpellier à Castries. Ce marché débutera à compter de sa notification pour une durée de 36 mois. Le montant de ce marché est de 62 000 € H.T. soit 66 340,00 € T.T.C.

N°D2013-739 - 23/10/13 - Direction des Finances

Décision relative à une ouverture de crédit de trésorerie entre la Communauté d'Agglomération et la Banque Postale

Objet : L'ouverture d'une ligne de trésorerie est nécessaire au financement des besoins ponctuels en trésorerie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-741 - 22/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3360GD13 d'entretien des conteneurs enterrés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché à bons de commande est conclu avec :

- lot 1 "nettoyage intérieur des conteneurs enterrés collectés par BOM" est conclu avec la société SMN sise à MONTPELLIER pour un montant annuel de commande minimum de 17 940.00 euros TTC et maximum de 45 448.00 euros TTC

- lot 2 "nettoyage intérieur des conteneurs enterrés collectés par benne AMPLIROLL est conclu avec la société ONYX sise à MONTPELLIER pour un montant annuel de commande minimum de 11 960.00 euros TTC et maximum de 33 488.00 euros TTC

- lot 3 "réparation et maintenance de l'ensemble des colonnes enterrées" est conclu avec la société CIEL VERT sise à PEROLS pour un montant annuel de commande minimum de 11 960.00 euros TTC et maximum de 39 468.00 euros TTC

Les marchés sont conclus pour une période initiale d'un an à compter de la notification et pourront être reconduits pour une période d'un an.

N°D2013-753 - 25/11/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez - parcelle EC 21 - Commune de Lattes

Objet : Dans le cadre du projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur le territoire des communes de Montpellier et Lattes, déclaré d'utilité publique le 7 décembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert à l'amiable sous DUP, la parcelle cadastrée EC 21 située lieudit "Le Camping", d'une superficie totale de 12 209 m², pour un montant toutes indemnités comprises de 45 319 euros.

N°D2013-754 - 21/11/13 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant au marché 2881 concernant la maintenance et la fourniture d'auto laveuses pour les équipements sportifs de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2881T13 de maintenance et fourniture d'auto-laveuses pour les surfaces sportives de l'Agglomération de Montpellier est passé avec la société IGUAL. Cet avenant concerne la maintenance du parc d'auto-laveuses des surfaces sportives

de l'Agglomération de Montpellier. Le présent avenant s'élève à 3 750.00 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 28 750.00 € H.T.

N°D2013-757 - 18/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Expropriation, SARL BIKE 34'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13/241 près la juridiction de l'expropriation du Département de l'Hérault par la SARL Bike 34 aux fins de fixer l'indemnité due par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'éviction des biens sis sur la commune de Castelnau le Lez 1850 avenue de l'Europe et ce, dans le cadre de la réalisation de la ligne n°2 du tramway.

N°D2013-758 - 18/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OPEN'S au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OPEN'S pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} novembre 2013, soit jusqu'au 30 avril 2014. A compter du 1^{er} novembre 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société OPEN'S pour la surface de 29,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 424,99 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

N°D2013-759 - 18/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Thierry SABATIER, Marie-Jeanne SABATIER, expropriation'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 13/00239 près la Juridiction de l'Expropriation du Département de l'Hérault par Monsieur Thierry Sabatier et Madame Marie-Jeanne Sabatier aux fins de fixer l'indemnité d'expropriation pour l'acquisition des biens leur appartenant sis sur le territoire de la commune de Castelnau le Lez et ce, dans le cadre de la réalisation de la deuxième ligne du tramway de Montpellier.

N°D2013-760 - 18/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OCTIPAS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OCTIPAS pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} novembre 2013, soit jusqu'au 31 octobre 2014. A compter du 1^{er} novembre 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société OCTIPAS pour la surface de 44,92 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 596,53 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

N°D2013-761 - 18/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BIOMOUV au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BIOMOUV pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} novembre 2013, soit jusqu'au 31 octobre 2014. A compter du 1^{er} novembre 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BIOMOUV pour la surface de 14,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 191,76 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

N°D2013-763 - 18/11/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n° Neo 1304003 de maintenance du logiciel de gestion des flux informatiques ANTARES V2

Objet : Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société NEOVACOM sise à Marseille. Ce contrat concerne le logiciel de gestion des flux informatiques ANTARES V2, notamment ceux échangés avec la Trésorerie Générale (flux financiers et de paye). Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 3 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 384,97 € T.T.C.

N°D2013-767 - 28/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle L'une de l'autre

Objet : La Communauté d'Agglomération participe pour un montant de 1 500 € à l'achat du spectacle « L'une de l'autre » donné le 19 novembre au Théâtre Jacques Cœur de Lattes. Ce marché est conclu avec la compagnie Intime Camarade et la commune de Lattes.

N°D2013-768 - 28/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Résistances, Féminin Pluriel.

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Résistances, Féminin Pluriel donné le 25 novembre 2013 à Jacou pour un montant de 2 300 €. Ce marché est conclu avec la Compagnie Des Nuits Partagées et la commune de Jacou.

N°D2013-769 - 18/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BD INVEST sur la ZAC Garosud extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société BD INVEST est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Garosud extension. L'utilisateur final sera en partie la société ESPACE ENTREPRISE dans le cadre d'un centre d'affaires et en partie un programme de promotion de vente à la découpe ou locatif. Elle est candidate à l'acquisition du lot 2 de 9 703 m².

N°D2013-770 - 21/11/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au règlement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition des terrains cadastrés section SV n° 2 - 3 - 44 et 46 - Secteur Méjanelle-Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier

Objet : Les parcelles sises commune de Montpellier et cadastrées section SV n° 2-3-44 et 46 sont situées dans le périmètre de la DUP portant création d'une réserve foncière, DUP au bénéfice de la CAM. La convention cadre entre la CAM et l'EPF portant sur le secteur Quartier Gare TGV prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF. De part ses statuts, l'EPF ne peut payer les indemnités de remploi que lorsqu'il est bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties, le principal qui est financé par l'EPF et les indemnités de remploi qui restent à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit procéder au paiement d'une somme de 98 657 € au titre de l'indemnité de remploi.

N°D2013-771 - 18/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'SARL CHARLTON'S, expropriation'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault de Montpellier suite au dépôt de la requête le 31 mai 2013 par la SARL LE CHARLTON'S aux fins de fixer l'indemnité due pour l'éviction des biens appartenant à la SCI WALLEZ sis sur le territoire de la commune de CASTELNAU LE LEZ 1850 avenue de l'Europe cadastrés section AR n°144 ET n°145 lots de copropriété 1,2,12 et 19 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, nécessaire à la réalisation de la deuxième ligne du tramway de Montpellier.

N°D2013-772 - 18/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'SCI WALLEZ'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête près le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault le 31 mai 2013 par la SCI WALLEZ aux fins de fixer l'indemnité d'expropriation pour l'acquisition des biens lui appartenant sis sur le territoire de la commune de Castelnau le Lez 1850 avenue de l'Europe cadastrés section AR n°144 et n°145 lots de copropriété 1, 2, ,12 et 19 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, nécessaire à la réalisation de la deuxième ligne de tramway.

N°D2013-773 - 18/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation et l'extension de locaux par la société EARSONICS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01 décembre 2007 est conclu avec la société EARSONICS pour une période de douze mois à compter du 01 décembre 2013 soit jusqu'au 30 novembre 2014. La redevance à payer par la société EARSONICS pour la surface de 176,05 m² qu'elle occupe

au sein de la pépinière est fixée à 2 179,28 euros H.T.

N°D2013-774 - 18/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ARRIMAGE LANGUES dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société ARRIMAGE LANGUES est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier. Son activité est la formation continue. Elle est candidate à la location des lots M2 et M3 de 288 m² pour une période de 24 mois.

N°D2013-776 - 22/11/13 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché pour le nettoyage de la piscine les Néréides à Lattes.

Objet : Un marché n°3454DS13 de prestations de services est passé avec la société DERICHEBOURG PROPLETE sise à Mauguio. Ce marché concerne le nettoyage de la piscine les Néréides à Lattes, et en particulier le nettoyage des plages, des pédiluves, des goulottes et des gradins intérieurs. Le montant du marché s'élève à 18 929,01 € H.T. et prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 1 an renouvelable deux fois.

N°D2013-777 - 21/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant au marché 3202EA13 travaux de rénovation d'une partie du collecteur d'eaux usées et de ses branchements, situé rue Louis Pasteur à PEROLS.

Objet : Un avenant n°1 est conclu concernant le marché de travaux de rénovation d'une partie du collecteur d'eaux usées et de ses branchements, situé rue Louis Lépine à PEROLS avec l'entreprise BRAULT sise à VENDARGUES. Cet avenant concerne la modification de l'article 4.1 du CCAP intitulé "garantie financière".

N°D2013-782 - 21/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux et l'extension par la société EVAL & GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EVAL & GO pour une période de 12 mois à compter du 1er décembre 2013, soit jusqu'au 30 novembre 2014. Dans le même temps, l'entreprise est autorisée à étendre son activité sur une surface complémentaire de 14,82 m², partie du module B118. A compter du 1er décembre 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EVAL & GO pour la surface totale de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 793,74 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

N°D2013-783 - 18/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Daniel Martinet, expropriation'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault aux fins de fixer l'indemnité d'expropriation due à Monsieur Daniel Martinet pour l'acquisition des immeubles et parties d'immeubles cadastrés AR n°145 sise sur la commune de Castelnau le Lez lui appartenant et ce dans le cadre de la réalisation de la deuxième ligne de tramway.

N°D2013-784 - 18/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société LE PRISME dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société LE PRISME est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Parc 2000 extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot F2 de 3 429 m² pour un projet de programme de promotion de vente à la découpe bureaux, restauration, services.

N°D2013-785 - 18/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Syndicat des copropriétaires 1850 avenue de l'Europe'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault aux fins de fixer l'indemnité d'expropriation due au Syndicat des copropriétaires 1850 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez pour l'acquisition des immeubles et parties d'immeubles lui appartenant sur le territoire de la commune de Castelnau le Lez 1850 avenue de l'Europe section AR n°75 et ce, dans le cadre de la réalisation de la ligne n°2 du tramway.

N°D2013-786 - 18/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'SARL QUADRIGE'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault aux fins de fixer l'indemnité d'expropriation due à la SARL QUADRIGE pour l'acquisition des immeubles et parties d'immeubles lui appartenant sur le territoire de la commune de Castelnau le Lez 1850 avenue de l'Europe section AR n°145 et ce, dans le cadre de la réalisation de la ligne n°2 du tramway.

N°D2013-787 - 28/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition ' Costumes de l'Opéra, habits du 18ème ' dans le cadre de l'exposition patrimoniale à la médiathèque ZOLA Vivre au 18ème, Diderot, l'encyclopédie.

Objet : Dans le cadre de l'exposition patrimoniale Vivre au 18ème à la Médiathèque d'Agglomération Emile Zola, L'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon nous prête à titre gracieux 14 costumes, habits du 18ème. C'est la raison pour laquelle il convient de signer un contrat de prêt, et d'assurer ces costumes pour une valeur de 10 700 €. La durée de ce prêt est de 2 mois du 15 novembre 2013 au 16 janvier 2014.

N°D2013-790 - 26/11/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la signature d'un avenant n° 1 au marché 3030 MG12 'Fourniture de mobilier, Lot n° 3 Fauteuils et Sièges'

Objet : La Communauté d'Agglomération signe avec la société PSA Aménagement, dont le siège social se situe 6 , place Berthe Morisot, Parc d'activité technologique 69800 Saint-Priest, un avenant au marché N° 3030 MG12 "Fourniture de Mobilier, Lot n° 3 Fauteuils et Sièges, sans incidence financière sur les conditions du marché.

N°D2013-791 - 28/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit d'objets dans le cadre des animations Agglo en Jeux à la Médiathèque Frederico Garcia Lorca

Objet : Un contrat de prêt de matériel est conclu avec I Love My Console. Le prêt du matériel prendra effet du 23 novembre au 10 décembre 2013 inclus. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra à sa charge l'assurance de ce matériel dont la valeur s'élève à 882 € pour la période du 23 novembre au 10 décembre 2013.

N°D2013-792 - 28/11/13 - Direction des Finances

Décision relative à une ouverture de crédit de trésorerie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Banque Postale

Objet : Une ouverture de crédit de trésorerie destinée au financement des besoins ponctuels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est conclue avec la Banque Postale, pour un montant de 8 millions d'euros.

N°D2013-793 - 20/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'avenant n° 1 du marché n°3163DE12 : Elaboration du schéma de développement et d'aménagement touristique et de loisirs - Secteur méridional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Extension de 3 mois du délai de réalisation du marché n°n°3163DE12 : Elaboration du schéma de développement et d'aménagement touristique et de loisirs – Secteur méridional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Pas d'incidence financière.

N°D2013-794 - 28/11/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à l'attribution du lot n°2 du marché 3194GD12 de réfection de la filière de traitement des eaux de lavage des Bennes à Ordures Ménagères de la plateforme d'exploitation de Pignan à la société CEGELEC

Objet : Un marché de travaux n°3194GD12 lot 2, est passé avec la société CEGELEC infra et tertiaire Sud Est, parc d'activités la garrigue, 63 avenue Blaise Pascal, 34170 Castelnau le Lez. Ce marché concerne l'alimentation et les équipements électriques de la filière de traitement des eaux de lavage des bennes à ordures ménagères de la plateforme d'exploitation de Pignan. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 8 semaines à compter de l'ordre de service n°1. Le montant du marché s'élève à 2 022,62 € H.T.

N°D2013-797 - 21/11/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SM n° 23 - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier

Objet : La parcelle cadastrée section SM n° 23, située lieu dit Mas des Brousses à Montpellier est comprise dans le périmètre de la DUP portant création d'une réserve foncière, DUP au bénéfice de la CAM. La convention cadre entre la CAM et l'EPF portant sur le secteur Quartier Gare TGV prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF. De part ses statuts, l'EPF ne peut payer les indemnités de remploi que lorsqu'il est bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties, le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité de remploi qui reste à la charge de la CAM. La CAM doit procéder au paiement d'une somme de 5 000 € au titre de l'indemnité de remploi.

N°D2013-800 - 21/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALCEDIAG dans l'immeuble Cap Delta à Grabels

Objet : La candidature de la société ALCEDIAG est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP DELTA. Son activité est le développement de diagnostics médicaux. Elle est candidate à la location du lot B07 de 60 m² pour une période de 14 mois.

N°D2013-801 - 20/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la REGION LANGUEDOC ROUSSILLON dans la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier

Objet : La candidature de la Région Languedoc Roussillon est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Port Marianne. Elle est candidate à l'acquisition de la parcelle RD 94, RD 95 d'une surface de 30 108 m². L'utilisateur final sera la Maison régionale de la chasse et de la pêche.

N°D2013-802 - 18/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'CHEVIN Pierre'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1305001-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 octobre 2013 par Monsieur Pierre Chevin contre la décision implicite de refus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 10 septembre 2013 de raccorder sa propriété, situé sur la commune de Prades-le-Lez , au réseau d'eau potable.

N°D2013-803 - 18/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'A.R.F.A.-PARC MONTCALM'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1305092-5 près le Tribunal administratif de Montpellier le 29 octobre 2013 par l'Association des Riverains de la rue de Fontcouverte et des rues Adjacentes et pour la préservation du Parc Montcalm (A.R.F.A. – PARC MONTCALM) contre l'arrêté Préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création du tronçon Lavérune/Clapiers de la ligne 5 du tramway par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et emportant mise en compatibilité des documents

d'urbanisme des communes de Clapiers, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Saint Jean de Védas.

N°D2013-805 - 28/11/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du terrain - Section BB n° 352 - Commune de Vendargues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la société EUROVIA à occuper une emprise de 7 101m² sur la parcelle lui appartenant, cadastrée section BB n° 352, avenue de Bigos à (34740) Vendargues, pour une durée estimée à 2 années à compter de la signature de la convention d'occupation temporaire. Cette convention est consentie et acceptée moyennant la réalisation de travaux de remise en état et d'aménagement des lieux.

N°D2013-806 - 28/11/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de tréfonds pour un réseau pluvial sur la parcelle section BB n° 352 - Commune de Vendargues

Objet : Etablissement d'une servitude de tréfonds pour un réseau pluvial sur la parcelle cadastrée section BB n° 352 à Vendargues au profit de la SNC LOGIS-TISSOT pour permettre le raccordement du lotissement industriel au bassin de rétention.

N°D2013-807 - 28/11/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du film ' Entre Miel et Terre '

le 23 novembre 2013 auprès de PAGES & IMAGES

Objet : La projection du film « Entre Miel et Terre » à la médiathèque Françoise Giroud nécessite l'achat de droits auprès de PAGES & IMAGES. Un contrat d'achat de droits d'un montant de 77,11 euros pour la projection du film « Entre Miel et Terre » est conclu avec. PAGES & IMAGES

N°D2013-810 - 28/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3370 MG 13 pour la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage Plan Energie Qualité Environnement (PEQE) dans le cadre de la construction de la piscine communautaire Héraclès à Saint Brès.

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société BEHI à Ramonville, pour la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (PEQE) dans le cadre de la construction de la piscine communautaire Héraclès à Saint Brès. Le montant du marché s'élève à 51 820 € H.T. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service. Sa durée est de 66 mois.

N°D2013-812 - 20/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Association Centre commercial Ovalie'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1305172-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 octobre 2013 par l'association Centre commercial Ovalie contre l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création du tronçon Lavérune/Clapiers de la ligne n°5 du tramway par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Clapiers, Lavérune, Montferrier-sur-lez, Montpellier et Saint-Jean-de-Védas.

N°D2013-813 - 20/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société INSIDE MODE dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La société INSIDE MODE, représentée par Isabelle BRUNET est une agence de création, développement, prototypage et petites séries spécialisées en lingerie, balnéaire et maille. Actuellement locataire du lot B04 représentant 88 m², la société est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 9 mois. La société INSIDE MODE emploie actuellement 1 personne et projette d'atteindre un effectif de 2 personnes à 3 ans.

N°D2013-814 - 20/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'SCI SAINT PIERRE'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1305149-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 octobre 2013 par la SCI SAINT PIERRE tendant à déclarer que l'occupation d'une partie des parcelles appartenant à la SCI sises sur la commune de Lattes par deux digues ayant pour objet de protéger la population des inondations constitue une emprise irrégulière.

N°D2013-815 - 21/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de Monsieur CHALER pour la ZAC EUREKA extension à Castelnau-le-Lez

Objet : La candidature de Monsieur CHALER est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC EUREKA extension. Il est candidat à l'acquisition de l'îlot 20-A de 1 510 m², pour la réalisation d'un programme tertiaire de vente à la découpe.

N°D2013-819 - 26/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Tribunal correctionnel de Carcassonne'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Correctionnel de Carcassonne tendant à faire valoir la créance qu'elle détient contre l'auteur d'un accident de circulation routière à l'encontre d'un agent de la Communauté d'agglomération de Montpellier.

N°D2013-825 - 28/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société IMMERGIS dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société IMMERGIS est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son

activité est le conseil en systèmes et logiciels informatiques. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B11 de 65.61 m² pour une période de 24 mois.

N°D2013-827 - 28/11/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MUTOPIA dans la ZAC ODE Acte 1 à Pérols

Objet : La candidature de la société MUTOPIA est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC ODE Acte 1. L'utilisateur final sera l'Assurance Mutuelle des Motards. Elle est candidate à l'acquisition du lot A03-L3 de 8 500 m².

N°D2013-832 - 28/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision de constitution de partie civile

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se constitue « partie civile » dans l'affaire n°113302000085 devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier. Le préjudice financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 50€ T.T.C. La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

N°D2013-850 - 28/11/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Ghislain Rolandi'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1305354-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 novembre 2013 par Monsieur Ghislain Rolandi contre la décision de préemption du 13 juin 2013 et la décision implicite de refus née le 27 septembre 2013 de retirer ladite décision, portant sur les parcelles cadastrées section BA 27,28,29,30, 118 et 119 sises à Vendargues.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION AUX COMMUNES POUR L'EXERCICE 2014

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'attribution de compensation a pour objectif de garantir la neutralité des transferts de produits et de charges entre la Communauté d'Agglomération et ses 31 Communes membres.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel de cette attribution doit être notifié aux Communes avant le 15 février 2014.

Afin de procéder à son versement par douzièmes, il convient de délibérer sur le chiffrage des attributions de compensation.

Ce chiffrage est prévisionnel, l'attribution de compensation définitive devra être établie avant le 31 décembre 2014.

Les montants prévisionnels pour 2014 sont les suivants (les montants positifs correspondent à des attributions de compensation versées par la Communauté d'Agglomération, les montants négatifs correspondent à des attributions de compensation perçues par la Communauté d'Agglomération) :

Communes	Attribution de Compensation 2013	Attribution de Compensation 2014	Attribution de Compensation versée par la Communauté d'Agglomération	Attribution de Compensation perçue par la Communauté d'Agglomération
Baillargues	527 615,12	527 615,12	527 615,12	0
Beaulieu	32 521,16	32 521,16	32 521,16	0
Castelnau le Lez	988 348,60	988 348,60	988 348,60	0
Castries	555 065,70	555 065,70	555 065,70	0
Clapiers	29 030,40	29 030,40	29 030,40	0
Cournonsec	297 202,99	294 723,24	294 723,24	0
Cournonterral	227 558,90	221 167,32	221 167,32	0
Fabrigues	1 192 332,05	1 184 900,38	1 184 900,38	0
Grabels	188 241,40	188 241,40	188 241,40	0
Jacou	- 241 386,96	- 241 386,96	0	- 241 386,96
Juvignac	- 99 444,04	- 99 444,04	0	- 99 444,04
Lattes	2 407 449,48	2 407 449,48	2 407 449,48	0
Lavérune	1 151 553,63	1 148 278,80	1 148 278,80	0
Le Crès	51 386,28	51 386,28	51 386,28	0
Montaud	18 237,62	18 237,62	18 237,62	0
Montferrier-sur-Lez	- 249 875,24	- 249 875,24	0	- 249 875,24
Montpellier	- 6 141 159,56	- 6 141 159,56	0	- 6 141 159,56

Communes	Attribution de Compensation 2013	Attribution de Compensation 2014	Attribution de Compensation versée par la Communauté d'Agglomération	Attribution de Compensation perçue par la Communauté d'Agglomération
Murviel les Montpellier	12 047,93	10 527,18	10 527,18	0
Pérols	416 944,25	416 944,25	416 944,25	0
Pignan	261 726,62	254 586,04	254 586,04	0
Prades le Lez	- 217 180,16	- 217 180,16	0	-217 180,16
Restinclières	31 945,60	31 945,60	31 945,60	0
Saint-Brès	128 895,68	128 895,68	128 895,68	0
Saint-Drézéry	142 558,68	142 558,68	142 558,68	0
Saint Geniès des Mourgues	73 936,76	73 936,76	73 936,76	0
Saint Georges d'Orques	589 729,02	584 170,44	584 170,44	0
Saint-Jean-de-Védas	1 255 266,63	1 255 266,63	1 255 266,63	0
Saussan	45 863,43	44 038,76	44 038,76	0
Sussargues	61 043,16	61 043,16	61 043,16	0
Vendargues	2 564 170,40	2 564 170,40	2 564 170,40	0
Villeneuve-lès-Maguelone	574 174,12	574 174,12	574 174,12	0
TOTAL	6 875 799,65	6 840 177,24	13 789 223,20	-6 949 045,96

Attribution de Compensation versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier	13 789 223,20 euros
Attribution de Compensation reçue par la Communauté d'Agglomération de Montpellier	-6 949 045,96 euros
Attribution de Compensation 2014	6 840 177,24 euros

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant des attributions de compensation des 31 Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2014,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention : Pignan Mme M. Cassar).

AFFAIRE N°5 : FINANCES – BUDGET 2013 - DÉCISION MODIFICATIVE N°2 – ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2013, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal.

La Décision Modificative n°2 du Budget Principal s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **- 441 578,80 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°2 concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-400 000,00	400 000,00	0,00

dont 929 – Action économique	-400 000,00		-400 000,00
dont 939 – Virement à la section d'investissement		400 000,00	400 000,00
Total général	-400 000,00	400 000,00	0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	0,00	0,00	0,00

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-441 578,80	0,00	-441 578,80
dont 900 – Administration générale	-110 596,80		-110 596,80
dont 904 – Sport et jeunesse	380 000,00		380 000,00
dont 907 – Logement	-284 200,00		-284 200,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	-95 000,00		-95 000,00
dont 909 – Action économique	-331 782,00		-331 782,00
Total général	-441 578,80	0,00	-441 578,80

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-841 578,80	400 000,00	-441 578,80
dont 909 – Action économique	-410 000,00		-410 000,00
dont 910 – Opérations patrimoniales			0,00
dont 911 – Dettes et autres opérations	-431 578,80		-431 578,80
dont 919 – Virement de la section de fonctionnement		400 000,00	400 000,00
Total général	-841 578,80	400 000,00	-441 578,80

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative n°2 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M14,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DÉCISION MODIFICATIVE N°2 DE L'EXERCICE 2013 - MODIFICATIONS - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9) permet la mise en place d'une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en dérogation au principe de l'annualité budgétaire.

La procédure d'autorisations de programme et crédits de paiement est un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'un équipement ou d'un grand projet communautaire.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Modifications des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la DM2 2013 :

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction des Sports

Direction des Sports : Réhabilitation du Stade de la Mosson

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
56 000 000	56 000 000	940 000	1 963 522,40

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2014	2015	2016
53 096 477,60	24 866 477,60	23 650 000	4 580 000

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Acquisitions Foncières (Réserves)

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Études Route de la Mer Avenue Georges Frêche

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
1 794 000	1 794 000	1 342 204,98	25 144

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2014
426 651,02	426 651,02

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Route de la Mer / Avenue Georges Frêche

Montant	Crédits de paiement	Crédits de paiement ouverts
---------	---------------------	-----------------------------

Initial	Révisé	antérieurs	au titre de l'exercice 2013
10 000 000	10 000 000	2 000 000	4 540 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
3 460 000	2 000 000	1 460 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des crédits de paiement relatifs aux autorisations de programme suivantes : réhabilitation du stade de la Mosson, Acquisitions Foncières (Réserves), Route de la Mer / avenue Georges Frêche études et travaux.
- retenir comme échéancier des crédits de paiements les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2014 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Communauté du 27 novembre 2013, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2014.

Ce budget se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL

- Section de fonctionnement :	453 878 509 euros
- Section d'investissement :	326 636 072 euros
Total	780 514 581 euros

La répartition par chapitre du Budget Primitif 2014 est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
920	Administration Générale	25 794 870		25 794 870
921	Sécurité et salubrité publiques	15 953 970		15 953 970
922	Enseignement - Formation	11 481 000		11 481 000
923	Culture	54 332 346		54 332 346
924	Sports et Jeunesse	31 618 986		31 618 986
927	Logement	83 000		83 000
928	Aménagements et services urbains, environnement	149 970 737		149 970 737
929	Action économique	11 310 935		11 310 935
931	Opérations financières	29 200 000		29 200 000
933	Impôts et taxes non affectés	34 052 473		34 052 473
934	Transferts entre sections		37 200 000	37 200 000
939	Virement à la section d'investissement		52 880 192	52 880 192
Total		363 798 317	90 080 192	453 878 509

FONCTIONNEMENT - RECETTES

Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
920	Administration Générale	2 092 672		2 092 672
921	Sécurité et salubrité publiques	516 100		516 100
922	Enseignement - Formation	9 711 178		9 711 178
923	Culture	4 642 732		4 642 732
924	Sports et Jeunesse	3 876 642		3 876 642
928	Aménagements et services urbains, environnement	11 484 361		11 484 361
929	Action économique	2 901 278		2 901 278
931	Opérations financières	512 500		512 500
932	Dotations et participations non affectées	75 200 000		75 200 000
933	Impôts et taxes non affectés	329 441 046		329 441 046
934	Transferts entre sections		13 500 000	13 500 000
Total		440 378 509	13 500 000	453 878 509

INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	4 741 610		4 741 610
901	Sécurité et salubrité publiques	46 000		46 000
903	Culture	18 267 784		18 267 784
904	Sports et Jeunesse	11 742 549		11 742 549
907	Logement	9 973 700		9 973 700
908	Aménagements et services urbains, environnement	110 188 818		110 188 818
909	Action économique	26 973 611		26 973 611
910	Opérations patrimoniales		59 202 000	59 202 000
911	Dettes et autres opérations financières	72 000 000		72 000 000
914	Transferts entre sections		13 500 000	13 500 000
Total		253 934 072	72 702 000	326 636 072

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Services généraux administrations publiques	6 100		6 100
901	Sécurité et salubrité publique	32 000		32 000
903	Culture	1 035 169		1 035 169
904	Sports et Jeunesse	752 041		752 041
907	Logement	5 630 000		5 630 000
908	Aménagements et services urbains, environnement	11 662 819		11 662 819
909	Action économique	4 151 302		4 151 302
910	Opérations patrimoniales		59 202 000	59 202 000
911	Dettes et autres opérations financières	140 502 449		140 502 449
912	Dotations, Subventions, Participations non affectées	5 000 000		5 000 000
914	Transferts entre sections		37 200 000	37 200 000
919	Virement de la section de fonctionnement		52 880 192	52 880 192
95	Produits de cessions d'immobilisation	8 582 000		8 582 000
Total		177 353 880	149 282 192	326 636 072

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2014 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (1 contre : Montpellier M. M. Levita, 4 abstentions : 1 Saint-Jean-de-Védas Mme I.Guiraud, 2 Grabels MM R.Revol, T. Aufranc, 1 Pignan Mme M. Cassar).

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES

- Section d'exploitation :	4 823 000 euros
- Section d'investissement :	724 347 euros
Total	5 547 347 euros

La répartition par chapitres de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	1 453 153		1 453 153
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 230 500		2 230 500
65	Autres Charges de gestion courante	165 000		165 000
66	Charges financières	25 000		25 000
67	Charges exceptionnelles	25 000		25 000
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	200 000		200 000
023	Virement à la section d'investissement		289 147	289 147

042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		435 200	435 200
Total		4 098 653	724 347	4 823 000

EXPLOITATION - RECETTES

Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	60 000		60 000
70	Ventes de produits	4 575 000		4 575 000
75	Produits divers de gestion courante	18 000		18 000
77	Produits exceptionnels	170 000		170 000
Total		4 823 000	0	4 823 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000		31 000
20	Immobilisations corporelles	143 000		143 000
21	Immobilisations incorporelles	350 347		350 347
23	Immobilisations en cours	200 000		200 000
Total		724 347	0	724 347

INVESTISSEMENT - RECETTES

Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		289 147	289 147
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		435 200	435 200
Total		0	724 347	724 347

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2014 des Services Funéraires par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

- Section d'exploitation : 26 545 250 euros
- Section d'investissement : 34 965 900 euros
- Total 61 511 150 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES

Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	2 747 000		2 747 000
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 515 000		2 515 000

65	Autres charges de gestion courante	1 127 400		1 127 400
66	Charges financières	4 235 000		4 235 000
67	Charges exceptionnelles	100 000		100 000
023	Virement à la section d'investissement		7 911 450	7 911 450
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		7 909 400	7 909 400
Total		10 724 400	15 820 850	26 545 250

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	116 750		116 750
70	Ventes de produits	20 883 800		20 883 800
74	Subventions d'exploitation	2 969 800		2 969 800
75	Autres produits de gestion courante	35 000		35 000
77	Produits exceptionnels	1 000		1 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 538 900	2 538 900
Total		24 006 350	2 538 900	26 545 250

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	5 800 000		5 800 000
20	Immobilisations incorporelles	227 500		227 500
21	Immobilisations corporelles	97 900		97 900
23	Immobilisations en cours	21 240 000		21 240 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 538 900	2 538 900
041	Opérations patrimoniales		5 061 600	5 061 600
Total		27 365 400	7 600 500	34 965 900

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	607 500		607 500
16	Emprunts et dettes assimilées	8 414 350		8 414 350
27	Autres immobilisations financières	5 061 600		5 061 600
021	Virement de la section d'exploitation		7 911 450	7 911 450
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		7 909 400	7 909 400
041	Opérations patrimoniales		5 061 600	5 061 600
Total		14 083 450	20 882 450	34 965 900

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2014 du Service d'Assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- Section d'exploitation :	58 300 euros
- Section d'investissement :	15 000 euros
Total	73 300 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	7 300		7 300
65	Autres charges de gestion courante	35 000		35 000
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
023	Virement à la section d'investissement		13 410	13 410
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 590	1 590
Total		43 300	15 000	58 300

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	49 800		49 800
74	Subventions d'exploitation	7 500		7 500
77	Produits exceptionnels	1 000		1 000
Total		58 300	0	58 300

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	15 000		15 000
Total		15 000	0	15 000

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		13 410	13 410
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 590	1 590
Total		0	15 000	15 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2014 du Service d'Assainissement Non Collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

- Section d'exploitation :	200 000 euros
- Section d'investissement :	285 800 euros
Total	485 800 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	142 300		142 300
65	Autres charges de gestion courante	26 400		26 400
66	Charges financières	2 600		2 600
67	Charges exceptionnelles	2 000		2 000
023	Virement à la section d'investissement		26 700	26 700
Total		173 300	26 700	200 000

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	200 000		200 000
Total		200 000	0	200 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	5 800		5 800
21	Immobilisations corporelles	10 000		10 000
23	Immobilisation en cours	270 000		270 000
Total		285 800	0	285 800

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	80 000		80 000
16	Emprunts et dettes assimilées	179 100		179 100
021	Virement de la section d'exploitation		26 700	26 700
Total		259 100	26 700	285 800

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2014 de l'Eau Brute par chapitre budgétaire en section d'exploitation, et en section

d'investissement conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

- Section d'exploitation :	6 268 100 euros
- Section d'investissement :	8 024 500 euros
Total	14 292 600 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	1 961 550		1 961 550
012	Charges de personnel et frais assimilés	411 000		411 000
65	Autres charges de gestion courante	220 000		220 000
66	Charges financières	117 000		117 000
67	Charges exceptionnelles	5 000		5 000
023	Virement à la section d'investissement		1 710 750	1 710 750
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 842 800	1 842 800
Total		2 714 550	3 553 550	6 268 100

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	132 300		132 300
70	Ventes de produits	5 773 400		5 773 400
75	Autres produits de gestion courante	296 000		296 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		66 400	66 400
Total		6 201 700	66 400	6 268 100

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	1 447 300		1 447 300
16	Emprunts et dettes assimilées	490 000		490 000
20	Immobilisations incorporelles	157 100		157 100
21	Immobilisations corporelles	30 400		30 400
23	Immobilisations en cours	5 000 000		5 000 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		66 400	66 400

041	Opérations patrimoniales		833 300	833 300
Total		7 124 800	899 700	8 024 500

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	1 875 800		1 875 800
16	Emprunts et dettes assimilées	928 550		928 550
27	Autres immobilisations financières	833 300		833 300
021	Virement de la section d'exploitation		1 710 750	1 710 750
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 842 800	1 842 800
041	Opérations patrimoniales		833 300	833 300
Total		3 637 650	4 386 850	8 024 500

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2014 de l'Eau Potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET PRIMITIF 2014 - NOUVELLES OPÉRATIONS - RÉVISIONS - MODIFICATIONS - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9) permet la mise en place d'une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en dérogation au principe de l'annualité budgétaire.

La procédure d'autorisations de programme et crédits de paiement est un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'un équipement ou d'un grand projet communautaire.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

I. Nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du BP 2014 :

Budget principal : autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de la Culture

Direction de la Culture : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
2 929 000		0	820 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
2 109 000	1 530 000	579 000

Direction de la Culture : Conservatoire à Rayonnement Régional

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
37 562 000		0	763 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
36 799 000	13 948 000	16 051 000	6 475 000	325 000

Direction de la Culture : Médiathèque Aimé Césaire

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
3 882 000		0	300 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
3 582 000	2 040 000	1 248 000	244 000	50 000

Direction de la Culture : Restauration des œuvres d'art du musée Fabre

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
845 415		0	245 415

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
600 000	200 000	200 000	200 000

Direction de la Culture : Restauration des œuvres d'art du musée Henri Prades

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
107 012		0	47 012

Reste à financer	Reste à financer - Répartition par exercice
------------------	---

(au-delà de l'exercice 2014)	2015	2016
60 000	30 000	30 000

Direction de la Culture : Restauration des œuvres d'art du musée de l'histoire de la France en Algérie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
156 000		0	116 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
40 000	20 000	20 000

II. Autorisations de programme et crédits de paiement dont le montant est révisé dans le cadre du BP 2014 :

Budget principal : autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction de la Culture

Direction de la Culture : Cage de scène Opéra Comédie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)
Initial	Révisé			
14 000 000	18 291 470,40	18 241 470,40	50 000	0

La révision de cette autorisation de programme intègre l'actualisation des coûts.

Budget principal : autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Acquisitions Foncières (Réserves)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
32 000 000	53 698 586,78	44198586.78	9 000 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	
500 000	500 000	

Budget annexe de l'assainissement : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement:

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Station d'épuration Baillargues-Saint-Brès

Montant	Crédits de paiement	Crédits de paiement ouverts	Reste à financer (au-delà de l'exercice
---------	---------------------	-----------------------------	---

Initial	Révisé	antérieurs	au titre de l'exercice 2014	2014)
14 000 000	14 599 250,26	14 449 250,26	150 000	0,00

III. Modifications des autorisations de programme et crédits de paiement suivantes votées dans le cadre du BP 2014 :

Concernant les opérations présentées ci-après, leur montant global pluriannuel n'est pas modifié, seul un ajustement annuel est nécessaire.

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des Ressources Informatiques :

Direction des Ressources Informatiques : Ecocité / ville intelligente

Direction des Ressources Informatiques : Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
8 289 600	8 289 600	1 662 717,72	1 700 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
4 926 882,28	1 850 000	3 076 882

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments :

Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
1 155 000	1 155 000	468 819,69	255 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
431 180,31	255 000	176 180,31

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des Transports:

Direction des transports : Accessibilité Transports

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
9 180 000	10 283 700	2 191 040,07	1 050 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
7 042 659,93	1 610 000	1 652 000	3 780 659,93

Direction des transports : Investissements DSP Transports

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
41 355 000	45 513 455	13 476 410,39	3 172 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
28 865 044,61	8 562 500	8 906 000	11 396 544,61

Direction des transports : Ligne 5 de tramway (montants en Millions d'euros)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
388,4	388,4	13,785	22,705

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
351,910	120,000	60,000	57,000	114,910

Direction des transports : Pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
6 000 000	6 645 100	3 517 161	2 100 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
1 027 939	1 027 939

Direction des transports: Contournement Nîmes-Montpellier

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
99 075 000	99 075 000	21 466 414,26	25 389 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
52 219 585,74	33 520 000	18 699 585,74

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets:

Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets : Plateforme de Grammont

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)
Initial	Révisé			
1 100 000	1 000 000	42 209,12	957 790,88	0

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des Sports:

Direction des Sports : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
2 900 000	2 900 000	10 000	230 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
2 660 000	1 330 000	1 330 000

Direction des Sports : Réhabilitation du Stade de la Mosson

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
56 000 000	56 000 000	2 903 522,40	3 550 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
49 546 477,60	12 540 000	37 006 477,60

Direction des Sports : Piscine Les Néréides

Montant	Crédits de paiement	Crédits de paiement ouverts au titre de	Reste à financer (au-delà de
---------	------------------------	--	---------------------------------

Initial	Révisé	antérieurs	l'exercice 2014	l'exercice 2014)
8 600 000	10 196 538,04	9 982 288,63	214 249,41	0,00

Direction des Sports : Piscine Héraclès

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
10 296 000	10 883 600	331 761,69	550 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
10 001 838,31	767 642,31	2 250 000	4 770 000	2 214 196

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de la Culture:

Direction de la Culture : Musée de l'Histoire de la France en Algérie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
19 360 000	19 360 000	10 389 227,96	8 427 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
543 772,04	543 772,04

Direction de la Culture : Extension 1 Aquarium Mare Nostrum

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
9 568 000	13 053 241,96	12 197 344,81	431 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
424 897,15	424 897,15

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel:

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Études Route de la Mer / Avenue Georges Frêche

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
1 794 000	1 794 000	1 367 348,98	371 782

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
54 869,02	54 869,02

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Opérations d'Aménagement à Vocation Économique

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
13 733 000	20 358 000	10 006 591,43	3 699 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
6 652 408,57	6 652 408,57

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Route de la Mer / Avenue Georges Frêche

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
10 000 000	10 000 000	6 540 000	2 000 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
1 460 000	1 460 000

Budget annexe de l'assainissement : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement:

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Stations d'épuration Sussargues – St Geniès-extension Cournonterral

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		

10 660 000	10 660 000	779 195,57	6 225 000
------------	------------	------------	-----------

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
3 655 804,43	3 655 804,43

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Réseaux Intercepteur est du secteur amont et intercepteur est de la Pompignane

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
13 530 000	13 530 000	2 327 297,16	6 920 000

Reste à financer (au-delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
4 282 702,84	4 282 702,84

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création des autorisations de programme portant sur l'accessibilité des équipements culturels, le conservatoire à rayonnement régional, la médiathèque Aimé Césaire, la restauration des œuvres d'art des musées : Fabre, Henri Prades et de l'histoire de la France en Algérie
- approuver la révision du montant des autorisations de programmes relatives à la rénovation de la cage de scène de l'Opéra Comédie, aux acquisitions foncières (Réserves) ainsi qu'à la station d'épuration de Baillargues-Saint-Brès,
- approuver les modifications des crédits de paiement relatifs aux autorisations de programmes suivantes : Projet Ecocité / Ville intelligente, Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN), accessibilité aux équipements liés aux moyens généraux et bâtiments, investissements liés à la DSP transports, réalisation de la ligne 5 de tramway et du pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch, accessibilité aux équipements transports, contournement Nîmes-Montpellier, rénovation de la plateforme de Grammont, accessibilité aux équipements liés aux sports, réhabilitation du stade de la Mosson, construction des piscines Les Néréides et Héraclès extension 1 de l'Aquarium Mare Nostrum, musée de l'Histoire de la France en Algérie, les Opérations d'Aménagement à Vocation Économique, les Études et l'aménagement de la Route de la Mer / Avenue Georges Frêche, , stations d'épuration Sussargues-St Geniès - extension Cournonterral et réseaux, : intercepteur est de la Pompignane et du secteur amont,
- retenir comme échéancier des crédits de paiements les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS - BUDGET PRIMITIF 2014 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Primitif 2014 et pour soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est proposé l'affectation des subventions de fonctionnement telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	475 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	AMICALE DES RETRAITES DE L'AGGLOMERATION	2 000
6574	AMICALE DU NID	15 000
6574	COMITE FEMININ DE L'HERAULT POUR LA PREVENTION ET LE DEPISTAGE	1 000
6574	ETINCELLE	1 500
6574	SOUVENIR FRANCAIS	1 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	40 000
6574	CIMADE	2 500
920	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SERVICES GENERAUX	538 000
6574	SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX (SPA)	75 000
921	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SECURITE	75 000
6574	SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH)	9 500 000
922	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ENSEIGNEMENT - FORMATION	9 500 000
65738	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) FOUILLES DU CASTELLAS	45 000
65738	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) FOUILLES DE LATTARA	55 000
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	13 000 000
6574	FESTIVAL RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	394 000
6574	MONTPELLIER DANSE	1 654 000
6574	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	750 750
6574	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER (CINEMED)	453 000
6574	ACTION MUSIQUE - OPERA JUNIOR	100 000
6574	STAND'ART - SALLE VICTOIRE 2	175 000
6574	ALDEBARAN	10 000
6574	JAZZ ACTION MONTPELLIER (JAM)	15 000
6574	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (APEC)	800
6574	LES AMIS DU MUSEE FABRE	4 000
6574	THEATRE THALERS - LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN (TIO)	50 000
6574	ART MIXTE	5 000
6574	CONFLUENCES - LES INTERNATIONALES DE LA GUITARE	100 000
6574	THEATRE JACQUES COEUR - LATTES	50 000
6574	LA BARONNIE DE CARAVETES	2 000
6574	LE CLUB DE LA PRESSE	10 000
6574	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE	185 000

	MONTPELLIER LR (ENSAD)	
6574	LA MAISON DE LA POESIE	3 000
6574	BERENGER DE FREDOL	40 000
6574	MAISON DE LA CHANSON	8 000
6574	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34	15 000
6574	CHRETIENS ET CULTURES	8 000
6574	JETEZ L'ENCRE	2 000
6574	ACADEMIE INTERNATIONALE DE MUSIQUE DE MONTPELLIER (AIMM)	10 000
6574	MUSIC EVENTS - LA CHAPELLE	10 000
6574	POLE NATIONAL DES ARTS DU CIRQUE LANGUEDOC ROUSSILLON	40 000
6574	ASSOCIATION LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	1 000
6574	REVEIL COURNONTERRALAIS	1 000
6574	RESEAU EN SCENE LANGUEDOC ROUSSILLON	20 000
6574	LES AMIS DU FESTIVAL DE MAGUELONE	10 000
6574	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE - BALTHAZAR	30 000
6574	UNI'IONS - FESTIVAL ARABESQUES	40 000
6574	ATTITUDE	40 000
6574	HYBRIDES CIE ADESSO E SEMPRE	10 000
6574	PRINTEMPS DES COMEDIENS	200 000
6574	KAINA TV	3 000
6574	AMELIE DEUX AILES	1 000
923	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE	17 550 550
6574	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB (Football) CENTRE DE FORMATION (SASP)	1 267 500
6574	ASSOCIATION MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	300 000
6574	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION	960 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB)	1 136 756
6574	ASSOCIATION MONTPELLIER HANDBALL (MHB)	630 000
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB	950 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (MRC)	1 335 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	964 340
6574	MUC BASEBALL - LES BARRACUDAS	30 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK - UC	60 000
6574	MONTPELLIER GRS	100 000
6574	ECHECS CLUB DE MONTPELLIER	20 000
6574	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	10 000
6574	MONTPELLIER WATER-POLO	350 000
6574	MONTPELLIER AGGLO NATATION UC (MANUC)	270 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION PATINAGE	120 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB	145 000
6574	SAOS MONTPELLIER VIPERS	95 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	30 000
6574	ARC LAT'VEDAS	8 000

6574	FEDERATION FRANCAISE COURSE CAMARGUAISE	10 000
6574	CLUBS DE COURSE CAMARGUAISE	19 000
6574	ECOLE DE KARATE DE PEROLS	8 000
6574	MONTPELLIER ASPTT TENNIS	20 000
6574	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	15 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION BEACH-VOLLEY	25 000
6574	AQUALOVE SAUVETAGE	10 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO - DRAGONS TEAM	20 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION ATHLETIC MEDITERRANEE (MAAM)	100 000
6574	MONTPELLIER PETIT BARD FUTSAL	40 000
6574	ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE DE L'HERAULT (ASA HERAULT)	40 000
6574	FISE MONTPELLIER	250 000
6574	COMITE DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT DU JEU DE TAMBOURIN ET GRAND PRIX 2014	20 000
6574	BLUE FOX - CLUB DES SUPPORTERS MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB)	5 000
6574	COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DE L'HERAULT	50 000
6574	COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF	15 000
6574	COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF	25 000
6574	FONDS SPECIAL SPORT	20 000
6574	VOLLEY BEACH MASTERS	10 000
6574	FEDERATION FRANCAISE DE SAUVETAGE ET DE SECOURISME (FFSS)	80 000
6574	CHAMPIONNAT D'EUROPE DE JUDO	150 000
6574	MONTPELLIER NAT'SYNCHRO	10 000
6574	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	1 000
6574	KITE & WIND SURF MAGUELONE	5 000
924	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SPORT	9 729 596
6574	CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE (CUCS)	60 000
927	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT LOGEMENT	60 000
6574	CLCV	101 000
6574	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	1 200 000
6574	COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	10 000
6574	VIEUX BICLOU	4 000
6574	AMICALE DES RETRAITES TaM	1 220
6574	AIR LR	45 003

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	SYSTEMES D'INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES EN LANGUEDOC ROUSSILLON (SIG LR)	10 000

6574	ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGE (AMO)	3 000
6574	MAISON DE L'ARCHITECTURE (M'ALR)	3 000
6574	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN (APIEU)	10 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	20 000
65737	GROUPEMENT D'INTERÊT PUBLIC (GIP)	95 362
65733	ENQUETES MENAGES	440 250
928	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT - URBANISME - ENVIRONNEMENT	1 942 835
6574	INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TELECOMMUNICATIONS EN EUROPE (IDATE) DIGIWORLD SUMMIT (DGWS)	22 500
6574	CONGRES DES AVOCATS	75 000
6574	SALON BIODIVERSITE	40 000
6574	CONGRES MATERIAUX	40 000
6574	EUROBIOMED	20 000
6574	MAISON DES CHOMEURS	5 000
6574	CONGRES - CORUM	150 000
6574	CONGRES - HORS CORUM	15 000
6574	INVEST SUD DE France	40 000
6574	MAISON DE CHINE - CHENGDU	20 000
6574	VIN EN CHINE AVEC EUPIC	120 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER SUD DE France (UMSF) - PÔLE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (PRES)	38 300
6574	ETABLISSEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	100 000
6574	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE DE MONTPELLIER (CCI)	30 000
6574	AGROPOLIS	38 113
6574	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DE L'AGRICULTURE	20 000
6574	UNIVERSITE DE MONTPELLIER (UM1) - LABEX ENTREPRENDRE	20 000
6574	OFFICE DE TOURISME	100 000
6574	QUALITE HERAULT	10 000
6574	UNIVERSITE DE MONTPELLIER (UM1) - LABEX ENTREPRENDRE	10 000
6574	CHAMBRE PROFESSIONNELLE DU CONSEIL LANGUEDOC ROUSSILLON (CPC LR)	3 000
6574	NOVAE LR - MAISON DU NUMERIQUE	35 000
6574	Pix'LR	10 000
6574	CENTRE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION INDUSTRIELLE (CR2I)	180 642
6574	CHAMBRE DES METIERS & CONFEDERATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT (CAPEB)	40 000
6574	TRANSFERT LR	20 000
6574	MLJAM	416 490
6574	MLJAM Cellule AMO	7 000
6574	CHANTIERS INSERTION	90 000
6574	CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE (CUCS)	40 000
6574	PLATE FORME D'INITIATIVE LOCALE (PFIL)	30 000
6574	PLEIADES EMPLOI SERVICE (PES34)	15 000

6574	UNION REGIONALE DES SOCIETES COOPERATIVES (URSCOOP)	20 000
6574	SOCIETE COOPERATIVE D INTERET COLLECTIF (SCIC)	35 000
929	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE	1 856 045

En outre, il est proposé d'affecter les subventions d'équipement suivant le tableau ci-dessous :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
20421	ESBAMA	30 000
903	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT CULTURE	30 000
2041412	FONDS DE CONCOURS AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA PISCINE DE LATTES	150 000
204172	UNIVERSITE DE MONTPELLIER 2 (UM2) MISE EN SECURITE DE LA PISCINE DE LA MOTTE ROUGE	150 000
904	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT SPORTS	300 000
2041411	OPAH CEVENNES	13 000
2041411	OPAH GAMBETTA FIGUEROLLES	15 000
2041411	OPAH GARE - LAISSAC	15 000
2041411	PLAN DE SAUVEGARDE (PDS) - PETIT BARD	20 700
2041472	AIDES A LA PIERRES SUR FONDS PROPRES PARC PUBLIC : OPHLM	2 000 000
2041472	PRU : ETABLISSEMENTS PUBLICS	300 000
2041472	AIDES A LA PIERRES - CREDITS D'ETAT - PARC PUBLIC : OPHLM	1 700 000
2041472	AIDES A LA PIERRES - CREDITS D'ETAT - PARC PUBLIC : SA/SEM	1 800 000
20422	AIDES A LA PIERRES SUR FONDS PROPRES PARC PUBLIC : SA/SEM	1 000 000
20422	PRU : ETABLISSEMENTS PRIVES	300 000
20422	AIDES A LA PIERRES SUR FONDS PROPRES PARC PRIVE : PROPRIETAIRES OPAH RU / PIG/COPROS DEGRADEES	500 000
20422	AIDES A LA PIERRES CREDITS ANAH : PROPRIETAIRES (OPAH/PIG)	2 000 000
907	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT LOGEMENT	9 663 700
204131	CONTRATS TERRITORIAUX - CAR HAUT NIVEAU DE SERVICE (CHNS)	250 000
20422	PROGRAMME ESPACE MULTIMODAL MONTPELLIER AGGLOMERATION (EMMA)	1 590 000
204172	POLE MULTIMODAL SAINT ROCH	2 100 000
204132	FONDS DE CONCOURS - ZAC SALAISON	250 000
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) - CNM	25 671 000

204183	QUARTIER OZ - NATURE URBAINE	93 000
20421	AIDE A L'ACHAT DE LOMBRICOMPOSTEURS	7 500
204182	BAS RHONE LANGUEDOC (BRL)	1 000 000
204182	PARTICIPATION NORD GARDIOLE	100 000
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
204122	FONDS DE CONCOURS - PEM BAILLARGUES - CONSEIL REGIONAL	124 000
204132	FONDS DE CONCOURS - PEM BAILLARGUES	90 000
2041412	FONDS DE CONCOURS - BAILLARGUES	1 400 000
204181	PEM BAILLARGUES - RESEAU FERRE DE France (RFF)	200 000
2041411	CONVENTION NATURA 2000 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'HERAULT (CCVH)	4 224
2041411	FONDS DE CONCOURS PLU AUX COMMUNES	18 000
908	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AMENAGEMENT - URBANISME - ENVIRONNEMENT	32 897 724
204171	PROMOTION LIGNES AERIENNES	550 000
20421	CAP AGRO	165 000
20421	AIDES IMPLANTATION D'ENTREPRISES - MINIMIS	140 000
20421	AUTRES AIDES AUX ENTREPRISES	1 000 000
20421	POLE OPTITEC	15 000
20421	POLE EUROBIOMED	40 000
20421	POLE QUALIMEDITERRANEE	30 000
20421	POLE DERBI	30 000
20421	POLE EAU	40 000
20421	INSTITUT D'ELECTRONIQUE DU SUD (IES)	20 000
20421	PROGRAMME ACTION SANTE (PAS)	40 000
20421	CAMPUS DE L'ARTISANAT	1 500 000
204132	FONDS DE CONCOURS ECOPARC FABREGUES	362 053
204181	RTE-EDF-TRANSPORTS	50 000
20421	SOCIETE D'ACCELERATION DE TRANSFERT TECHNOLOGIQUE (SATT)	200 000
909	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ACTION ECONOMIQUE	4 182 053

Par ailleurs, il est proposé au Conseil d'Agglomération de modifier les affectations de crédits attribués dans le cadre des Projets d'Intérêt Commun suivantes :

- 8 915 € accordés à la Commune de Clapiers par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet de « création d'un parking de covoiturage » et sur le projet de « création d'une voirie de desserte de la médiathèque Albert Camus rue de Montferrier » sont affectés aux « programme de déplacements doux dans le secteur du pigeonnier » ;
- 20 000 € accordés à la Commune de Susargues par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet de « création d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales rue de l'Aspic » sont affectés à la « création d'une salle à vocation associative » ;
- 3 000 € accordés à la Commune de Saint Geniès des Mourgues par délibération n°11656 du 26 juin 2013 portant sur le projet de « rénovation des rues du centre ancien » sont affectés à des « travaux de voirie rue de la fontaine » ;
- 7 700 € accordés à la Commune de Fabrègues par délibération n°8912 du 26 mai 2009 portant sur « la réalisation de pistes cyclables entre la quartier ouest, le centre ville et les écoles » sont affectés à « la transformation d'un terrain de football stabilisé en pelouse synthétique ».

Mmes E. Beccaria, A. Benezch, F. Berger, N. Bigas, A. Boyer, R. Bueno, T. Capuozzi-Boualam, M. Castre, J. Claverie, P. Danan, F. Dombre Coste, C. Fourteau, J. Galabrun Boulbes, C. Labrousse, H. Mandroux, P. Mienville, N. Miraoui, F. Prunier et MM H. Allouche, M. Aslanian, J.-F. Audrin, A. Barrandon, P. Bonnal, T. Breyse, R. Caizergues, J.-P. Coulet, P. Combettes, M. Delafosse, M. Dufour, J.-L. Gély, M. Fraysse, L. Jaoul, J.-M. Lussert, R. Mailhé, H. Martin, P. Maurel, J.-L. Meissonnier, C. Meunier, C. Morales, J.-P. Moure, A. Moynier, M. Passet, G. Pastor, Y. Pellet, L. Pouget, P. Saurel, A. Sivieude, C. Sudres, P. Thines, F. Tsitsonis, A. Zylberman, ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- approuver les modifications d'affectations relatives aux Projets d'Intérêt Commun sus mentionnés (Communes de Clapiers, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues et Fabrègues),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions : Grabels MM R.Revol, T.Aufranc).

AFFAIRE N°10 : FINANCES – ORGANISMES EXTÉRIEURS - ASSOCIATION FINANCES GESTION EVALUATION (AFIGESE), ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE (AMGVF), ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE (ADCF) - ADHÉSION 2014

M. M. FRAYSSE, Conseiller Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant aux Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit dans une logique permanente et continue de pilotage de l'action de ses services autour du développement des métiers et compétences en finances et contrôle de gestion. C'est pourquoi, elle souhaite adhérer à l'association AFIGESE dont le siège social est localisé à Saint Nazaire.

L'objet de cette association est :

- de faciliter les échanges d'expérience entre collectivités territoriales dans le cadre des fonctions finances, contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques ;
- de diffuser un savoir faire professionnel notamment par le vecteur de la formation sur ces trois fonctions ;
- de promouvoir ces fonctions et les métiers qui s'y rattachent en participant à leur structuration et à leur reconnaissance.

Elle compte aujourd'hui plus de 80 collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents.

Le montant annuel de l'adhésion s'élève à 340 euros.

L'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) réunit depuis près de 30 ans, les Maires des villes françaises de plus de 100 000 habitants. Ces Maires se sont depuis longtemps préoccupés de l'intercommunalité et ont milité activement pour que l'agglomération soit considérée comme le niveau de référence pertinent pour la gestion des grands problèmes urbains comme les transports, l'environnement, l'aménagement de l'espace et le développement économique. Force de propositions et d'initiatives, l'AMGVF est un lieu d'échange principal auquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier se doit d'être présente.

Il est donc proposé au Conseil d'adhérer à cette association est de payer à ce titre une cotisation annuelle qui à titre indicatif devrait s'élever à 20 270 euros sur la base d'une population communautaire de 163 270 habitants (hors celle de la Ville de Montpellier déjà adhérente).

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite participer aux grands débats relatifs à l'organisation territoriale française. Pour cela, elle souhaite renouveler son adhésion à l'association Assemblée des Communautés de France (AdCF) qui représente la fédération nationale des élus de l'intercommunalité.

Le montant annuel de l'adhésion s'élève à 9 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la double adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association AFIGESE pour un montant de 680 € ;
- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux autres associations mentionnées ci-dessus,
- confirmer la désignation de T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour représenter la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès desdites associations, notamment lors des votes aux assemblées générales,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Monsieur T. Breysse ne prend pas part au vote).

AFFAIRE N°11 : FINANCES – TITRE PAYABLE PAR INTERNET - CONVENTION D'ADHÉSION AU SERVICE DE PAIEMENT EN LIGNE DES RECETTES PUBLIQUES LOCALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans un processus ambitieux de dématérialisation et d'e-administration, qui concerne l'ensemble des services de la collectivité.

La Direction Générale des Finances Publiques propose un nouveau moyen de paiement automatisé : « TIPI » (Titres Payables par Internet) qui permet un paiement en ligne des titres de recettes.

L'adhésion à ce service, outre le fait qu'elle constitue une nouvelle étape dans le développement de l'e-administration et des services en ligne, permettra d'améliorer le taux de recouvrement des recettes tout en répondant aux attentes des usagers en lien avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le service de paiement en ligne proposé concerne les recettes qui ont fait l'objet d'un titre exécutoire pris en charge par le comptable public. Il permet aux usagers de payer par carte bancaire par l'intermédiaire du gestionnaire de télépaiement de la DGFIP. Le service est accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, les transactions sont sécurisées et aucune formalité préalable n'est nécessaire.

Tous types de recettes donnant lieu à l'émission d'un titre ou d'une facture inférieurs à 10 000 euros pourront être concernés par ce dispositif tels les règlements des Participations pour le Financement de l'Assainissement Collectif, la Redevance Spéciale, le service téléalarme, la location de lignes d'eau...

Les modèles d'avis de sommes à payer et de factures envoyés aux usagers seront adaptés de façon à proposer cette nouvelle modalité de paiement.

Ce projet est conduit en partenariat avec la Direction Régionale des Finances Publiques, comptable de la collectivité. Il se concrétise par la signature d'une convention régissant les modalités de mise en œuvre de fonctionnement du service entre la Communauté d'Agglomération et la DGFIP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le formulaire d'adhésion à l'application des Titres Payables par Internet,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, le formulaire d'adhésion pour le budget principal et les budgets annexes, les futurs avenants ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORTS EN COMMUN - GIHP - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION CONCERNANT LE TRANSPORT DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Malgré les efforts importants réalisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour rendre son réseau de transports urbains accessible au plus grand nombre de personnes à mobilité réduite, certaines personnes présentant des handicaps lourds ne peuvent y accéder.

Compte tenu de l'ensemble des contraintes spécifiques liées à certains handicaps (aide personnalisée adaptée, service porte à porte avec prise en charge au domicile, accompagnement), ces personnes ont besoin d'un service de transport spécialisé dont le niveau de qualité ne peut pas être assuré dans le cadre d'un réseau de transport traditionnel.

Le service de transport adapté du Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques en Languedoc-Roussillon (GIHP-LR) qui relève d'une initiative associative privée reconnue d'utilité publique, organise et exécute cette prestation depuis de nombreuses années auprès des personnes présentant un handicap

physique lourd. La satisfaction des personnes concernées peut se mesurer à la constance et au nombre de transports effectués depuis plusieurs années, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération (environ 73 000 par an). Ce chiffre traduit la qualité et l'efficacité des services mis en œuvre et de l'engagement toujours renouvelé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au côté du GIHP-LR.

La convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le GIHP arrivant à échéance le 31 décembre 2013, il est proposé de conclure une nouvelle convention, pour une période de 3 ans, qui définit les conditions d'octroi d'une subvention annuelle à l'association, sur présentation des éléments financiers et du budget prévisionnel.

Pour l'année 2014, il est proposé d'accorder une subvention versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 1 200 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre le GIHP et la Communauté d'Agglomération,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames P. Mienville et J. Claverie ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°13 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY 3ÈME LIGNE - EXTENSION OUEST DE LA 1ÈRE LIGNE ET LIGNE 4 'LA CIRCULADE' - CONSTRUCTION D'UN PARC DE STATIONNEMENT EN OUVRAGE SUR LE PÔLE D'ÉCHANGE MOSSON - APPROBATION DES ÉTUDES D'AVANT-PROJET

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'agglomération de Montpellier.

Le programme de la ligne 3 projetait la construction d'un parking d'échanges au sol sur le nouveau pôle d'échange Mosson, en connexion avec les lignes 1 et 3 et avec le réseau de voirie de contournement de l'agglomération. Le parking réalisé, d'une capacité limitée à 430 places, de par les exigences du plan de protection contre les risques d'inondation, présente une fréquentation importante dont la progression conduira à court terme à sa saturation.

Par délibération n°10980 du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme complémentaire de la ligne 3 pour la construction d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle Mosson et l'a intégré dans le périmètre du mandat confié à TaM.

Il est donc prévu d'augmenter la capacité d'accueil du site en créant un parking en ouvrage situé sur l'actuel pôle d'échange en connexion avec 2 lignes de tramway (terminus de la ligne 1 et arrêt de la ligne 3), des réseaux de bus urbains et suburbains et le réseau de voirie de contournement de l'agglomération.

Le futur parking Mosson offrira à terme une capacité de 1 200 places, extensible à 1 600.

TaM, agissant en qualité de maître d'ouvrage délégué a suivi les études de l'avant projet de cette opération qui ont été réalisées par le groupement de maîtrise d'œuvre : BOYER-GIBAUD PERCHERON ASSUS / P3G Ingénierie/TERREL SAS.

L'opération permettra d'ajouter de nouvelles fonctionnalités au site :

- des places pour les personnes à mobilité réduite (5% de la totalité des places) à tous les niveaux,
- des places pour recharge de véhicules électriques,
- des places pour les deux roues motorisées,
- des prises de recharge pour vélos électriques.

Les caractéristiques principales du projet sont les suivantes :

- l'accessibilité pour tous les modes,
- la facilité de déplacement des usagers, notamment les personnes à mobilité réduite et les handicapés,
- l'intégration du site dans son environnement,
- la réponse aux besoins locaux et la participation à la valorisation du quartier,
- la prise en compte du développement durable.

En particulier, le projet comprend :

- Une façade urbaine le long du tramway et de l'avenue de la Liberté, traitée avec un parement en losanges métalliques perforés et dotée d'un auvent très débordant abritant un quai piéton généreux,
- Une façade côté Mosson traitée en transparence, avec des plantations d'arbres,
- Une façade en vue du château Bonnier de la Mosson traitée avec un parement métallique et un écran végétal d'arbres,
- 3 puits de lumière intérieurs avec des arbres,

- 3 niveaux + rez de chaussée avec des rampes d'accès aux extrémités et un système de circulation à sens unique dans les travées,

- 5 cages d'escaliers dont 2 équipées d'ascenseurs.

En rez-de-chaussée, le projet prévoit un programme de locaux comprenant : un local vélo sécurisé, une agence commerciale TaM, des locaux techniques tramway, un local d'accueil stationnement, des caisses automatiques, des toilettes publiques, un local de prise de service des conducteurs tramway, 180 m² de locaux commerciaux.

L'enveloppe financière du projet approuvée par délibération n°10980 du 28 juin 2012 s'élève à 14,5 M€ HT (valeur juin 2012). Les études d'avant-projet confirment le montant prévisionnel des travaux à 11,3 M€ HT (valeur juin 2012), ce qui est conforme au coût d'objectif.

A ce titre, le montant de la rémunération provisoire du groupement de maîtrise d'œuvre, telle que définie dans le marché est confirmée. Après approbation de la présente délibération, elle sera définitivement fixée par ordre de service en application du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché susvisé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les études d'avant-projet de la construction d'un parc de stationnement en ouvrage sur le parking Tramway Mosson ligne 1/ ligne 3,

- décider la poursuite de l'opération,

- dire que les crédits nécessaires à cette réalisation, dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au Budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORT - MISE EN ACCESSIBILITÉ DES ARRÊTS VOYAGEURS - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'AIDE FINANCIÈRE AU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR L'AMÉNAGEMENT DE DEUX QUAIS BUS SUR LA RD 21 - AUTORISATION DE SIGNATURE.

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°9259 du Conseil du 26 novembre 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le Schéma Directeur d'Accessibilité des services de transport collectif. Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier élabore un programme annuel d'actions répondant aux objectifs de ce document de programmation.

Le Département de l'Hérault a décidé l'aménagement en carrefour giratoire de l'intersection donnant accès au chemin de Caylus et au chemin des Alouettes à Castelnau-le-Lez, sur la route départementale 21.

Cette opération est l'occasion pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier de sécuriser et mettre en accessibilité les deux quais bus de l'arrêt Caylus situés à proximité du futur giratoire. L'aménagement de ces arrêts de bus s'inscrit dans le cadre de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, qui organise la chaîne de déplacement pour permettre l'accessibilité aux personnes handicapées et à mobilité réduite, et dans celui du Schéma Directeur d'Accessibilité de l'Agglomération.

Dans un souci de cohérence des études et d'intervention, il est proposé que l'aménagement des quais bus soit intégré à l'opération du Département et qu'au titre des avantages que représente cet aménagement pour la Communauté d'Agglomération, une aide financière soit versée au Département de l'Hérault.

Le montant de ce fonds de concours s'élève à 100% du coût total réel des travaux hors taxe des deux quais bus, qui a été estimé à 20 000 € H.T.

Il convient de formaliser le versement de cette aide par la signature d'une convention avec le Département de l'Hérault comme bénéficiaire. Celle-ci organise les modalités de versement de l'aide en fonction de l'avancement de la réalisation des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution au Département de l'Hérault d'une aide financière à hauteur de 100% du coût réel des travaux d'aménagement des deux quais de bus, dans la limite de 20 000 € H.T.,

- dire que le versement de ce fonds de concours est conditionné par la signature d'une convention avec le Département de l'Hérault,

- dire que les crédits seront inscrits au Budget Primitif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de fonds de concours ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 'LA CIRCULADE' - PARKING TRAMWAY PARC DES EXPOSITIONS - AVENANT N°1 À LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC RÉGIONAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 3^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le programme de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway prévoit la réalisation de plusieurs parkings d'échange dont l'objectif est d'obtenir un report modal efficace de la voiture particulière sur les lignes de tramway, en amont des zones de circulation saturées.

Sur la partie sud de la 3^{ème} ligne, il a été jugé opportun, compte tenu des emprises disponibles, de localiser un parking d'échange au niveau du Parc des Expositions, en contact avec la station du même nom. Ce parking permet de capter les flux de véhicules en provenance du littoral. A cet effet, par délibération n°10262 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a autorisé la signature avec la Région Languedoc-Roussillon d'une convention d'occupation temporaire du domaine public (parcelle cadastrée AI 103). Cette convention est consentie pour une durée de 9 ans à compter de sa date de prise d'effet, moyennant une redevance annuelle hors taxes calculée sur la base de 0,90 € hors taxes par m² de terrains utilisables à des fins de stationnement. Le montant ainsi convenu est réajusté de plein droit chaque année en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la construction.

La Région a décidé d'implanter, sur une partie de l'emprise actuellement occupée par le parking tramway, un bâtiment destiné à un usage commercial et de bureaux. Ce projet conduit à réduire la surface disponible pour le tramway.

Un avenant à la convention d'occupation temporaire est donc rendu nécessaire pour redéfinir la surface disponible pour le parking d'échange. Ces modifications, compatibles avec la fréquentation actuelle, ont été arrêtées avec l'exploitant TaM.

La superficie destinée au stationnement est ainsi ramenée à 5 394 m² pour un loyer annuel de 4 854,60 H.T.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public régional,
- dire que les crédits nécessaires au paiement de la redevance sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer l'avenant n°1 précité ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA 1ÈRE LIGNE ET LIGNE 4 'LA CIRCULADE' - AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°3.825 D'ASSISTANCE POUR LES ACQUISITIONS FONCIÈRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par délibération n°7293 du 26 septembre 2006, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°3.825 d'assistance pour les acquisitions foncières avec le groupement d'entreprises SCET/SETIS, mandataire SCET de Montpellier (34), pour un montant de 748 500 euros H.T.

Par délibération n°10368 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'un avenant n°1 à ce marché pour prendre en compte les missions supplémentaires indispensables à la maîtrise foncière des terrains nécessaires à l'opération 3^{ème} ligne, extension ouest de la 1^{ère} ligne et 4^{ème} ligne « La Circulade ».

La poursuite de la mise en œuvre des acquisitions foncières liées à la réalisation de la ligne 3 et à l'extension ouest de la ligne 1 de tramway nécessite de passer un avenant au marché d'assistance pour les acquisitions foncières.

Le projet d'avenant n°2 à pour objet de prolonger la durée du marché de 3 ans.
Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le montant global de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 au marché n°3.825 d'assistance aux acquisitions foncières engagées dans le cadre de la réalisation de la 3ème ligne de tramway,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant précité, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY LIGNE 2 - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LA SECTION FERROVIAIRE DE FABRÈGUES ET DE LA MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°7363 du 14 novembre 2006, le Conseil a approuvé la convention permettant l'utilisation de la ligne ferroviaire de Montpellier à Paulhan par la ligne 2 de tramway entre les pôles d'échanges Sabines et Saint Jean de Védas.

En réponse à la demande faite auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour permettre l'acquisition de cette ligne ferroviaire jusqu'à Cournonsec, RFF a engagé la procédure de déclassement de cette ligne du Réseau Ferré National en vue de sa cession à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°10981 du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de convention entre RFF, la société Yxime mandataire de RFF, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Tam pour la mise à disposition de la section ferroviaire nécessaire à l'exploitation de la ligne 2. Cette convention, effective à compter du 6 juillet 2012 a pour échéance la signature de l'acte authentique d'acquisition sans pouvoir excéder le 31 décembre 2013.

La cession ne pouvant se réaliser dans les délais prévus initialement, il convient de proroger cette convention d'une durée d'une année, à compter du 1^{er} janvier 2014 et jusqu' à la date de signature de l'acte authentique constatant la cession du bien considéré, date fixée au plus tard au 31 décembre 2014.

Les autres dispositions de la convention, notamment des dispositions financières, sont inchangées.

Pour mémoire, en 2014, le montant de la redevance annuelle s'élève à 146 461,52 € hors taxes et le forfait annuel global, recouvrant les frais de gestion et les impôts fonciers est fixé à la somme de 14 646,15 € hors taxes. Ces montants seront réglés par TaM dans le cadre de la convention d'exploitation du service public des transports en commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 de prolongation d'une année de la convention conclue entre RFF, la société YXIME mandataire de RFF, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et TaM pour la mise à disposition de la section ferroviaire nécessaire à l'exploitation de la ligne 2,
- dire que les crédits nécessaires, dans le cadre de l'exercice de la convention d'exploitation du service public des transports en communs, sont inscrits au budget primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS - CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE DES TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS 2014

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La Délégation de Service Public des transports en commun de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue pour la période 2010-2017 stipule que les biens nécessaires à l'exploitation sont, pour l'essentiel, fournis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui assure régulièrement leur renouvellement et, pour partie, fournis par l'exploitant. Les investissements correspondants sont donc réalisés soit directement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier soit par l'exploitant avec le cas échéant une subvention d'équipement de 70% versée sur les montants Hors Taxes par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est nécessaire de définir les modalités de réalisation de ce programme d'investissement pour l'année 2014.

1 – Programme d'investissements réalisé directement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Pour l'année 2014, le programme arrêté au montant de 2 100 000€ T.T.C. comprend l'acquisition de 6 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule)

2 – Programme d'investissements subventionné à 70% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et réalisé par l'exploitant

Pour l'année 2014, la participation financière sur les investissements subventionnés est arrêtée à la somme de 1 072 000 € et comprend notamment :

- l'équipement des 6 bus qui seront acquis en 2014 (câblage, écrans TFT) pour un montant de 27 200 € HT
- la poursuite du programme 'VéloMag' et la mise en place de 3 nouvelles stations pour un montant de 190 000 € H.T.
- la maintenance des parkings d'échange tramway comprenant le renouvellement de matériel de paiement pour un montant de 363 000 € H.T.
- la poursuite du programme d'installation des Bornes d'Informations Voyageurs (BIV), sur le réseau bus, pour un montant de 28 000 € H.T.
- l'acquisition de 4 Distributeurs Automatiques de Titres (DAT) pour un montant de 96 800 € H.T.
- le démarrage des opérations d'entretien à mi-vie du tramway pour un montant de 106 600 € H.T.
- le remplacement d'équipements de maintenance et d'information voyageurs pour les bus et tramways pour un montant de 260 400 € H.T.

3- Programme EMMA (Espace Multimodal de Montpellier Agglomération)

Pour l'année 2014, la participation financière sur le projet EMMA est inscrite au budget pour un montant de 1 590 000 € et comprend notamment :

- la fin du développement, l'intégration et le test de la plateforme EMMA qui sera mise en service dans le courant du 1^{er} trimestre 2014,
- le développement, l'intégration et le test des applications mobiles EMMA,
- le développement, l'intégration, le test et le début du déploiement sur le terrain (agences commerciales, services publics,...) de 50 bornes de rechargement de titres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le présent programme d'investissements pour 2014,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE PÉROLS - ECOCITÉ - ODE À LA MER NATURE URBAINE - ZAC ODE ACTE 1 – MODIFICATION N°1 AU DOSSIER DE REALISATION ET PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS MODIFICATIF - APPROBATION

Affaire retirée

AFFAIRE N°20 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE PÉROLS - ECOCITÉ - ODE À LA MER NATURE URBAINE - ZAC ODE ACTE 1 - DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET DE ZAC ODE ACTE 1

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération n° 4165 du 22 janvier 2001, le Conseil du District de Montpellier, aujourd'hui substitué par la Communauté d'Agglomération, a approuvé le dossier de création de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport sur la Commune de Pérols dont la vocation est l'accueil d'activités industrielles et d'ingénierie, des activités tertiaires, de commerce de détail et de grande distribution, de services et d'hébergement hôtelier et de restauration. L'opération couvre une superficie totale d'environ 34 hectares dont 24 hectares cessibles permettant la réalisation d'un programme de constructions de 122 750 m².

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'est par la limite communale de Mauguio, au nord par la limite communale de Lattes et la RD21 E, au sud par la RD 172, à l'ouest par l'avenue Georges Frêche (ex. RD 21)

Par délibération n°4645 en date du 28 mars 2002, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols. Ce projet a fait par ailleurs l'objet d'une déclaration d'utilité publique par arrêté de Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 19 novembre 2008 pour procéder aux acquisitions et aux travaux de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport. Celle-ci a notamment permis d'avoir une maîtrise foncière totale des emprises concernées.

Dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006 le site de la Route de la Mer, situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur l'avenue George Frêche, a été désigné comme site stratégique d'enjeu communautaire.

Dans le cadre de la démarche « EcoCité » initiée par l'Etat, la Caisse des Dépôts et consignations et l'ADEME, pour développer les villes durables, le projet de l'EcoCité de « Montpellier à la Mer » a été retenu en octobre 2009, sur un périmètre de 2500 Ha incluant le site de la Route de la Mer.

Le projet urbain de la Route de la Mer a pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour générer une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création, selon les cas, d'équipements publics.

Par délibération n°10479 du 29 novembre 2011 le Conseil de Communauté a approuvé le bilan de la concertation préalable, a créé l'opération d'aménagement dénommée « Route de la Mer » et a décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, d'en confier la réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

L'opération d'aménagement ainsi créée contient le périmètre de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport.

Afin de mettre en cohérence le périmètre et le programme prévisionnel de la ZAC avec le nouveau projet urbain, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité intégrer dans son périmètre le secteur dit du « Phare » et un délaissé de voirie résultant de l'aménagement du tramway ligne 3. L'ajout de ces deux secteurs représente une surface de 17.952 m².

Par délibération n°11726 en date du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a tiré le bilan de la concertation, a arrêté le dossier de création modificatif de la ZAC et a renommée la ZAC du Parc d'activités de l'Aéroport : « ZAC ODE Acte 1 ».

Les objectifs de ce projet visent à :

- conforter l'accueil des activités tertiaires d'affaire, tertiaires technologiques, de commerces de détail et de grande distribution, de services, d'équipements d'intérêt collectif, et d'hébergements hôteliers, dans un concept de mixité des fonctions, avec un programme global de constructions passant de 122 750 m² à 200 000 m² de surfaces de plancher, qui intègre les surfaces antérieurement urbanisées ;
- développer la ville des proximités et les mobilités douces, en organisant le nouveau quartier en lien avec l'armature de déplacement du tramway ;
- assurer le maillage urbain dans le prolongement de l'opération d'ensemble Route de la Mer.

L'intégration de ces parcelles dans le projet permettra d'organiser un ouvrage hydraulique susceptible de corriger l'imperméabilisation des sols et de « réparer » la situation antérieure en assurant des compensations hydrauliques nécessaires à l'assainissement pluvial du site et à la gestion des risques hydrauliques.

Par ailleurs, le projet de ZAC ODE acte 1 nécessite, pour sa réalisation, une adaptation des dispositions du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols (approuvé le 23 janvier 2007 et modifié notamment le 6 octobre 2011 et le 8 mars 2012) applicables aujourd'hui dans le périmètre considéré, notamment en harmonisant les densités de ce secteur avec les secteurs de PLU environnants et en rendant compatibles les surfaces de planchers autorisées avec les éléments de projet futur, soit en augmentant la surface de 122 750 m² à 200 000 m² de surface de plancher et en intégrant les objectifs susvisés. Sont concernées en particulier les zones 1AUIa, 1AUIb, 1AUIc et UI du PLU.

Dans cette perspective une procédure de déclaration d'utilité publique a été engagée, afin d'assurer la maîtrise foncière des secteurs non encore acquis et la réalisation des travaux nécessaires à cette opération, valant mise en compatibilité du PLU de Pérols pour le rendre conforme aux objectifs du projet.

C'est pourquoi, par délibération n°11727 du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le dossier d'enquête et demandé à Monsieur le Préfet le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et de mise en compatibilité du PLU de Pérols.

Le 30 septembre 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a pris un arrêté n°2013-I-1868 en vue de procéder à l'ouverture de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet de création de la ZAC Ode à la Mer Acte 1 par la communauté d'Agglomération de Montpellier et valant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) de la commune de Pérols avec le projet. Cette enquête publique s'est déroulée sur 32 jours consécutifs du vendredi 18 octobre 2013 au lundi 18 novembre 2013 inclus.

Conformément aux articles L.126-1 du Code de l'environnement et L.11-1-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'enquête publique de toute opération doit être suivie d'une « déclaration de projet » prise par le maître d'ouvrage dans laquelle ce dernier se prononce sur l'intérêt général de l'opération projetée au regard des résultats de l'enquête publique.

Au vu du rapport du commissaire enquêteur M. Bernard DELBOS, désigné établi en date du 4 décembre 2013, il apparaît que ses conclusions sont favorables.

Dans ce contexte la Communauté d'Agglomération est amenée à se prononcer sur l'intérêt général de ce projet :

I – Justification de l'intérêt général de l'opération

Les motifs et considérations justifiant de l'intérêt général sont les suivants :

- Au regard des documents réglementaires de planification du territoire

Cette opération répond aux orientations du Schéma de Cohérence Territoriale, approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, en favorisant l'intensification des activités économiques dans les tissus urbains existants et dans les espaces qui seront ouverts à l'urbanisation, le site de ODE A LA MER ayant été désigné comme site stratégique d'enjeu communautaire.

L'intention urbaine est d'organiser la proximité habitat, emplois et services en situant ces nouveaux secteurs de développement économique à proximité de quartier d'habitat. Le corollaire de cette politique est de mettre en relation le site d'activités avec l'offre de transport selon le principe « la bonne activité au bon endroit ».

Le projet urbain de ODE A LA MER s'inscrit directement dans la suite de la mise en service de la ligne 3 de tramway qui a profondément remanié l'espace public et les conditions de mobilité dans ce secteur. Il a pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport

en commun pour générer une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création, selon les cas, d'équipements publics.

Enfin, cette opération s'inscrit dans une zone d'extension urbaine inscrite dans le plan local d'urbanisme de la Commune de Pérols. Ce document communal étant mis en compatibilité avec le projet dans le cadre de cette même déclaration d'utilité publique.

- Au regard des besoins économiques sur la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Parmi les enjeux de développement économique de la Communauté d'Agglomération figure notamment celui de développer une offre foncière et immobilière diversifiée par sa vocation et sa localisation.

L'objectif de conforter l'accueil des activités de tertiaire d'affaire, tertiaire technologique, de commerces de détail et de grande distribution, de services, d'équipements d'intérêt collectif, et d'hébergements hôteliers, dans un concept de mixité de fonction, dans le cadre de l'opération envisagée répond à cet enjeu de par sa vocation.

En effet, corrélativement à son expansion démographique, l'agglomération Montpelliéraine, et notamment la commune de Pérols, connaissent un essor soutenu de la population active. Ceci induit un besoin important de création de locaux d'activité, et en particulier tertiaire.

En outre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre une politique de développement économique visant à conforter les domaines d'excellence de la technopole pour favoriser la création d'emplois stratégiques. Ainsi la forte attractivité de l'agglomération de Montpellier et les demandes d'emplois qui en sont le corollaire imposent de poursuivre cette politique volontariste de développement de sites d'activités et de création d'emplois.

II – Suites données au vu des résultats de l'enquête publique et au rapport du commissaire enquêteur

L'enquête publique préalable à la DUP a permis de constater qu'aucune opposition à l'utilité publique du projet n'a été soulevée.

Le commissaire enquêteur a pu constater au vu du procès-verbal de la réunion des Personnes Publiques Associées qui s'est tenue le 25 septembre 2013 à propos de la mise en compatibilité du PLU de la commune de Pérols avec le projet de ZAC Ode Acte 1, un accord unanime des différents acteurs. La commune de Pérols a par ailleurs approuvé dans sa séance du 16 novembre 2013 les dispositions de mise en compatibilité du PLU.

Deux observations ont toutefois été formulées au titre de la DUP au cours de l'enquête publique.

La première observation est formulée par l'Association « Mosson Coulée verte », dans le cadre de son courrier du 13 novembre dernier, adressé au commissaire enquêteur.

Développement démographique, économique et territorial

Plusieurs éléments de l'avis formulé par l'Association font référence aux modalités de développement économique du territoire montpelliérain, au rééquilibrage du développement du Nord/Ouest et Sud/Est de l'aire urbaine et de la Ville de Montpellier, à l'étalement urbain, au bien-fondé de la modernisation et du renouvellement commercial d'un site commercial vieillissant conçu dans les années 1970/1980, à la baisse du pouvoir d'achat des ménages, et aux objectifs généraux du projet urbain d'ensemble Route de la Mer (renommé Ode à la Mer) approuvé en 2011.

Cet avis dépasse sensiblement l'objet et la portée de la présente enquête publique, relative au projet ODE Acte 1, à savoir la procédure de DUP valant mise en compatibilité du PLU de la commune de Pérols, qui accueille le projet ODE Acte 1. Ladite procédure fait suite à l'approbation de la modification du dossier de création de la ZAC anciennement dénommée Parc d'Activités de l'Aéroport, modifiée afin de mettre en cohérence le périmètre et la programmation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport initiée dès 2001, avec les objectifs du projet urbain d'ensemble ODE à la Mer Nature Urbaine au sein duquel la ZAC se situe, approuvé en Novembre 2011 après concertation préalable du public.

Toutefois, les éléments d'éclairage suivants, figurent au dossier, à savoir :

Le projet ODE Acte 1 et le dossier de DUP et de mise en compatibilité du PLU de Pérols sont cohérents avec le projet urbain Ode à la Mer, et participent à la mise en place opérationnelle de ce projet, dont le programme et les objectifs ont été approuvés en novembre 2011, après concertation préalable du public.

Le projet urbain d'ensemble ODE à la Mer est lui-même conforme au SCoT de l'agglomération de Montpellier, approuvé en 2006, et participe à la mise en place opérationnelle du processus de renouvellement urbain du site de ODE A LA MER situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway le long de l'avenue George Frêche, lequel a été identifié comme site stratégique d'enjeu communautaire, parmi un ensemble de 11 sites répartis sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

Cette ambition a été affirmée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU de la Commune de Pérols en 2007.

En ce qui concerne plus précisément le projet ODE Acte 1, les éléments de réponses fournis à l'association sont les suivants :

Pouvoir d'achat des ménages, emploi et offre commerciale, diversification de l'économie

Le présent projet consiste à conforter l'accueil des activités tertiaires d'affaires, tertiaires technologiques, commerce de détail et de grande distribution, de services, d'équipements publics et privés, et d'hébergement hôtelier, dans un souci de modernisation :

- Il participe donc au développement de l'emploi des nouvelles entreprises qui pourront s'implanter dans le quartier ;
- Il participe au maintien de l'emploi au sein des commerces existants vieillissants leur permettant de se moderniser et pérenniser leur activité ;
- La mixité des activités citées permet notamment une diversité des activités économiques au sein de ce nouveau quartier, où sont déjà implantées près de 200 entreprises (Parc d'Activités de l'Aéroport) ;
- La mise en compatibilité du PLU concernée ne génère pas de nouveaux habitants (les secteurs du PLU

concernés ne comportent pas de logements).

Le projet consiste à développer la ville des proximités, et développer les mobilités douces en organisant le nouveau quartier en lien avec l'armature du tramway. Il participe ainsi à réduire les dépenses de déplacement des employés et consommateurs, vers les lieux d'emploi et de commerce, et rapproche les lieux d'emploi et les lieux de commerces. Le projet répond donc favorablement aux inquiétudes émises par l'Association sur ces sujets.

Continuité urbaine

Le projet se situe dans des zones du PLU de Pérols déjà construites (zones U) ou ouvertes à l'urbanisation (AU) depuis plusieurs années. Le projet ne participe donc pas à l'étalement urbain, et répond à un usage économe de l'espace. Il répond donc aux inquiétudes émises par l'Association à ce sujet.

Ilot de chaleur et végétation

Le projet précise que les prescriptions techniques seront traduites dans le projet par l'aménagement de jardins méditerranéens qui par l'eau et les plantations, apporteront ombre et fraîcheur sur les parcours piétonniers, et les façades.

Par ailleurs, le dossier « loi sur l'eau » impose au projet une surface approximative de 13,4 ha perméables.

Enfin, le dossier de PLU n'impose pas la végétalisation des toitures terrasse sur les secteurs du PLU concernés. Cette notion de toiture végétalisée est indiquée à titre de définition, dans le préambule du PLU, au même titre que le mode de calcul des hauteurs.

Le projet ne recommande par les plantations de pins, ni de toiture végétalisée, et s'attachera au contraire à la limitation de l'effet « ilot de chaleur », et la plantation de feuillus sera encouragée.

Le projet répond donc aux inquiétudes émises par l'Association à ce sujet

Qualité de l'eau et protection des nappes

Le projet prévoit l'aménagement d'un bassin de retenue d'eau, et le raccordement des futures constructions aux dispositifs de rétention des eaux pluviales et d'assainissement. Par ailleurs, il respecte le dossier loi sur l'eau dont le porté à connaissance a reçu un avis favorable de la MISE en date du 29 mai 2013.

Le projet respecte l'environnement, et améliore l'existant par des solutions de réparation hydraulique du secteur commercial construit du Phare, intégré dans la ZAC, qui n'est à ce jour raccordé à aucun réseau d'assainissement.

Le projet répond donc aux inquiétudes émises par l'Association à ce sujet

En conclusion, le projet ODE Acte 1 et l'objet du dossier de DUP et de mise en compatibilité du PLU de Pérols sont à la fois en cohérence avec le projet urbain d'ensemble ODE à la Mer et au SCoT, et répondent aux objections émises par l'Association.

La deuxième observation concerne une entreprise qui s'interroge sur le devenir de son implantation sur le site.

Le site du Phare est composé de 5 copropriétaires et de 3 locataires qui exercent une activité commerciale dans les locaux. Deux locaux sont vacants et ne sont plus exploités depuis plusieurs années.

L'ensemble des propriétaires et locataires a été contacté et informé de l'opération d'aménagement de la ZAC Ode à la Mer acte 1 qui inclut le site du Phare, en ce compris la société concernée qui a été rencontrée.

L'aménagement de la ZAC Ode Acte 1 implique une réorganisation structurée de l'espace sur le secteur. Cela passe par un remembrement du foncier et un programme d'aménagement d'ensemble qui requiert la mise en œuvre d'une politique d'acquisition auprès des propriétaires fonciers et une recherche de solutions de relocalisation des activités commerciales en place.

Des négociations amiables ont été engagées avec chacun des propriétaires dont la société concernée, dans l'objectif, d'une part, de se porter acquéreur des droits et biens immobiliers, et d'autre part, de mettre en œuvre les procédures de relocalisation des activités commerciales, soit partiellement dans le cadre du projet commercial à venir (si ces activités sont compatibles avec l'orientation commerciale du projet dans le cadre d'un plan de merchandising structuré), soit sur un secteur proche de l'actuelle implantation du Phare, le tout afin de préserver leur clientèle, leur zone de chalandise et leur zone d'attraction.

La démarche actuelle est de rechercher et de trouver des solutions amiables avec les occupants et propriétaires par le dialogue et la prise en compte de leurs contraintes de fonctionnement

L'ensemble des propositions financières feront l'objet d'une estimation de France Domaines, l'aménageur devant pouvoir se rendre propriétaire du site fin 2015.

Le commissaire enquêteur a considéré que les requêtes présentées ne sont pas de nature à remettre en cause l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la ZAC ODE Acte 1 sur la commune de Pérols. Il a également considéré que dans son ensemble, l'atteinte portée par cette opération à certains intérêts n'est pas excessive eu égard aux avantages qu'elle induit

Il note que l'enjeu du projet est en rapport direct avec les intérêts attendus du Plan ville durable de Montpellier Agglomération (EcoCité), du projet global ODE à la mer – Nature Urbaine – et qu'il est conforme aux diverses directives d'aménagements et de programmation (SCOT, PDU, PLH - SAGE, PPRI du Lez). Enfin, il reconnaît que le but de l'opération est suffisamment motivé et sérieux pour justifier le transfert de quelques entreprises qu'impliquera sa mise en œuvre,

Ceci a amené le commissaire enquêteur à émettre un avis favorable à la déclaration d'utilité publique, assorti des recommandations ci-après, qui sont l'expression de l'attente en matière environnementale et sociale du public et du Commissaire enquêteur et notamment :

Que soit portée la plus grande attention à la singularité de ce milieu pré-deltaïque en poursuivant les efforts conduits en matière de gestion hydraulique,

Que soit portée la plus grande attention à la gestion des déplacements des entreprises déjà installées,

Que soit gérée avec délicatesse la négociation foncière avec les entreprises,

Que le projet participe à un développement urbain d'agglomération dans le contexte local prégnant des réalités économiques, sociales et environnementales.

Il ressort de ces recommandations qu'elles trouveront toutes une réponse favorable dans le bon déroulement du projet.

Au vu des résultats des enquêtes publiques et du rapport du commissaire enquêteur, il n'y a pas lieu d'apporter de modification au projet d'aménagement soumis à enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération les conclusions du commissaire enquêteur,
- déclarer d'intérêt général le projet d'aménagement ZAC Ode acte 1, pour les motifs et considérations exposés ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président à solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique, emportant la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Pérols,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées. (1 contre : Montpellier M. M. Levita).

AFFAIRE N°21 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTIONS AVEC L'ETAT, L'EPF LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

En application des dispositions de l'article L. 302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2008-2010, sept communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, parmi lesquelles la Commune de Prades-le-Lez, ont fait l'objet d'un constat de carence par arrêté du Préfet du Département de l'Hérault en date du 20 septembre 2011.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon (EPF LR) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par le conseil de communauté lors de ses séances du 27 octobre 2011 et du 5 janvier 2012 dernier, pour définir une collaboration en matière d'action foncière.

Parmi les axes de collaboration qui sont envisagés, l'EPF LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont convenus de la gestion concertée du droit de préemption urbain (DPU) dans les communes où un constat de carence au titre de l'Art.55 de la loi SRU aura été dressé, confiant l'exercice du DPU au représentant de l'Etat et dans la mesure où ce dernier le délèguerait à l'EPF LR.

C'est dans ce cadre qu'une convention quadripartite sur 3 ans a été élaborée.

Elle associe l'Etat, l'EPF-LR, la Commune de Prades-le-Lez et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Elle définit les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre de l'exercice par l'Etat du DPU sur les zones de la commune où les constructions d'habitations sont autorisées.

Ce dispositif est complété par convention tripartite sur 6 ans qui associe l'EPF-LR, la Commune de Prades-le-Lez et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette dernière définit les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre d'acquisitions amiables, complémentaires aux préemptions, sur les zones de la commune où les constructions d'habitations sont autorisées.

Aux termes de ces deux conventions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage :

A l'égard de la commune de Prades-le-Lez :

- à poursuivre son assistance lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière ;
- à poursuivre son appui technique afin de l'aider dans la formalisation de ses projets et dans la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- à veiller, conformément aux règles du SCOT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune ;

A l'égard de l'EPF LR :

- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir.

D'une manière générale :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation des logements sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat.

Elle mettra à disposition les ressources suivantes :

- les compétences de son Service Habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme local de l'Habitat, dans le domaine de l'ingénierie financière des « aides à la pierre » et du conseil aux communes ;
- les compétences de son Service Foncier, tant dans les domaines de l'expertise que de la négociation ;
- les résultats de son Observatoire Foncier Communautaire en cours de développement.

Ces conventions permettent de mettre en œuvre les objectifs de la convention cadre conclue avec l'EPF-LR.

Elles contribuent à résorber, dans un cadre partenarial, le retard pris par la Commune dans la réalisation des objectifs assignés par la Loi et par le Plan Local de l'Habitat (PLH).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention quadripartite avec l'État, la Commune de Prades-le-Lez et l'EPF LR,
- approuver la convention tripartite avec la Commune de Prades-le-Lez et l'EPF LR,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : INNOVATION – SOLUTION MUTUALISÉE D'UNE PLATEFORME OPEN DATA EN PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES DE BEAULIEU, PIGNAN, SUSSARGUES, SAINT GEORGES D'ORQUES, JACOU, SAINT GÉNIES DES MOURGUES, PRADES LE LEZ ET RESTINCLIÈRES - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES SERVICES CONFORME À L'ARTICLE L.5216-7-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

L'ouverture des données ou OPEN DATA consiste à mettre à disposition des données publiques aux citoyens et aux entreprises et de faciliter leur réutilisation afin de favoriser l'innovation.

En effet, la réutilisation libre, facile et gratuite des informations publiques permet à des entrepreneurs de créer de nouveaux services ou des applications innovantes. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a toujours favorisé le développement des technologies sur son territoire et l'open data relève de cette même volonté.

Ce droit de réutilisation a été impulsé par la directive européenne 2003/98/CE du 17 novembre 2003 qui a été transposée en France par l'ordonnance n°2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques qui a elle-même modifiée la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration, le public et diverses transpositions d'ordre administratif, social et fiscal.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a initié une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers de la collectivité par le développement de services numériques, notamment en développant une plateforme OPEN DATA et souhaite faire participer ses 31 Communes membres à ce projet.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise à disposition de ces données numériques et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité développer une solution mutualisée de mise à disposition dématérialisée des données publiques en partenariat avec ses Communes membres dans le cadre des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de serveurs dédiés à la solution mutualisée de plateforme OPEN DATA,
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé,
- Maintenance et mise à jour du portail,
- Paramétrage de la charte graphique,
- Assistance pour la mise en oeuvre de la plateforme au sein de la Commune. Les agents responsables de la mise à jour des données ouvertes pourront bénéficier de formations proposées par la Communauté d'Agglomération en rapport avec la plateforme.

Cette mise à disposition de données numériques publiques ouvertes participe au développement économique du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à l'amélioration des services publics relevant de sa compétence. Cette prestation est donc effectuée à titre gratuit pour le compte de la Commune.

La présente convention est conclue à compter de sa notification à la commune jusqu'au 31 décembre 2013 puis pour deux années supplémentaires.

Les Communes de Beaulieu, Pignan, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Jacou, Saint-Génies des Mourgues, Prades le Lez et Restinclières ont souhaité bénéficier de cette convention de mise à disposition de services.

Les Communes de Castelnau le Lez, Castries, Cournonterral, Le Crès, Clapiers, Cournonsec, Lattes, Lavérune, Pérols et Saint-Brès bénéficient déjà d'une solution mutualisée « Open Data » avec la Communauté d'Agglomération

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition avec les Communes de Beaulieu, Pignan, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Jacou, Saint Génies des Mourgues, Prades le Lez et Restinclières,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mise à disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : INNOVATION – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - CONVENTION DE PARTENARIAT - UNIVERSITÉ MONTPELLIER 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

Le projet Cité intelligente fait l'objet, dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature, d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012, complété par 3 Projets de Recherche et Développement autorisés par délibération n°11 614, n° 11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013 et par la réalisation de deux thèses l'une à l'université Montpellier 1, l'autre à l'université Montpellier 2 autorisées par délibération n° 11922 et n° 11923 du conseil du 29 octobre 2013.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, IBM France, les Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, l'IDATE ainsi que les entreprises Egis eau, Esecos Systems, Predict Services, M2OCITY, Veolia Eau, Citiway, et Mecatran de développer de nouveaux savoirs et techniques et de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

En effet, les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération de Montpellier entend utiliser le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce cadre, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

De surcroît, la ville de demain sera hyper instrumentée. Dans ce contexte cette "instrumentation" pourrait être ressentie comme une contrainte, voir susciter de la défiance. Dans cette démarche de recherche et développement il est donc primordial d'aborder la Cité intelligente dans sa dimension humaine, pour améliorer la qualité des services qui seront développés et ouvrir de nouveaux types d'application pour répondre aux enjeux sociétaux de l'environnement, la santé ou le risque.

L'objectif principal est de mettre en place un outil global permettant de comprendre, de gérer, voir même d'anticiper, les interactions et évolutions liées à l'interpénétration de ces deux entités que sont la structure rigide et figée (ossature matérielle de la cité) d'une part, et ses utilisateurs (éléments fluides, mobiles et sensibles aux émotions etc...) d'autre part. Cet outil devrait prendre forme sous l'aspect d'une plateforme matérielle et logicielle d'étude et d'analyse des interactions issues du couplage système d'acquisition de données multi-échelles appliquées aux problématiques de la ville de demain et de ses utilisateurs.

Néanmoins, il est nécessaire d'ores et déjà d'évaluer, quantifier le degré de « bien-être », « confort » et « ressenti » des occupants de la cité pour s'inscrire dans des projets de Cité intelligente reposant sur les usagers/les habitants...

L'Université Montpellier 2, par le biais du laboratoire de recherche IES, apporte son expertise sur les acquisitions de données (conception, mise en œuvre, analyse et fiabilité), son savoir-faire pour le développement de capteurs innovants et de systèmes d'observation et de mesures. Dans ce cadre, elle propose d'élaborer un dispositif compact permettant une évaluation de la notion de bien être (confort thermique) par la mesure de paramètres physiques environnementaux.

Il est connu depuis longtemps que le confort thermique d'un être humain n'est pas uniquement fonction de la température de l'air, mais aussi de cinq autres paramètres : la température radiante, la vitesse relative de l'air, l'humidité, le niveau d'activité, et des vêtements (résistance thermique).

Il conviendra, avant de discuter de l'équation de confort thermique, de décrire le système de thermorégulation de l'être, ainsi que les paramètres mentionnés ci-dessus qui influencent le bilan thermique d'un individu. C'est dans cette perspective que le laboratoire développera un appareil de mesure et une application logicielle intégrant l'ensemble des paramètres influençant le ressenti de « bien-être » et permettant ainsi son évaluation quantitative.

Il est à noter qu'il existe à ce jour à titre expérimental un capteur de confort, cependant ce dispositif est avant tout un appareil de laboratoire et qu'il n'a pas vocation à être déplacé et dupliqué ne serait-ce que de par son volume et son coût.

L'application logicielle associée à ce dispositif permettra de figer à un instant donné les paramètres relevés concomitamment à l'action d'un utilisateur qui aura déclaré son état de « bien-être » ressenti. Ainsi par compilation et traitement des données relevées dans différents lieux, différentes situations, et sur différents individus il sera possible d'évaluer et quantifier la notion de « bien-être » au sein des différentes structures constituant la Cité. On comprend alors l'intérêt de ces résultats dans les projections liées à la Ville de demain.

Ce dispositif innovant, tourné vers l'humain, aurait également pour vocation d'être l'un des premiers systèmes à intégrer le « Show room » de l'Eco-cité dont la mission est de présenter les innovations matérielles et conceptuelles de l'Eco-cité.

La convention de partenariat précise ces champs de collaboration.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier propose d'allouer une subvention de 20 000 euros à ce projet pour une durée de 18 mois à compter de la signature de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Université Montpellier 2,
- autoriser le versement d'une subvention de 20 000 euros à l'Université Montpellier 2,

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de collaboration de recherche avec l'université Montpellier 2, et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1^{er} aout 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon avec 12 actionnaires : Caisse des Dépôts et Consignations, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fond de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc-Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces crédits ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique et l'arrêté n°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 relatif aux compétences obligatoires en matière de développement économique d'intérêt communautaire, le Conseil Communautaire de Montpellier Agglomération a délibéré favorablement :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR,
- en date du 29 octobre 2013 sur les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et modèle type de convention de financement des projets.

Lors du pré-comité d'investissement de la SATT Ax LR du 9 septembre 2013, trois projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- Le projet de maturation PHOST'IN : visant à développer des composés synthétiques anti-tumoraux innovants pour le traitement des glioblastomes (tumeur du cerveau) puis, dans un second temps, d'autres cancers et tumeurs métastatiques.

Ce projet est développé par l'institut de Chimie Moléculaire et des Matériaux de Montpellier, Institut Charles Gerhart Montpellier (ICGM), UMR 5253 et porté conjointement par le CNRS et la SATT AxLR

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 250 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (100 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (100 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (50 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « MATRICES BIO COMPATIBLES » : visant à développer des matériaux hybrides bio organiques/inorganiques à base de peptides pour le traitement des blessures de la peau. Application visée : pansements ou sprays innovants pour traiter les blessures aiguës de type brûlures, abrasions, plaies ouvertes).

Ce projet est développé par l'IBMM, UMR 5247 équipe Aminoacides, Peptides et Synthèse sur Support, l'ICGM, UMR 5253 équipe Chimie Moléculaire et Organisation du Solide et porté conjointement par le CNRS et la SATT AxLR.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 230 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (95 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (95 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (40 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « IMAGERIE THERAHERTZ » : vise à développer sur la base de rayonnements électromagnétiques TéraHertz, une nouvelle génération de capteurs ultra-sensibles et performants pour des applications de détection, de mesure et d'imagerie ainsi que de lasers non nocifs, pour des applications de spectroscopie. Applications visées : Systèmes de contrôle de sécurité dans les lieux sensibles (aéroports, ministères,...) ; Contrôle des matériaux et substances dans l'industrie de l'aéronautique, automobile, construction. Ce projet est développé par le laboratoire Charles Coulomb (L2C), UMR 5221 et porté conjointement par le CNRS et la SATT AxLR.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 358 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (298 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (60 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Par ailleurs ce projet a fait partie des lauréats « Emergence » 2013 du concours national de la création d'entreprise de technologies innovantes du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Après avis favorable du Comité d'investissement du 9 décembre 2013 et approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR pour leur financement, il est proposé au Conseil de Communauté d'Agglomération d'apporter une contribution à ces trois projets qui répondent à l'objectif encouragé par la Communauté, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 150 000 €, le financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses de maturation (matériaux de recherche, temps salaire de chercheur,...), telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement de chaque projet et se répartit comme suit :

- Le projet de maturation PHOST'IN : 50 000 €
- Le projet de maturation « MATRICES BIO COMPATIBLES » : 40 000 €
- Le projet de maturation « IMAGERIE THERAHERTZ » : 60 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de financement et l'attribution des subventions des projets de maturation;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PORT MARIANNE PORTES DE LA MÉDITERRANÉE - CONCESSION AVEC LA SERM - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

L'opération Port Marianne-Portes de la Méditerranée réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM par délibération en date du 29 mars 1996.

La ZAC créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005 couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces dans le cadre en réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégré au projet d'extension planifié du centre ville historique et bénéficiant d'excellentes dessertes. L'opération ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités du transfert ont été fixées par délibérations respectives de la Ville et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date des 27 mai et 27 juin 2003.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, le Conseil de Communauté de l'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne-Portes de la Méditerranée ainsi que son dossier de réalisation.

Par délibération n°11787 en date du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté de l'Agglomération de Montpellier a approuvé le Compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2012.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 111 449 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

Ce compte rendu annuel prévoyait la mobilisation de 6 M€ d'emprunts ou la mise en place d'une avance remboursable de la collectivité pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération.

La convention d'aménagement conclue entre la SERM et la Communauté d'Agglomération prévoit effectivement en son article 17 VI que lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, la SERM sollicite le versement d'une avance, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L 1523-2,4° du code général des collectivités territoriales.

Il apparaît d'une part que le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération nécessite la mise en place de moyen de financement adapté, et d'autre part que l'exécution du budget prévisionnel de la communauté d'agglomération permet la mobilisation d'une avance de trésorerie de 6M€ répartie sur l'exercice 2013 et 2014.

En conséquence il est proposé de mettre en œuvre cette disposition selon les modalités suivantes :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier versera en tant que de besoin une avance de trésorerie à la SERM d'un montant de 6 M€ maximum, destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération et, dans les conditions précisées ci-après, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2, 4° du CGCT.

Le versement sera réalisé en deux fois, à raison de 2M€ au 4ème trimestre 2013, et 4 M€ au 1er trimestre 2014. Son remboursement est prévu au quatrième trimestre 2016.

Cette durée pourra être prolongée par avenant à la présente convention.

L'avance de trésorerie consentie dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'avance de trésorerie à l'opération Port Marianne-Portes de la Méditerranée à Montpellier présenté par la SERM en application de l'article 1523-2-4 du Code Général des Collectivités Territoriales

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention d'avance de trésorerie ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mme H. Mandroux, MM J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, M. Dufour, J. Touchon, M. Passet, M.Lévita, J. Martin ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°26 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – BUSINESS INNOVATION CENTRE (BIC) DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE 2014 - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Agglomération Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises.

Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission de Cap Omega et de Cap Alpha, des consultants ou des partenaires institutionnels. Elles sont destinées aux porteurs de projets et dirigeants de jeunes entreprises afin de les aider notamment à acquérir les connaissances et outils nécessaires au pilotage de l'entreprise (marketing, management, gestion, droit, vente etc.).

Pour atteindre l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation de ces entreprises, la Communauté d'Agglomération de Montpellier finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs et fait appel aux financements susceptibles d'être versés sous forme de subventions par d'autres institutions compétentes en la matière (Union Européenne, Etat, Région Languedoc-Roussillon, autres collectivités).

Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes ou institutions compétents pour l'année 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les plus larges subventions possibles auprès des institutions compétentes pour soutenir les actions menées par le BIC Cap Oméga - Cap Alpha,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - MONTPELLIER INTERNATIONAL BUSINESS INCUBATOR (MIBI) - AGRÉMENT DES TARIFS 2014 - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération, qui réunit les deux pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha, permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de deux ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et d'un appui intellectuel, dans l'attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L'objectif est donc de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants ou à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesse et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire des communes membres de la Communauté d'Agglomération.

Sur le MIBI, (Montpellier International Business Incubator), le BIC de Montpellier Agglomération accueille des entreprises étrangères désirant se développer sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que les entreprises françaises réalisant au moins 80% de leur chiffre d'affaires à l'international.

Le premier volet de l'accompagnement est l'offre immobilière dans ces trois bâtiments qui se traduit par la location de bureaux à Cap Oméga et au MIBI, de plateaux tertiaires, d'ateliers et d'espaces aménagés en laboratoire à Cap Alpha.

Le deuxième volet de l'appui apporté par le BIC de Montpellier Agglomération en pépinières consiste en un accompagnement du porteur de projet ou de la jeune entreprise dans ses démarches en vue de trouver les financements nécessaires à son développement, dans sa formation en vue d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l'entreprise, à lui apporter des conseils d'expert ou bien encore à la mettre en relation avec les bons interlocuteurs de son environnement.

Sur le MIBI, les entreprises étrangères s'implantant sur le territoire communautaire peuvent accéder aux services de soft landings mis en place en 2009 et renouvelés courant 2013 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette offre totalement innovante propose un accompagnement personnalisé et l'appui d'un réseau de plus de 40 prestataires pour faciliter les implantations d'entreprises : logistique, traduction, étude marché, formation à la langue française, assistance administrative et juridique, sensibilisation culturelle, aide à la recherche de logement... Elles peuvent également accéder aux services du pack croissance mettant à disposition des outils adaptés et efficaces pour accélérer leur développement sur les marchés internationaux.

Cet accompagnement est considéré comme un investissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de la création d'entreprises et d'emplois à forte valeur ajoutée. Au-delà d'une participation financière symbolique, la contrepartie essentielle demandée aux entreprises est l'implantation de leur siège ou de leur principal établissement sur le territoire de l'Agglomération.

Le BIC de Montpellier Agglomération met également à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché. Pour assurer la continuité du service rendu au sein des pépinières d'entreprises Cap Alpha et Cap Oméga ainsi qu'au MIBI à partir du 1^{er} janvier 2014, le Conseil de Communauté d'Agglomération doit se prononcer sur les tarifs des différentes prestations applicables à compter de cette dernière date.

En 2014, les redevances augmenteront sur la base de l'indice de référence des loyers soit 1,20%. Les prestations hors énergie augmentent sur la base de l'indice des prix à la consommation sur les 12 derniers mois soit 0,6%. Les prestations liées au coût de l'énergie augmentent de 7,50% pour suivre l'évolution du coût de l'électricité constatée sur les 12 derniers mois. (Sources INSEE novembre 2013).

I – Pépinière Cap Oméga :

TARIFS à compter du 1^{er} janvier 2014 (EUROS H.T.)

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	m²/mois	m²/an
Bureau (redevance de base)	12,56	150,74
Charges 20%	2,51	30,15
Bureau (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois)	13,44	161,28
Charges 20%	2,69	32,25
Bureau (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois)	14,47	173,34
Charges 20%	2,89	34,67
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,27	75,17
ENERGIE		
Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion)		0,16
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)		1,32
SERVICE REPROGRAPHIE		
Photocopie noir et blanc/unité		0,06
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois		0,71
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois		0,56
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois		0,38
Photocopie couleur > 1000/copies/mois		0,27
Transparents copieur NB (les 10)		3,68
Transparents copieur couleur (l'unité)		0,66

Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,30
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,10
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,17
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,38
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,71
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,27
Reliure Assemblact la page	0,10

SERVICE COURRIER

Abonnement mensuel (collecte et relevage)	18,36
---	-------

EXPEDITION COURRIERS/COLIS

Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de fournitures (prépaiement minimum 50,00 euros H.T.)	
---	--

TELEPHONE

Consommation	réal opérateur
Abonnement mensuel :	
ligne sda	4,53
poste analogique	2,74
poste numérique	5,38
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	9,01

TELECOPIE

Emission (la taxe de téléphone)	réal opérateur
Réception (la page)	0,11

INTERNET

Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	40,00
Liaison haut débit symétrique (supérieur ou égal à 2Mb/s)	réal fournisseur d'accès

HEBERGEMENT SERVEURS

Par mois par unité rackable (1U=4cm)	5,95
--------------------------------------	------

LOCATION DES SALLES DE REUNION

Par 1/2 journée sans prêt de matériel multimédia	52,43
Par 1/2 journée avec prêt de matériel multimédia	62,92
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	31,46

CONFERENCE MULTIMEDIA

Consommation communication multi media	réal opérateur
--	----------------

BADGE D'ACCES PEPINIERE

L'unité	12,00
---------	-------

ACCES PARKING SOUS SOL

Abonnement annuel	55,97
-------------------	-------

SIGNALETIQUE

Extérieure/intérieure (forfait)	55,97
Signalétique complémentaire (forfait)	26,22

REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² DE SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	3,29
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	7,69
Provision pour remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	7,69
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	6,03
Remplacement clé (l'unité)	38,95
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	32,92
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap oméga (par personne)	6,59
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	20,00
Jour formation (par entreprise participante)	100,00
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	100,00
PARTICIPATION ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Frais de dossier porteur de projet	20,00
Accompagnement hors pépinière et hors incubateurs	800,00
Accompagnement en pépinière	inclus dans la redevance et les charges
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de l'Agglomération	8 000,00

II – Pépinière Cap Alpha :

TARIFS à compter du 1^{er} janvier 2014 (EUROS H.T.)

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	m²/mois	m²/an
Bureau (redevance de base)	12,22	146,60
Charges 20%	2,44	29,29
Bureau (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois)	13,07	156,83
Charges 20%	2,61	31,32
Bureau (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois)	14,05	168,57
Charges 20%	2,81	33,71
Plateau tertiaire (redevance de base)	9,99	119,83
charges 20%	2,00	23,99
Plateau tertiaire (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois)	10,68	128,16
Charges 20%	2,14	25,63
Plateau tertiaire (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois)	11,48	137,76
Charges 20%	2,30	27,53

Atelier type 1 (redevance de base)	5,52	66,29
Charges 20%	1,10	13,26
Atelier type 1 (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois)	5,90	70,84
Charges 20%	1,18	14,14
Atelier type 1 (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois)	6,35	76,14
Charges 20%	1,24	14,90
Atelier type 1 équipé (redevance de base)	7,63	91,55
Charges 20 %	1,53	18,31
Atelier type 1 équipé (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois)	8,17	97,99
Charges 20 %	1,63	19,57
Atelier type 1 équipé (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois)	8,78	105,31
Charges 20%	1,76	21,09
Atelier type 2 (redevance de base)	4,42	53,03
Charges 20%	0,88	10,61
Atelier type 2 (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois)	4,74	56,82
Charges 20%	0,95	11,36
Atelier type 2 (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois)	5,09	61,12
Charges 20%	1,02	12,25
Atelier type 2 équipé (redevance de base)	6,52	78,29
Charges 20%	1,30	15,66
Atelier type 2 équipé (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois)	6,98	83,72
Charges 20%	1,40	16,79
Atelier type 2 équipé (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois)	7,50	90,03
Charges 20%	1,50	18,06
Laboratoire BIOTECH (redevance de base)	11,24	134,86
Charges 20%	2,25	27,02
Laboratoire BIOTECH (majoration de 7% pour durée du séjour supérieure à 36 mois)	12,03	144,33
Charges 20%	2,40	28,79
Laboratoire BIOTECH (majoration de 15% pour durée du séjour supérieure à 48 mois)	12,92	155,06
Charges 20%	2,76	33,08
Plateau BIOTECH	11,47	137,64
Charge 20%	2,29	27,53
Plateau BIOTECH (majoration de 7% pour durée de séjour supérieure à 36 mois)	12,27	147,23
Charges 20%	2,45	29,42
Plateau BIOTECH (majoration de 15% pour durée de séjour supérieure à 48 mois)	13,18	158,22

Charge 20%	2,64	31,69
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,26	75,17
ENERGIE		
Atelier et laboratoire BIOTECH avec compteur EDF (contrat souscrit par occupant)	contrat EDF	
Bureau (forfait par m² et par mois)	1,32	
Plateau tertiaire avec sous compteurs: abonnement mensuel	25,78	
Plateau tertiaire avec sous compteurs (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,16	
EAU		
Ateliers (le m³) selon relevé sous compteurs	réel distributeur	
Laboratoires BIOTECH (le m³) selon relevé sous compteurs	réel distributeur	
SERVICE REPROGRAPHIE		
Photocopie noir et blanc/unité	0,06	
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,71	
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,56	
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,38	
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,27	
Transparents copieur NB (les 10)	3,68	
Transparents copieur couleur (l'unité)	0,66	
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,30	
Peigne à relier à l'unité -diamètre 4,5 à 8 mm	0,10	
Peigne à relier à l'unité -diamètre 10 à 12,5 mm	0,17	
Peigne à relier à l'unité -diamètre 16 à 28 mm	0,38	
Peigne à relier à l'unité -diamètre > 28 mm	0,71	
Couvertures à l'unité : PVC ou carton :	0,27	
Reliure Assemblact la page	0,11	
SERVICE COURRIER		
Abonnement mensuel	18,36	
EXPEDITION COURRIERS/COLIS		
Tarifs postaux en vigueur + 5% de frais de fournitures (prépaiement minimum 50,00 euros H.T.)		
TELEPHONE		
Consommation	réel opérateur	
Abonnement mensuel :		
ligne sda	4,50	
poste analogique	2,74	
poste numérique	5,38	
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	9,01	
TELECOPIE		
Emission (la taxe de téléphone)	réel opérateur	
Réception (la page)	0,11	
INTERNET		

Liaison haut débit - Connexion permanente – (débit non garanti) forfait mensuel	40,00
CONFERENCE MULTIMEDIA	
Consommation communication multi média	réel opérateur
HEBERGEMENT SERVEURS	
Par mois par unité rackable (1U = 4cm)	5,95
LOCATION DES SALLES	
par 1/2 journée salle de réunion sans prêt de matériel multimédia	24,14
par 1/2 journée salle de réunion avec prêt de matériel multimédia	29,63
Par 1/2 journée salle de conférence avec prêt de matériel multimédia	62,93
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	23,05
BADGE D'ACCES	
L'unité	12,00
SIGNALETIQUE	
Signalétique extérieure et intérieure	142,66
Personnalisation signalétique extérieure avec logo société	43,90
Signalétique intérieure supplémentaire (l'unité)	10,97
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M²	
Nettoyage simple de la surface occupée	3,29
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	7,69
Provision pour remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	7,69
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	6,03
Remplacement spots (l'unité)	7,25
Remplacement clé (l'unité)	8,53
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	32,92
DIVERS	
Participation entreprise aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga (par personne)	6,59
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	20,00
Jour formation (par entreprise participante)	100,00
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	100,00
PARTICIPATIONS ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Frais de dossier porteur de projet	20,00
Accompagnement hors pépinière et hors incubateurs	800,00
Accompagnement en pépinière	inclus dans la redevance et les charges
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Communauté d'Agglomération	8 000,00

III - MIBI (Montpellier Business International Incubator)

TARIFS à compter du 1^{er} janvier 2014 (EUROS H.T.)

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	m²/mois	m²/an
Bureau (redevance de base)	13,44	161,23
Charges 20%	2,69	32,37
Bureau Jeune Entreprise Innovante Etrangère accompagnée BIC (conditions financières identiques à Cap Omega)	12.56	150,71
Charges 20%	2,51	30,16
REDEVANCE BUREAU DE PASSAGE	Tarif /jour	
Bureau de passage équipé (redevance de base toutes charges comprises)	15,44	
ENERGIE		
Module avec relevé compteur (1e KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,16	
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	1,32	
SERVICE REPROGRAPHIE		
Photocopie noir et blanc/unité	0,06	
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,71	
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,56	
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,38	
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,27	
Transparents copieur NB (les 10)	3,68	
Transparents copieur couleur (l'unité)	0,66	
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,30	
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,10	
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,17	
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,38	
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,71	
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,27	
Reliure assemblact la page	0,10	
SERVICE COURRIER		
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	18,36	
EXPEDITION COURRIERS/COLIS		
Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de fournitures (prépaiement minimum 50,00 euros H.T.)		
TELEPHONE		
Consommation	réel opérateur	
Abonnement mensuel :		
ligne sda	4,53	
poste analogique	2,74	
poste numérique	5,38	
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	9,01	

TELECOPIE	
Emission (la taxe de téléphone)	réel opérateur
Réception (la page)	0,11
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente	40,00
(forfait mensuel)	
Liaison haut débit symétrique (supérieur ou égal à 2Mb/s)	réel fournisseur d'accès
HEBERGEMENT SERVEURS	
Par mois par unité rackable (1U= 4cm)	5,95
LOCATION DES SALLES DE REUNION	
Par 1/2 journée sans prêt de matériel multimédia	52,43
Par 1/2 journée avec prêt de matériel multimédia	62,92
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	31,46
CONFERENCE MULTIMEDIA	
Consommation communication multi media	réel opérateur
BADGE D'ACCES	
L'unité	12,00
ACCES PARKING SOUS SOL	
Abonnement annuel	55,97
SIGNALETIQUE	
intérieure (forfait)	55,97
Signalétique complémentaire (forfait)	26,22
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² DE SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	3,29
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	7,69
Provision pour remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	7,69
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	6,03
Remplacement clé (l'unité)	38,95
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	32,92
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga et le MIBI (par personne)	6,59
INCUBATION VIRTUELLE (Prix annuel payable d'avance)	

Comprend :	
- Domiciliation (service abonnement courrier annuel : (18,36 x 12)	220,32
- Frais de réexpédition du courrier forfait 200 euros à renouveler si épuisé	200,00
- Frais de télécommunication, renvoi d'appel, réservation numéro de téléphone forfait 300 euros à renouveler si épuisé	300,00
- Frais de gestion forfait annuel 100 euros HT	100,00
PRIX TOTAL	820,32
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	20,00
Jour formation (par entreprise participante)	100,00
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise)	100,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs ci-dessus,
- dire que ces tarifs seront appliqués dans le BIC de Montpellier Agglomération à Cap Oméga, Cap Alpha et MIBI à compter du 1er janvier 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2013, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

5^{èmes} Journées œnologiques Franco-Polonaise de Zakopane

L'association ICEO, Institut de Coopération avec l'Europe Orientale, sous l'autorité du Professeur Etienne MONTAIGNE a organisé du 24 au 27 octobre 2013 les « 5^{èmes} Journées œnologiques Franco-Polonaise de Zakopane ».

Cette manifestation trouve son origine dans la coopération entre l'Université Montpellier I et l'université Jagellonne de Cracovie. Elle permet de soutenir la filière viticole et œnologique du territoire au travers les partenariats des deux universités.

Une subvention de 7 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

42^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier

L'Université Montpellier II, sous l'autorité du Directeur de Polytech Montpellier, Monsieur Serge PRAVOSSODOVITCH, a organisé le 15 décembre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 42^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier ».

Cette manifestation, événement majeur de la seule école Polytechnique Universitaire de Montpellier et de sa Région, a réuni étudiants, familles, partenaires pédagogiques, scientifiques et économiques afin de célébrer une promotion d'ingénieurs, qui après trois années passés à Montpellier, vont devenir les ambassadeurs permanents de Montpellier à travers le monde. Cette cérémonie a réuni environ 1 200 participants.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT DU PARC D'ACTIVITÉ DE L'AÉROPORT - PÉROLS - CLÔTURE DES COMPTES - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Les terrains du Parc de l'Aéroport étaient à l'origine inclus dans la ZAC parc d'activités de la Méditerranée, créée par délibération du 19 octobre 1990.

Par délibération du Conseil du 24 avril 1997, le District de l'Agglomération de Montpellier a décidé de réduire le périmètre de la ZAC initiale et a demandé l'intégration dans le POS communal du PAZ approuvé le 27 juillet 1992 pour les secteurs exclus du nouveau périmètre, dont les terrains du Parc de l'Aéroport.

Par délibération du 19 juin 2000, le conseil de District de l'agglomération de Montpellier a décidé d'engager l'aménagement du Parc de l'Aéroport sous forme de ZAC, avec application des dispositions du POS en vigueur.

Par délibération n°4275 en date du 27 avril 2001 reçue en préfecture de l'Hérault le 7 mai 2001, le Conseil de Communauté d'Agglomération a approuvé le dossier de création de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport de Pérols.

Le dossier de réalisation ainsi que le dossier de DUP de la ZAC du parc de l'Aéroport ont été approuvés lors du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 28 mars 2002. L'opération a été confiée à la SERM dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 26 avril 2002.

Le programme des Equipements Publics a été approuvé par délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 28 mars 2002, délibération reçue en Préfecture le 8 avril 2002.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 13 mai 2004, modifié par arrêté du 6 avril 2005. Cette procédure a fait l'objet d'une demande de retrait, afin de se voir substituée par nouvelle déclaration d'utilité publique tenant compte de l'intégralité des spécificités de la ZAC, dont et y compris l'activité agricole existant sur le site.

L'arrêté d'autorisation au titre de la loi sur l'eau a été obtenu le 21 juin 2004.

L'avenant n°1, approuvé par la délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 30 juillet 2004, reçue en Préfecture le 2 août 2004, signé le 8 septembre 2004, reçu en Préfecture le 9 septembre 2004, a pour objet l'approbation du compte rendu financier de l'opération, du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie révisés.

L'avenant n°2, approuvé par la délibération la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 21 juillet 2005, reçue en Préfecture le 29 juillet 2005, signé le 7 septembre 2005, reçu en Préfecture le 9 septembre 2005, a pour objet l'approbation du compte rendu financier de l'opération, la prise en compte des acquisitions et des cessions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2004, et l'approbation du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie révisés.

L'avenant n°3, approuvé par la délibération la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 juillet 2007, reçue en Préfecture le 31 juillet 2007, signé le 21 août 2007, reçu en Préfecture le 11 septembre 2007, a pour objet la suppression de la mission Sécurité Prévention Santé (SPS) ainsi que sa rémunération, la participation de la collectivité, l'approbation du compte rendu financier de l'opération, la prise en compte des acquisitions et des cessions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2006, et l'approbation du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie révisés.

Par délibération en date du 27 juin 2007, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a demandé au Préfet de retirer l'arrêté initial de DUP et a approuvé le nouveau dossier de DUP et d'enquête parcellaire.

L'arrêté Préfectoral n° 2007-I-2459 en date du 16 novembre 2007 a retiré les décisions de DUP et de cessibilité antérieures.

Les enquêtes conjointes de DUP et parcellaire ont eu lieu du 17 décembre 2007 au 18 janvier 2008 selon l'arrêté du Préfet du 23 novembre 2007.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a délibéré sur la déclaration de projet le 30 avril 2008, reçue en Préfecture le 19 mai 2008.

L'arrêté Préfectoral n° 2008-I-3005 en date du 19 novembre 2008 a déclaré d'utilité publique les acquisitions et les travaux d'aménagement de la ZAC PARC AÉROPORT.

L'avenant n°4, approuvé par la délibération la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 juillet 2008, reçue en Préfecture le 24 juillet 2008, signé le 30 juillet 2008, reçu en Préfecture le 5 août 2008, a pour objet la participation de la collectivité, la prolongation de la durée de la concession fixée à 13 ans, l'approbation du compte rendu financier de l'opération, la prise en compte des cessions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2007, et l'approbation du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie actualisés.

L'avenant n° 5, approuvé par la délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 10 juillet 2009, reçue en Préfecture le 15 juillet 2009, signé le 1^{er} septembre 2009, reçu en Préfecture le 1^{er} octobre 2009, a prolongé la durée de la concession jusqu'au 31/12/2017.

L'avenant n° 6, approuvé par la délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 juin 2010, reçue en Préfecture le 24 juin 2010, signé le 12 juillet 2010, reçu en Préfecture le 19 août 2010, a modifié l'échéancier du remboursement de la participation de la collectivité en fixant l'échéance à l'année 2012.

Par délibération n°10479 du 29 novembre 2011 le Conseil d'Agglomération a créé l'opération d'aménagement

dénommée « Route de la Mer », qui couvre notamment le périmètre de la ZAC du Parc d'activités de l'Aéroport pour y définir de nouvelles orientations d'aménagement.

Par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, le Conseil d'Agglomération a décidé de confier la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Pour intégrer la poursuite de la réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport dans le champ d'intervention de la SAAM selon les nouvelles orientations ainsi définies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et conformément à l'article 22.1 du contrat de la concession d'aménagement en cours, la Communauté d'Agglomération :

- a approuvé, par délibération n°11352 en date du 17 janvier 2013, le principe de la résiliation de la concession d'aménagement de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport dont la SERM est titulaire. Lors de sa séance du 11 février 2013, le Conseil d'Administration de la SERM a enregistré la décision de la Communauté d'Agglomération et a approuvé le principe de la résiliation amiable.

- a signifié par courrier du 1^{er} mars 2013 à la SERM une demande de résiliation amiable de son contrat. Cette information a été portée à la connaissance du Conseil d'Administration du 15 mai 2013.

Les conditions d'intervention de la SAAM permettent de mettre en œuvre ces évolutions dans un cadre contractuel plus adapté, au cas présent, que celui de la SERM, notamment au regard de la date d'expiration au 31 décembre 2017 de la concession signée par cette dernière avec la Communauté d'Agglomération.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération, autorité concédante des deux concessions, souhaite limiter les frais inhérents à ce "transfert opérationnel" et notamment les rémunérations contractuellement prévues pour la SERM du fait de la résiliation anticipée de sa concession, au titre de la logique économique puisque le concédant poursuit avec la SAAM l'opération qu'il interrompt avec la SERM.

Il en résulte ainsi les conséquences suivantes :

- Cession par la SERM à la SAAM des terrains restant à commercialiser, sachant que la SAAM procédera aux travaux de parachèvement de la 1^{ère} tranche de la ZAC et y commercialisera les deux derniers lots (A03-1 et A0-2), aménagera la 2^{ème} tranche et la commercialisera. Ces missions seront financées dans le cadre du bilan d'aménagement d'ensemble de l'opération "ODE à la Mer Nature Urbaine".

- Non-application de l'indemnité spéciale de résiliation due à la SERM (impact prévisionnel : - 98,6 k€), dans la mesure où, d'une part, la SERM perçoit la rémunération contractuelle de liquidation estimée à 197,3 k€ et d'autre part, parce que la clôture anticipée ne génère pas de charges supplémentaires pour la SERM.

- Non-application de la rémunération de commercialisation due à la SERM sur les cessions de terrains depuis la SERM vers la SAAM (impact prévisionnel : - 397,3 k€) car ce transfert ne donne lieu à aucune dépense de commercialisation supportée par la SERM. La vente à la SAAM de l'ensemble des terrains SERM est bien la conséquence de la résiliation de la convention pour une reprise du projet par la SAAM plutôt qu'une "commercialisation" par la SERM puisque cette cession foncière ne résulte d'aucune action de prospection.

- Non-application de l'indemnité de cessation anticipée due à la SERM (impact prévisionnel : - 171,2 k€), dans la mesure où l'aménagement de ZAC Parc Aéroport se poursuit dans le cadre de l'opération "ODE à la mer" et permet de réduire les dépenses programmées de la ZAC (hors rémunération) de 16,7 M€ à 15,8 M€.

Le présent protocole constate la clôture anticipée de la mission du concessionnaire.

Au 31 novembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 17.792.215,52 € H.T..

Le cumul des recettes réalisées s'élève à 20.213.543,06 € H.T..

Le résultat financier est de 2.421.327,5 € H.T..

Le solde du remboursement de l'avance consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 1.000.000 € est intervenu au 4^{ème} trimestre 2013.

Le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 952 K€ HT (1.138,6 K€ TTC), a été intégralement versé au 31/12/2004. Son remboursement à la Communauté d'Agglomération a été effectué au 4^{ème} trimestre 2013.

L'excédent de fin d'opération de 2.421.327,5 M€ sera versé à la collectivité (contre 0 € dans le précédent bilan prévisionnel). Il provient du fait que la totalité des revenus issus des cessions foncières (terrains commercialisés, et terrain non commercialisés à acquérir par la SAAM) seront comptabilisés en recettes, alors qu'une partie des charges d'aménagements liés aux derniers lots cédés ne sont pas pris en compte, et seront réalisés par la SAAM, dans le cadre de la poursuite de l'aménagement de la ZAC au sein de la concession d'aménagement de la Route de la Mer. De ce fait l'opération Route de la Mer bénéficiera d'une augmentation de la participation de 2 421 327,5 € correspondant à cette intégration dans le grand périmètre de la concession.

La totalité des équipements publics de la 1^{ère} tranche de la ZAC propriété de la SERM seront repris par la Communauté d'Agglomération au titre des droits de retour, dès la résiliation de la convention publique d'aménagement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier constate l'achèvement des missions confiées à la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) et approuve les comptes et annexes qui lui sont présentés par la Société concessionnaire à qui elle donne quitus définitif et sans réserve pour les missions qui lui étaient confiées.

Elle autorise en conséquence la Société concessionnaire à clôturer la comptabilité spéciale ouverte pour cette opération dans ses livres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- constater l'achèvement des missions confiées à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement du Parc d'Activités de l'aéroport, à Pérols,

- approuver le protocole et le bilan de clôture des comptes de l'opération et annexes présentés par la SERM et lui donner quitus définitif et sans réserve pour les missions qui lui étaient confiées,
- dire que l'excédent de clôture sera versé au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération, à signer le protocole de clôture ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - RENOUVELLEMENT POUR UNE ANNÉE DE LA MISSION VOLONTARIAT INTERNATIONAL EN ENTREPRISE À CHENGDU (CHINE) - CONVENTION AVEC UBIFRANCE - FRAIS DE FONCTIONNEMENT EN CHINE ET EN FRANCE - AUTORISATION DE FINANCEMENT ET DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier connaît un fort développement depuis une décennie, plaçant Montpellier, 8^{ème} ville de France, parmi les agglomérations françaises les plus dynamiques : 1^{ère} ville française pour l'environnement des entreprises (Ecer), au 1^{er} rang européen en termes de coûts d'implantation pour les entreprises (Etude KPMG), 1^{ère} agglomération de 200 à 500 000 habitants où il fait bon créer une entreprise en 2013, meilleur incubateur mondial 2007 (National Business Incubation Association),.

Pour asseoir sa stratégie de développement économique et créer une dynamique de réseaux entre les acteurs économiques locaux et internationaux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a depuis 2004 signé des accords privilégiés de collaboration avec les villes de Shanghai et en octobre 2010 avec EUPIC et la Commission des Hautes Technologies de la ville de Chengdu concernant le développement économique et ce grâce à la politique menée en matière de soutien à l'innovation.

Ces accords portent essentiellement sur les implantations croisées d'entreprises chinoises à Montpellier et montpelliéraines en Chine. Il s'agit ainsi de permettre l'internationalisation des entreprises du territoire communautaire mais aussi de promouvoir à l'international l'attractivité économique de notre territoire.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC à Montpellier, la partie chinoise souhaite dans le cadre général des accords de coopération s'impliquer fortement dans un nouvel axe de développement économique au travers du vin.

Dans la perspective de pérenniser et d'accroître la présence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Chine et tout particulièrement à Chengdu, il est proposé de renouveler pour l'année 2014 le contrat de Volontaire International en Entreprise (VIE) à Chengdu avec le Ministère des Affaires Etrangères (Ubifrance). Ce contrat ne pourra pas être renouvelé.

La mission attribuée au VIE consiste à :

- Assurer la promotion active du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des entreprises chinoises désireuses de s'internationaliser et de s'implanter notamment sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Développer la prospection d'entreprises chinoises désireuses de se développer sur le marché français à partir de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Contribuer au développement des entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier implantées en Chine ; deux entreprises du territoire qui ont participé à la dernière mission à Chengdu en septembre dernier ont signé des accords de coopération,
- Préparer, suivre et assurer les actions que la Communauté d'Agglomération de Montpellier développe avec Shanghai, Chengdu et la Province du Sichuan dans le cadre d'EUPIC et tout particulièrement la mise en place de la plateforme de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu,
- Contribuer à la préparation de missions internationales en développant des relations avec les acteurs institutionnels, de la recherche et des entreprises.... en Chine, et de missions organisées par nos partenaires chinois vers l'Agglomération de Montpellier,
- Assurer un lien étroit entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et EUPIC ainsi que toutes les institutions partenaires.

Dans le cadre de ce contrat, le coût annuel du VIE est estimé à 34 000 €. Ce coût couvre les frais d'indemnité forfaitaire (salaire), les frais de protection sociale du VIE et les frais de gestion.

De plus, le VIE est accueilli dans le cadre des accords de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec l'organisation EUPIC dans les locaux de ces derniers pendant la durée de sa mission. Cet accueil s'effectuera au tarif préférentiel de 150 euros par mois pour un bureau de 15 m², soit 1 800 euros pour un an. Une caution remboursable pour l'occupation du bureau est estimée avec le taux de change à 610 €.

Pour réaliser ses missions en Chine, le VIE se déplacera auprès de divers partenaires. Les frais inhérents à ces déplacements ne sont pas pris en charge dans le cadre de son contrat avec Ubifrance ni dans le cadre du contrat de partenariat entre EUPIC et la Communauté d'Agglomération de Montpellier renouvelé en septembre 2012. Le coût annuel en transports (internationaux et interne Chine), frais de réception et frais d'hébergement hors Chengdu pour assurer ses missions en 2014 est estimé à 5 000 euros.

L'accord entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et UBIFRANCE qui est l'organisme gestionnaire pour l'État français des contrats VIE, fait obligation à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de prendre en charge les frais inhérents aux missions du VIE lorsque ce dernier est aussi en France. La durée de présence en France du VIE dans le cadre de sa mission se décompose comme suit : 3 périodes de 4 jours en début, milieu et fin de mission. Les frais correspondants à ces périodes correspondent à des frais de transports domicile/travail, hébergement et frais d'établissement de visa. Ces frais sont pour l'année 2014, estimés à 2 000 €.

Lors de la première année de présence du VIE à Chengdu, des résultats significatifs ont été obtenus l :

- les développements de partenariats des entreprises Radio-Shop, Tageos et Intrasense.
- La plateforme des vins de l'agglomération à Chengdu a permis de dégager plus de 450 000 € de chiffre d'affaires direct pour les producteurs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature d'une convention de renouvellement avec UbiFrance concernant la mise en place d'un VIE à Chengdu, pendant 1 an non renouvelable à partir du mois de février 2014, pour un coût prévisionnel de 34 000 € T.T.C.,
- approuver la prise en charge financière des frais de transports, d'hôtel, de réception, de location de bureau, de caution de bureau en Chine, estimée pour l'année 2014 à 7 410 euros T.T.C.,
- approuver la prise en charge financière des frais de transports, hébergement et de visa en France estimée pour l'année 2014 à 2 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – ORGANISMES ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURS - AUTORISATION D'ADHÉRER

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis 30 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international en s'appuyant sur des réseaux économiques. Elle a renforcé son positionnement afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de l'agglomération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans :

- NBIA (National Business Incubation Association),
- EBN (Européen Bic Network),
- PFCA (Plate-forme interdépartementale de la Création d'Activités),
- TRANSFERT LR (Transfert de technologie en Languedoc-Roussillon).
- SYNERSUD (Association fédérant en Languedoc-Roussillon les 19 structures d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises innovantes).

Le montant de ces cotisations est estimé à 4 000 €.

- RETIS (Réseau français de l'innovation), pour un montant de 2 000 €,
- FRANCE BIOTECH (Association Française des Biotechnologies), pour un montant de 6 600 €,
- IASP (International Association Sciences and Areas of Innovation), pour un montant de 1 700 €,
- CPC LR (Chambre Professionnelle du Conseil Languedoc-Roussillon), pour un montant de 500 €,
- VERSEAU DEVELOPPEMENT (Association fédérant des membres autour de la maîtrise de l'Eau), pour un montant de 300 €,
- ATOUT FRANCE (Agence pour le développement touristique), pour un montant de 10 000 €,
- TERRES EN VILLE (Association favorisant les échanges entre territoires urbains et périurbains) pour un montant de 2 250 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le renouvellement annuel des adhésions aux organismes cités,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – FRAIS DE DÉPLACEMENTS À L'ÉTRANGER POUR DES AGENTS DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

L'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1500 membres dans 50 pays.

Lors de la cérémonie organisée en 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'excellence globale des programmes d'incubation.

Le BIC (Business Innovation Center) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été le 1^{er} incubateur en Europe à être primé.

Par ailleurs, depuis 2 ans, le BIC de Montpellier Agglomération a été intégré au board (conseil d'administration) du NBIA. Cette participation au board du NBIA implique le déplacement d'une personne pour participer aux différentes instances plusieurs fois par an au Etats-Unis (4 déplacements dont 3 réunions du board et le congrès annuel du réseau). Le coût estimé de ces déplacements s'élèvent à 12 000 €.

L'association EBN (Européen Bic Network) est le réseau européen des CEEI pendant du NBIA au niveau européen. Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les "Centres Européens d'Entreprise et d'Innovation" et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants (3 déplacements européens dont le congrès annuel du réseau et 2 réunions techniques). Le coût estimé de ces déplacements s'élèvent à 4 000 €.

Le BIC de Montpellier Agglomération de par sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif de ce réseau européen. Un déplacement pour promouvoir le programme Softlandings du BIC (International) interviendra en 2014, son coût est estimé à 2 000 €.

Il est proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais afférents à ces déplacements dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les déplacements en Europe et aux Etats-Unis des agents concernés ainsi que la prise en charge des frais afférents à ces déplacements dans la limite de 18 000 € ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 et chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SIMI 2013 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LA SAAM ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique de notre territoire. Les synergies développées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ces sociétés sont un des principaux éléments de notre dynamisme. Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation de nos principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le SIMI, salon de l'immobilier d'entreprise a rassemblé pendant trois jours, du 4 au 6 décembre 2013, près de 24 000 professionnels et 440 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier et l'entreprise en France.

Il s'agit pour la SERM et la SAAM d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir leurs opérations et favoriser les prospects. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens.

Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

La présente convention a pour objet de préciser les actions financées et développées spécifiquement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour ce type de salon professionnel, les missions et le rôle des élus et des cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et de définir les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale dans la limite de 7500€HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier relative à leur participation au SIMI du 4 au 6 décembre 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mme H. Mandroux, MM J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, M. Dufour, J. Touchon, M. Passet, M. Lévi, J. Martin ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°34 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - CONVENTION 2014 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Économie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, favorise l'accueil et l'information des publics sur les emplois et les métiers, ainsi que l'accompagnement, le soutien, le développement, le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

A ce titre, elle soutient l'action de l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM) dont l'objet est d'accueillir, informer, orienter et accompagner des jeunes de 16 à 25 ans pour favoriser leur insertion professionnelle. Plus particulièrement, elle lui confie les missions suivantes :

- assurer l'accès aux services de la MLJAM à l'ensemble des jeunes de 16 à 25 ans du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en s'appuyant sur un réseau d'antennes offrant une cohérence territoriale de la prise en charge des publics,
- soutenir et mettre en œuvre tout type d'actions permettant le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi sur les antennes dans un objectif d'insertion des jeunes.

En 2013, la MLJAM devrait atteindre 11 000 jeunes suivis au total, plus de 4 000 nouveaux accueils, 3 100 jeunes entrés en emploi et plus de 2 200 en formation ou en alternance.

Pour 2014, les objectifs quantitatifs attendus sont d'arriver à maintenir, à minima, le même niveau d'activité et de résultats, qu'en 2013.

La MLJAM participera également, selon des modalités fixées au cas par cas, aux actions pilotées ou soutenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de l'emploi, notamment :

- orienter des jeunes sur les chantiers d'insertion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- orienter des jeunes dans le cadre des clauses sociales sur les marchés publics suivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment sur les grandes infrastructures,
- participer à l'organisation des Rencontres pour l'Emploi de Montpellier Agglomération selon les modalités décidées en comité de pilotage,
- participer à l'animation économique de la Zone Franche Urbaine de Montpellier,

Pour permettre à la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier de réaliser ses missions, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre de l'année 2014, de participer, sur un budget global de 3 608 276 € (dont contributions volontaires en nature) à hauteur de 624 063 € répartis ainsi :

- une subvention d'un montant de 416 490 €,
- la mise à disposition de 4 agents publics auprès la MLJAM correspondant à un montant prévisionnel de 190 000 €,
- la mise à disposition de locaux correspondant à un montant de 17 573 € (5 500 € pour la valorisation des locaux mis à disposition de l'antenne de Lattes, dans la Maison d'Agglomération de Lattes ; 7 073 € pour la valorisation de locaux mis à disposition de l'antenne de Castries, dans la médiathèque de Castries et 5000 € pour la valorisation des locaux mis à disposition du Point Ecoute de Villeneuve-lès-Maguelone, dans la Maison d'Agglomération de Villeneuve-lès-Maguelone).

Le plan de financement prévisionnel pour 2014 s'élève à 3 608 276 € répartis ainsi :

- Etat : 1 818 679 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 624 063 € (dont mises à disposition sus-citées)
- Région Languedoc-Roussillon : 411 815 €
- Département de l'Hérault : 80 000 €
- Ville de Montpellier : 4 000 €
- Pôle Emploi : 300 950 € (dont un agent mis à disposition)
- FSE : 176 340 €
- ARS : 20 000 €

- ASP (Emplois aidés) : 147 703 €

- Autres ressources : 24 726 €

Une convention entre l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précise les modalités de ce financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder, au titre de l'année 2014, à la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier une aide de 624 063 euros dont 416 490 euros de subvention, des mises à disposition d'agents pour un montant de 190 000 euros et des mises à disposition de locaux pour un montant de 17 573 euros,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames C. Fourteau, T. Capuozzi-Boualam et Messieurs G. Pastor, J.-P. Moure, C. Sudres ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°35 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CELLULE EMPLOI GRANDS TRAVAUX - CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, favorise l'accueil et l'information des publics sur les emplois et les métiers, ainsi que l'accompagnement, le soutien, le développement, le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

A ce titre, elle accompagne l'action de l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM) dont l'objet est d'accueillir, informer, orienter et accompagner des jeunes de 16 à 25 ans pour favoriser leur insertion professionnelle. Plus particulièrement, elle lui confie la mission suivante :

Suite à la mise en place le 07 octobre 2013 de la Cellule Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Emploi Grands Travaux, sise au 538 rue du Mas des Brousses à Montpellier, par l'Agglomération de Montpellier et ses partenaires emploi et maîtres d'ouvrage, une secrétaire a été recrutée par la pour assurer le suivi des actions. Le financement de cette embauche incombe à la Cellule Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Emploi Grands Travaux, et les frais sont répartis entre les différents partenaires selon les modalités prévues par :

- la convention de remboursement de frais coopération emploi grands travaux entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société ASF (VINCI-autoroutes), la société OC'VIA, réseau Ferré de France ou son partenaire désigné.
- la convention de remboursement de frais coopération emploi grands travaux entre la communauté d'agglomération de Montpellier et la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), la société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM), les transports de l'agglomération de Montpellier (TAM), l'office public de l'habitat de la communauté d'agglomération de Montpellier (ACM/OPH).

Il a été décidé que la MLJAM serait porteuse de l'Emploi d'Avenir, dévolu au poste de secrétariat de la dite Cellule AMO Emploi Grands Travaux, pour une durée de 3 ans.

L'embauche d'une secrétaire à ce poste par la MLJAM étant intervenue le 18 novembre 2013, l'évaluation du coût de son embauche pour 2013 est de 2 045€ de salaires et charges, incluant les coûts indirects qui lui sont liés ainsi que les frais de formation.

Au titre de l'année civile 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier attribue à la MLJAM :

- une subvention de 2 045 € pour permettre de couvrir les frais sur l'année 2013 liés à l'embauche d'une personne en charge du secrétariat de la Cellule AMO Emploi Grands Travaux, sous la forme d'un contrat Emploi d'Avenir,

Modalités de versement de la subvention :

La subvention de 2 045 € est versée à la signature de la convention en totalité.

La convention entre l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précise les modalités de ce financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier une subvention de 2 045 € pour permettre de couvrir les frais sur l'année 2013 liés à l'embauche d'une personne en charge du secrétariat de la Cellule AMO Emploi Grands Travaux, sous la forme d'un contrat Emploi d'Avenir
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention avec le partenaire concerné, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames C. Fourteau, T. Capuozzi-Boualam et Messieurs G. Pastor, J.-P. Moure, C. Sudres ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°36: ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – CHAMBRE DÉPARTEMENTALE DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS, UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE CONSTITUÉE DE LA CAPEB, LA CGAD ET DE L'UNAMS - CONVENTION DE PARTENARIAT 2013 POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT - AUTORISATION DE SIGNATURE ET FINANCEMENT

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Le territoire de l'agglomération de Montpellier compte 7500 entreprises artisanales dont 47% sont des entreprises du bâtiment. Au total, les entreprises artisanales représentent 27% des entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et leur effectif salarié 16% de la population active.

Afin de soutenir les entreprises du secteur artisanal, il convient de renouveler la convention cadre avec la Chambre départementale de l'Artisanat et des Métiers de l'Hérault (CMA), l'Union Professionnelle Artisanale (UPA) constituée de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB), la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail (CGAD) et de l'Union Nationale de l'Artisanat des Métiers et Services (UNAMS/CNAMS) dans le but de contribuer au développement de l'artisanat.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault est un établissement public administré par des artisans. Elle a pour vocation de représenter les intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. La Chambre départementale de l'Artisanat et des Métiers travaille en étroite collaboration avec les Organisations Professionnelles représentatives de l'Artisanat chargées de la défense des intérêts particuliers des différents métiers.

De la création à la transmission, en passant par toutes les phases de développement, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat a une fonction fondamentale d'appui et de conseil. La CMA procède également à toutes les études liées à la solution des problèmes techniques, économiques et sociaux relatifs au secteur des métiers (PLU, déchets...).

L'Union Professionnelle Artisanale de l'Hérault (UPA 34) est constituée de :

- la CAPEB, syndicat patronal de l'artisanat du bâtiment qui représente toutes les entreprises artisanales du bâtiment,

- la CGAD (Confédération Générale de l'Alimentation en Détail), syndicat patronal de l'artisanat de l'alimentaire, représente toutes les entreprises artisanales de l'alimentaire,

- l'UNAMS/CNAMS (Union Nationale des Métiers et Services), syndicat patronal de l'artisanat des métiers et services, représente toutes les entreprises artisanales des métiers et services.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Chambre départementale de l'Artisanat et des Métiers, l'Union Professionnelle Artisanale constituée de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment, la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail et de l'Union Nationale de l'Artisanat des Métiers et Services souhaitent poursuivre leur partenariat en 2013, en mettant en place des actions stratégiques communes autour des axes suivants :

- l'écoconstruction

- l'expertise des représentants de la filière de l'artisanat dans les projets stratégiques portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier : le Plan Climat Energie Territorial, Ecocité, etc.,...

- l'étude sur le schéma directeur des Villages d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) de l'agglomération et notamment le projet de VEAS (VEAS) dédié à l'éco construction,

- le Pack croissance : un appui à la structuration d'un dispositif de soutien aux projets de croissance des artisans,

- l'emploi à travers la collaboration avec la Cyberbase, la participation aux Rencontres pour l'emploi organisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur son territoire et l'action Recruter autrement portée par la CAPEB,

- l'accessibilité et la mise aux normes avant 2015,

- les déchets professionnels,

- l'accès aux marchés publics et l'allotissement,

- l'élaboration d'un baromètre économique des entreprises artisanales de l'agglomération de Montpellier pour l'information sur les effectifs d'emploi dans les parcs d'activités à partir des statistiques du secteur.

La convention de partenariat précise ces champs de collaboration.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier propose d'allouer une subvention annuelle de 40 000 euros pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Chambre départementale de l'Artisanat et des Métiers, l'Union Professionnelle Artisanale constituée de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment, la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail et de l'Union Nationale de l'Artisanat des Métiers et Services,

- autoriser l'attribution et le versement d'une subvention de 40 000 euros à la Chambre des métiers et de l'artisanat au titre de l'année 2013,

- dire que les crédits correspondant à la dépense sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (1 abstention : Pignan Mme M. Cassar vote).

AFFAIRE N°37 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE 'OCCITANIE' - AVENUE DE L'OCCITANIE À SAINT-GEORGES-D'ORQUES - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH HÉRAULT HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat Hérault Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer la construction de 16 logements en location-accession, résidence « Occitanie », avenue de l'Occitanie à Saint-Georges-d'Orques.

Le projet a été conçu par le cabinet ACT Architectes.

Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 2 604 155 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt :	2 604 155 €		
Durée totale du prêt :	32 ans		
	<i>Phase de mobilisation</i>	<i>Période de différé d'amortissement</i>	<i>Période d'amortissement</i>
	2 ans	5 ans	25 ans
Taux d'intérêt :	Euribor 3 mois + marge de 2,50%	Taux révisable Euribor 6 ou 12 mois + 2,50% : ou (au choix de l'emprunteur) Taux fixe issu d'une cotation taux de swap du Crédit Foncier contre Euribor 6 mois + 2,50 % <u>Durée minimum taux fixes :</u> -1 an pendant la période de la levée d'option -de 2 à durée restante si transformation locatif	
Echéances :	règlement des intérêts calculés sur fonds mobilisés	sans objet	
Périodicité des échéances :	trimestrielle	semestrielle ou annuelle selon l'index choisi	

Au cas où Hérault Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 651 038,75 €, représentant 25% du prêt d'un montant de 2 604 155 €, sollicité par la l'OPH Hérault Habitat auprès du Crédit Foncier de France pour la réalisation de 16 logements en location-accession résidence « Occitanie », avenue de l'Occitanie à Saint-Georges-d'Orques,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et l'OPH Hérault Habitat, et à signer la convention ainsi que tout

document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – RÉHABILITATION DE 1296 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCES GÉLY, LEMASSON, AIGUELONGUE ET PAUL VALÉRY À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il a contracté pour financer la réhabilitation de 1 296 logements sociaux, résidences Gély, Lemasson, Aiguelongue et Paul Valéry à Montpellier. Les résidences Gély, Lemasson et Aiguelongue, construites en 1964 et Paul Valéry, construite en 1971, sont toutes conventionnées à l'APL et ont été financées initialement par un Prêt Locatif Aidé de la Caisse des Dépôts et Consignations. Les travaux de réhabilitation consistent, suivant les résidences, à effectuer le ravalement de façade, le remplacement des menuiseries et des occultations extérieures, la mise aux normes électriques des bâtiments, la rénovation des halls d'entrée et des parties communes, la réfection des colonnes d'évacuation des eaux usées, la rénovation thermique avec un gain énergétique de 24% pour la résidence Paul Valéry et de 51% pour la résidence Lemasson, ainsi que la rénovation à la carte des équipements sanitaires des logements.

Les opérations, réalisées en plusieurs tranches, sont conçues par divers cabinets d'architecture.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100% les quatre Prêts Amélioration (PAM) d'un montant total de 22 697 966 € qu'il a souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer ces opérations.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières, présentées dans le tableau ci-dessous, et conditions des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont définies par les contrats n°3158, n°3148, n°3187 et n°3126 constitués d'une ligne de prêt par opération. Les dits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Nom de l'opération	Résidence Gély	Résidence Lemasson	Résidence Aiguelongue	Résidence Paul Valéry
Nombre de logements	326	331	280	359
Désignation du prêt	PAM	PAM	PAM	PAM
Montant du prêt	3 382 021 €	6 801 486 €	4 637 907 €	7 876 552 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb			
Taux annuel de progressivité	0%			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	sans objet			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	20 ans			

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt, soit 20 ans, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 22 697 966 €, représentant 100% des quatre prêts souscrits par l'OPH ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 1 296 logements

locatifs sociaux, résidences Gély, Lemasson, Aiguelongue et Paul Valéry à Montpellier ;
- approuver les contrats de prêt n°3158, n°3148, n°3187 et n°3126 passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH ACM, annexés à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Bouillé, Passet, Pastor, Pouget et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°39 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES DE 63 LOGEMENTS - 420 RUE DU CHÂTEAU À GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH HÉRAULT HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat Hérault Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction d'un Etablissement d'Hébergement pour personnes Agées Dépendantes (EHPAD), 420 rue du Château à Grabels. L'opération comprend 63 logements T1 financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Ce projet a été conçu par le cabinet N+B architecte – Elodie Nourrigat – Jacques Brion.

Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25 % les emprunts qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social complémentaire (CPLS) d'un montant de 3 135 122 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant de 4 000 000 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération le 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	CPLS	PLS
Montant du prêt	3 135 122 €	4 000 000 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 111 pdb
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %	
Modalité de révision	double révisabilité limité	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	
Préfinancement	sans objet	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	40 ans	40 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLS et PLS complémentaire, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Hérault Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Hérault Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 783 780,50 €, représentant 25% des deux prêts d'un montant total de 7 135 122 €, sollicités par l'OPH Hérault Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation d'un EHPAD de 63 logements, 420 rue du Château à Grabels ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre l'OPH Hérault Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION D'UNE MAISON RELAIS DE 24 LOGEMENTS - RÉSIDENCE 'VIEUSSENS' - 17 BOULEVARD VIEUSSENS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction d'une maison relais de 24 logements, dénommée « Vieussens », 17 boulevard Vieussens à Montpellier. Destinée à des personnes à faible niveau de ressources, dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, la structure sera gérée par l'association l'Avitarelle, domiciliée à Montpellier. L'opération comprend 24 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par l'agence BERARDI-LOURD établie à Alès.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les emprunts qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 280 110 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 127 568 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 280 110 €	127 568 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %	
Modalité de révision	simple révisabilité	
Préfinancement	de 3 à 24 mois	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAI construction et de 50 ans pour le prêt PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 055 758,50 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 1 407 678 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation d'une maison relais de 24 logements, résidence « Vieussens », 17 boulevard Vieussens à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°41 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE EDEN LODGE - ZAC ROQUE FRAÏSSE, LOT 4.2 À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ FDI PROMOTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La société FDI Promotion a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 5 logements en location-accession, résidence « Eden Lodge », ZAC Roque Fraïsse, lot 4.2 à Saint-Jean- de-Védas.

Le projet a été conçu par le cabinet François Fontes à Montpellier.

FDI Promotion demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 007 000 € que la société sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	1 007 000 €
Durée :	7 ans
dont phase de mobilisation :	2 ans
dont différé d'amortissement :	5 ans (60 mois), soit un remboursement du capital in fine ou au fur et à mesure des ventes
Echéances :	Trimestrielles
Taux d'intérêt :	Euribor 3 mois + 3%
Révision du taux du prêt	A chaque échéance, nouveau taux calculé sur la base de l'Euribor 3 mois arrondi au 1/100 ^{ème} de point supérieur, constaté 2 jours ouvrés avant le début de la période, majoré de la partie fixe (3%)
Remboursement anticipé (hors ventes consécutives aux levées d'option) :	Indemnité de 3% du capital restant dû avec frais de gestion de 1% (minimum 800€, maximum 3000€)

Au cas où FDI Promotion, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 755 250 € représentant 75% de l'emprunt d'un montant total de 1 007 000 € sollicité par FDI Promotion auprès du Crédit Foncier de France pour la construction de 5 logements en location-accession, résidence « Eden Lodge », ZAC Roque Fraïsse, lot 4.2 à Saint-Jean-de-Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et la société FDI Promotion et à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°42 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – ACQUISITION DE 3 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'TERRES DE CHASSELAS' - ROUTE IMPÉRIALE À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 3 logements sociaux, résidence « Terres de Chasselas », route Impériale à Baillargues. L'opération sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier, comprend 2 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture SERRADO à Montpellier.

ERILIA demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 189 274 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 91 698 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 42 891 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 37 258 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 17 427 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	91 698 €	42 891 €	37 258 €	17 427 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			

Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
-------	--------	--------	--------	--------

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 141 955,50 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 189 274 €, sollicités par ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 3 logements locatifs sociaux, résidence "Terres de Chasselas", route Impériale à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 44 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'NEW COTTAGE' - LOTISSEMENT MARCO POLO À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 44 logements sociaux, résidence « New Cottage », lotissement Marco Polo à Juvignac. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage d'AGIR Promotion, comprend 31 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 13 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Tourre - Sanchis Architecte.

DOMICIL demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 114 563 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 991 770 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 937 522 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 805 924 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 379 347 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 991 770 €	937 522 €	805 924 €	379 347 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux	en fonction de la variation du taux du livret A			

d'intérêt et de progressivité	sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par DOMICIL est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 085 922,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 114 563 €, sollicités par la SA d'HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 44 logements locatifs sociaux, résidence « New Cottage », lotissement Marco Polo à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM DOMICIL, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'L'ATRIUM' - AVENUE DE LA MOSSON À LAVÉRUNE - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 5 logements sociaux, résidence « L'Atrium », avenue de la Mosson à Lavérune. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Terre du Soleil, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Jean-Luc Martineau.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 567 990 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 344 321 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 111 780 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 81 671 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 30 218 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	344 321 €	111 780 €	81 671 €	30 218 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Préfinancement	sans objet			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 425 992,50 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 567 990 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence 'L'Atrium', avenue de la Mosson à Lavérune ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'LES ACACIAS' - ZAC DES GRISETTES LOT 5C À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2013-2018 adopté par délibération du Conseil Communautaire du 27 novembre 2013, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 30 % de logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 24 logements sociaux, résidence « Les Acacias », ZAC des Grisettes lot 5C à Montpellier. L'opération comprend 17 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 7 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Elle s'inscrit dans un programme global de 62 logements, financé pour la partie restante dans le cadre du projet de rénovation urbaine de Montpellier au titre de la reconstitution de l'offre de logements promis à la démolition dans les quartiers Mosson et Cévennes.

Conçu par l'agence d'architecture Boyer-Gibaud Percheron Assus à Montpellier, le programme développe une surface habitable de 1 271,95 m², selon la typologie suivante : 4 T2, 15 T3 et 5 T4.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité sur la base de 3 375 € par logement permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 2 390 911,39 €
- Subvention Etat déléguée : 68 500 €
- Subvention Région à la production: 100 350 €
- Prêts CDC : 2 105 061,39 €
- Prêt 1% patronal : 36 000 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 81 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 81 000 € à l'OPH-ACM pour la réalisation de 24 logements locatifs sociaux, résidence "Les Acacias", ZAC des Grisettes lot 5C à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Bouillé, Passet, Pastor, Pouget et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°46 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'SAINT-CLÉOPHAS' - AVENUE DE MAURIN À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements sociaux, résidence « Saint-Cléophas », avenue de Maurin à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBAT, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet est conçu par le cabinet d'architecture « Christophe MARMEY ».

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 565 450 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 269 528 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 173 533 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 76 454 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 45 935 €.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	269 528 €	173 533 €	76 454 €	45 935 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	- 0,20 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			

Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	double révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Promologis, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 424 087,50 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 565 450 €, sollicités par la SA d'HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Saint-Cléophas », avenue de Maurin à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATORZE LOGEMENTS SITUÉES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements anciens par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, en dehors des secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatorze logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes, situés dans les communes de Castries, Fabrègues, Montpellier, Pérols, Sussargues, Vendargues et Saint-Jean-de-Védas, pour un montant total de 28 320 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 070 € à M. Abdelmonaim ADRHIR demeurant 949 avenue du Professeur Louis Ravas, résidence Les Cévennes bâtiment C3 à Montpellier, de 10 000 € à Mme Muriel DELPECH LANATA demeurant 55 Grand Rue à Saint-Jean-de-Védas, de 1 030 € à M. et Mme Ali et Zahia SALMI demeurant 6 Cours Lou Terral à Montpellier, de 3 500 € à Mme Christiane MESTRE demeurant 4 lot. des

Garrigues à Sussargues, de 1 141 € à Mme Christiane CANTONE demeurant 357 rue des Candinières à Castries, de 2 279 € à Mme Arlette GONCALVES demeurant 9 rue des Pins à Vendargues, de 1 304 € à M. Gérard HAMEL demeurant 75 rue de l'Hortus à Montpellier, de 883 € à M. Francis MARCOT demeurant 1225 chemin de Moularès à Montpellier, de 1 271 € à M. Laurent DELAPORTE demeurant 9 avenue Guilhem de Poitiers à Montpellier, de 1 731 € à Mme Marie-Jeanne LEBAS demeurant 421 rue Croix de Las Cazes à Montpellier, de 514 € à Mme Marcelle GIGONZAC demeurant 7 avenue Jean Mermoz à Pérols, de 693 € à Mme Jeanne GARCIA demeurant 135 avenue de Lodève à Montpellier, de 963 € à Mme Marie PAYRI demeurant 261 avenue d'Occitanie à Montpellier, de 941 € à Mme Marie-France RASOLOVOLOLONA demeurant 12 chemin de la Capoulière à Fabrègues;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – EPCC ESBAMA - DÉSIGNATION DE LA PERSONNALITÉ QUALIFIÉE - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°9922 du 16 décembre 2010, le Conseil de Communauté a désigné les membres représentant la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle ESBAMA.

Dans ce cadre, et conformément aux statuts de l'EPCC ESBAMA, 8 membres élus ont été désignés pour une durée courant jusqu'à la fin de leur mandat électif : N. Bigas, F. Berger, E. Beccaria, T. Breysse, J. Galabrun-Boulbes, R. Caizergues, M. Delafosse et F. Aragon, et 1 personnalité qualifiée a été désignée pour une durée de 3 ans à compter de la création de l'EPCC ESBAMA au 1^{er} janvier 2011 : M-C. Chaze.

Le mandat de cette dernière se clôturant au 31 décembre 2013, il est nécessaire que le Conseil de Communauté se prononce à nouveau sur la désignation d'une personnalité qualifiée.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera proposé au Conseil de Communauté de décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret, mais à un vote à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée,
- désigner Mme M.-C. Chaze, personnalité qualifiée représentant la Communauté d'Agglomération au Conseil d'Administration de l'EPCC ESBAMA,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - ADHÉSION À L'ASSOCIATION IMAGES EN BIBLIOTHÈQUES - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Créée en 1989, l'association Images en Bibliothèques est une association de coopération nationale pour la mise en valeur des collections cinématographiques et audiovisuelles dans les bibliothèques. Elle apporte aux vidéothécaires les éléments de réflexion et d'anticipation indispensables à l'évolution de leur métier.

L'association Images en bibliothèques a une triple vocation :

- Valoriser les collections cinématographiques en rendant accessible au plus grand nombre le patrimoine audiovisuel ;
- Œuvrer pour la reconnaissance d'un savoir faire collectif et d'une identité professionnelle. Elle coordonne la mise en œuvre d'une action d'ampleur nationale le Mois du film documentaire qui s'inscrit dans une dynamique de partenariat avec d'autres acteurs de la culture et de l'éducation ;
- Animer le réseau des "bibliothécaires de l'image", en encourageant la réflexion sur la communication des œuvres et en facilitant les échanges interprofessionnels et le partage de l'information. Elle dispense également des formations au plus près des besoins en compétences.

Cette adhésion permettra au réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de bénéficier de tarifs préférentiels pour les formations, de s'appuyer sur un partenariat concernant plus particulièrement le mois du film documentaire, et de développer la mise à disposition de dossiers professionnels et de contacts pour les animations dans le domaine de l'image.

En conséquence, il est proposé d'adhérer à Images en bibliothèques, pour un montant annuel de 130 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion à l'association Images en Bibliothèques pour un montant annuel de 130 euros,
- dire que les crédits sont inscrits au 923,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - CONTRAT-TYPE DE PRÊT D'OEUVRES, CONTRAT-TYPE D'ACHAT DE DROITS DE REPRÉSENTATIONS PUBLIQUES NON COMMERCIALES DE FILMS, ET CONTRAT-TYPE DE CESSION CONCERNANT LES PRESTATIONS RELATIVES AUX ANIMATIONS - ADOPTION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Pour l'année 2012, plus de 2 716 animations ont été réalisées au sein du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. L'organisation de ces animations a donné lieu à la conclusion soit de contrats de prêts d'œuvres dans le cadre d'expositions, soit de contrats d'intervenants dans le cadre de rencontres littéraires et scientifiques, soit de contrats d'achat de droits dans le cadre de projections de films et documentaires, soit de cessions de spectacles.

Par délibération n°11567 du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le contrat-type d'intervenants occasionnels au sein des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par souci de simplification administrative, il est proposé l'approbation des 3 nouveaux contrats-types correspondant aux 3 autres cas de contractualisation susvisés :

- un contrat type d'achat de droits pour représentations publiques non commerciales de films de fiction ou documentaires. Ce contrat prévoit notamment l'acquittement des droits auprès des ayants-droits des œuvres, selon l'article L122-2 du Code de la Propriété Intellectuelle.
- un contrat-type de prêt d'œuvres pour l'organisation des expositions dans les différentes médiathèques du réseau. Ces contrats pourront être conclus soit à titre gratuit, soit à titre onéreux dans la limite de 4 000 € H.T.
- un contrat-type de cession, pour l'harmonisation des prestations liées à l'action culturelle du réseau des médiathèques, et notamment les animations du spectacle vivant (pièce de théâtre, récital d'artiste, conteur, concerts...).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les contrats-type de prêt d'œuvres, d'achat de droits pour représentations publiques non commerciales de films ou documentaires, et de cession pour le spectacle vivant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N°3521DC13 D'INTERVENTIONS DE RESTAURATION-CONSERVATION SUR DES OEUVRES DU MUSÉE FABRE - LANCEMENT D'UN MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE ARTICLE 30 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis son chantier de rénovation (2002 – 2007) et celui de l'hôtel Sabatier d'Espeyran (2008 – 2009), le musée Fabre de Montpellier Agglomération poursuit sa politique de conservation et préservation de ses collections dans un souci de maintenir ces dernières au meilleur de leur état. Ainsi, tous les ans, une campagne de restauration d'une centaine d'œuvres est conduite pour un montant de 200 000 euros environ.

Afin de poursuivre sa mission patrimoniale de conservation de ses collections de 2014 à 2018, il est proposé de lancer une consultation visant à la conclusion de marchés fractionnés à bons de commande, répartis en 14 lots.

La procédure de consultation, restreinte compte tenu de la spécificité des prestations demandées, sera passée en application des articles 28 et 30 du code des marchés publics.

L'allotissement ainsi que la définition des seuils minimum et maximum sont repris dans le tableau ci-dessous :

Lot n°	Désignation du lot	Seuils annuels maxi
Lot 1	Interventions ponctuelles de conservation – restauration sur les peintures de chevalet (support toile ou bois)	15 000 €

Lot 2	Interventions courantes sur de peintures de chevalet du XVe au XIXe siècle (jusqu'à 1825), couche picturale et supports (toile)	15 000 €
Lot 3	Interventions courantes sur de peintures de chevalet du XVe au XIXe siècle (jusqu'à 1825), couche picturale et supports bois	15 000 €
Lot 4	Interventions courantes sur de peintures de chevalet (tous siècles confondus), des huiles sur papier et/ ou marouflés sur toile, couche picturale et supports	15 000 €
Lot 5	Interventions courantes sur de peintures de chevalet du XIXe (depuis 1825) au XXIe siècle, couche picturale et supports toile	15 000 €
Lot 6	Interventions courantes sur de œuvres de technique mixte du XIXe au XXIe siècle (ex. Support Surface, Jean Hugo), couche picturale et supports divers	12 000 €
Lot 7	Interventions courantes, dessins	20 000 €
Lot 8	Interventions courantes, albums d'estampes et de dessins, ouvrages d'artistes	10 000 €
Lot 9	Interventions ponctuelles de conservation – restauration sur les cadres des œuvres du lot 1	15 000 €
Lot 10	Interventions courantes sur les cadres des œuvres du lot 2 au lot 6	45 000 €
Lot 11	Entretien courant et amélioration de l'état de présentation des œuvres sculptées	15 000 €
Lot 12	Entretien courant d'objets d'orfèvrerie	8 000 €
Lot 13	Entretien courant du mobilier ainsi que de leurs éléments de décors en métal ; entretien d'éléments de tabletterie	10 000 €
Lot 14	Entretien courant dans le domaine des arts du feu	8 000 €
	Montant global annuel maximum HT	218 000 €

Les marchés à intervenir seront conclus pour une durée initiale de douze (12) mois, reconductible expressément trois fois par période de douze (12) mois sans que leur durée totale n'excède quarante-huit (48) mois consécutifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'une procédure de consultation en procédure adaptée en vue de la conclusion de marchés n°3521DC13 d'interventions de restauration-conservation sur des oeuvres du musée Fabre,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation et à signer les marchés à intervenir et tout document relatif à cette affaire, y compris concernant l'exécution des marchés, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION POUR LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITÉS CULTURELLES AU CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre place l'ouverture à tous les publics au cœur de ses préoccupations, en particulier pour ceux que les problématiques de vie éloignent ou privent de toute pratique culturelle. Dans ce cadre, le service des publics a développé des outils et dispositifs de médiation favorisant la rencontre entre un public et des œuvres et rendant de fait possible leur compréhension. Plusieurs projets spécifiques ont abordé ce rapport entre un lieu extérieur spécialisé dit « fermé » et un lieu « ouvert » comme le musée Fabre.

Par délibération n°10826 du 17 avril 2012, le conseil de communauté a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier (CHRU) pour la mise en œuvre d'actions dans le cadre du programme « Culture à l'Hôpital » en 2012-2013. Cette collaboration s'est révélée fructueuses tant pour les usagers que pour les professionnels associés. Elle prouve qu'il est possible pour des publics dits « empêchés », de s'affranchir de l'enfermement physique pour mieux réinvestir l'Hôpital comme un lieu de

partage et de témoignage « aux autres » de leur vécu.

En 2014, le musée Fabre souhaite poursuivre et développer ces perspectives par la réalisation avec le CHRU de 5 livrets d'œuvres rédigés selon la méthode d'éducation adaptée dite « Montessori ». Au terme de cette expérience, le musée Fabre bénéficiera d'un nouvel outil pérenne, qui permettra aux professionnels de la santé de tisser à distance un lien avec ses collections pour mieux inciter à leur découverte *in-situ*. En associant les familles et les proches à toutes les étapes du projet, cette dynamique sera aussi vectrice de lien social, participant à l'ouverture culturelle du CHRU ainsi qu'au rayonnement des collections du musée Fabre.

Le partenariat 2014 concerne le Service de Gériatrie (Site Antonin Balmès et Bellevue; moyen et long séjour, Unité Cognitive et Comportementale) - Professeur Claude Jeandel. La population concernée est constituée de patients atteints de la maladie d'Alzheimer et d'autres syndromes démentiels, soit 10 à 12 personnes. Les enjeux du programme Culture à l'Hôpital semblent particulièrement pertinents pour répondre aux attentes de chacune des parties.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le service des publics du musée Fabre s'engage à mettre à disposition ses collections et le savoir faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée en milieu hospitalier par des patients et leur personnel soignant. Le musée Fabre de Montpellier Agglomération prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (conception et impression livrets Montessori, billets d'entrée, matériel arts plastiques, frais de déplacements et de missions pour ses personnels) pour un montant prévisionnel de 4 000 euros.

Le CHRU mettra à disposition des locaux affectés à l'animation culturelle du service de Gériatrie sous la responsabilité de l'encadrement du site. Ponctuellement, les moyens de l'Espace Culturel du CHRU pourront être sollicités et utilisés pour la réalisation du projet. Le service concerné s'engage à mobiliser une équipe de thérapeutes référents, participant aux actions.

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention pour la mise en œuvre des activités culturelles au CHRU de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE ET MUSÉE FABRE - ADHÉSION AU CLUB BUSINESS DE LA SAEM SUD DE FRANCE DÉVELOPPEMENT - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le tourisme d'affaires concerne le marché des réunions professionnelles ou « groupe d'affaires », à l'exclusion des séjours individuels d'affaires. Il comprend les journées d'études, les séminaires, les conventions, salons et événements d'entreprise, les incentives. Aujourd'hui, ce tourisme connaît, en Languedoc-Roussillon, une progression de 5% par an.

Le Planétarium Galilée, avec sa salle de spectacles de 156 places dont huit pour personnes à mobilité réduite qui permet d'effectuer des projections soit en « pleine voûte », soit au format classique, et son hall d'accueil qui permet d'accueillir 250 personnes environ pour un cocktail ou apéritif dînatoire, constitue un outil apprécié des utilisateurs privés pour leurs événements d'entreprise et de groupes.

De même, le musée Fabre dispose d'une offre complète à destination des groupes et des entreprises, avec notamment la mise à disposition d'espaces prestigieux comme la Cour Vien, le Hall Buren, qui peuvent accueillir jusqu'à 250 à 300 personnes à l'occasion de soirées privées.

Il apparaît donc souhaitable d'inscrire le Planétarium Galilée et le musée Fabre dans le développement de ce tourisme d'affaires en l'intégrant au « Club Business », structure de promotion de la SAEM Sud de France Développement, club qui regroupe, en 2013, environ 70 adhérents parmi lesquels des hôtels, des palais et bureaux de congrès, des prestataires incentives et agences réceptives, et des lieux d'exception comme peuvent l'être l'Aquarium Mare Nostrum ou le Planétarium Galilée dans l'agglomération.

Cette adhésion, d'un coût de 950 € H.T. par équipement, permettra au Planétarium Galilée et au musée Fabre de bénéficier des différentes actions qui sont entreprises au sein ce club, tant en communication qu'en participation à des salons ou démarchages en France et à l'étranger, et contribuera au développement des activités de tourisme d'affaires dans ces établissements communautaires dont l'originalité et les capacités fonctionnelles constituent des atouts non négligeables en la matière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion du Planétarium Galilée et du musée Fabre au Club Business de la SAEM Sud de France Développement,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES - ACCORD DE CONSORTIUM POUR LA RÉALISATION DU PROJET SIMULEX'ARCHÉO - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Dans le cadre du programme de valorisation de la recherche en archéologie Truelles & Pixels, la Maison des Sciences de l'Homme – Maison de l'Orient et de la Méditerranée (MSH MOM) a conçu un prototype de simulateur d'archéologie appelé SIMULEX'ARCHEO. Celui-ci répond à l'appel à projets du Ministère de la Culture et de la Communication « services numériques culturels innovants » de 2011.

A l'initiative de la MSH MOM, le musée Henri Prades s'est associé au CNRS (MSH MOM et l'UMR 5140-Archéologie des Sociétés méditerranéennes), à l'Université Lumière Lyon 2 et à l'Université Paul Valéry Montpellier 3, afin de développer ce projet numérique innovant d'un budget global de 50 105 €.

Le projet vise à prototyper un dispositif de valorisation et de médiation multi-supports, multi-utilisateurs et collaboratif qui simule la chaîne opératoire de la recherche archéologique. Il entend stimuler et motiver l'imagination et la curiosité, promouvoir l'apprentissage de connaissances historiques et développer l'intérêt pour les visites de sites archéologiques, nécessaires pour progresser dans le jeu. A travers ce projet, l'utilisateur acquiert des connaissances sur les sociétés de l'Âge du Fer, une compétence et/ou une meilleure compréhension de l'archéologie en se confrontant au « terrain ».

Ce jeu a vocation à être exploité au moins sous 3 formats :

- Sur borne ou support fixe dans le cadre d'une exposition temporaire (*Les Iapodes*) afin de confronter les objets et leurs sites de découverte, sous forme de mini jeux ;
- Sur support nomade, en support d'intervention extérieure en milieu scolaire ou étudiant ;
- Sur support fixe en milieu scolaire, en qualité d'outil pédagogique alternatif, auxquels pourrait s'ajouter une version en ligne complémentaire ou autonome.

Dans cette collaboration, la MSH MOM assure la production et la coordination du projet, les Universités de Montpellier 3 et Lyon 2 apportent leur expertise en matière de développement de jeu vidéo, et le musée Henri Prades apporte son expertise scientifique sur le site archéologique *Lattara*, choisi comme site de référence pour la réalisation du jeu, et met à disposition sa documentation ainsi que l'accès à ses collections.

Afin de formaliser ce partenariat, il est proposé de signer un accord de consortium fixant les règles de dévolution de propriété intellectuelle ainsi que les conditions générales d'exploitation industrielle et commerciale du prototype ainsi que de ses développements à venir, notamment son évolution vers un jeu en ligne à disposition de tous et servant à la médiation de l'archéologie dans les musées et sur les sites archéologiques.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier participera financièrement à ce projet à hauteur de 2000 €.

La présente convention est conclue pour une durée de 18 mois. Elle prendra effet à compter de sa notification.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'accord de consortium entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CNRS, l'Université Lumière Lyon 2 et l'Université Paul Valéry Montpellier 3,
- approuver la participation financière de la Communauté d'Agglomération à ce projet pour un montant de 2000 € HT
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet accord de consortium ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3510DC13 - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3514DC13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise le Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier.

Par délibération n°9269 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé l'attribution des lots n°1, 4, 5, 6, 9a, 9b, 10, 11 et 12, relatifs aux marchés de travaux de construction du MHFA n°2183 DC 09. En particulier, les lots n°9a : Electricité – Courants forts et 9b : Electricité – Courants faibles ont été attribués respectivement aux entreprises INEO MIDI PYRENEES et groupement SOMITEG - SIEMENS, pour des montants initiaux de 305 072,08 € H.T. et 420 289,74 € H.T.

Suite au changement d'orientation programmatique du projet, une refonte complète du Programme Scientifique et Culturel (PSC) de ce musée faisant appel à une redéfinition globale des espaces et un recours plus important aux technologies multimédiales a été réalisée. Les modifications résultant de ce changement de PSC induisent la réalisation de travaux supplémentaires en lien avec l'objet des travaux des 2 lots susvisés, et qui, compte tenu de contraintes techniques fortes, doit être pris en compte par les entreprises déjà attributaires.

En effet, considérant l'impossibilité technique de dissocier précisément le dimensionnement des câblages, supportages et réservations liés aux travaux supplémentaires, considérant que cette contrainte est incompatible avec la nécessité de l'engagement de l'entreprise sur sa responsabilité et garantie sur la totalité du chantier, le cabinet FERRI – BONIOL, maître d'œuvre de l'opération, a justifié qu'une partie des travaux supplémentaires relatifs aux appareillages électriques, câblages, TGBT, groupe électrogène, doit nécessairement être réalisée par l'entreprise attributaire du lot n°9a. Cette impossibilité technique de recourir à une autre entreprise rentrant dans le cadre de l'article 35.II.8 du code des marchés publics, un marché négocié sans mise en concurrence n°3510 DC 13 a été conclu avec l'entreprise INEO MIDI PYRENEES, pour un montant de 66 484,49 € H.T.

De même, l'évolution du programme de l'opération prévoit que la supervision du système de vidéosurveillance et de sécurité incendie du MHFA soit reportée sur le PC sécurité du musée Fabre. Or, les équipements existants équipant le PC sécurité du musée Fabre sont des équipements SIEMENS, et une marque tierce ne peut être connectée sur les installations existantes pour des raisons de normes, de licences, de compatibilité des matériels, de responsabilité et de garanties des matériels et installations de sécurité. Cette impossibilité de recourir à une autre entreprise pour des raisons d'exclusivité rentrant dans le cadre de l'article 35.II.8 du code des marchés publics, un marché négocié sans mise en concurrence n°3514 DC 13 a été établi avec l'entreprise SIEMENS, membre du groupement attributaire du lot n°9b, pour un montant de 46 329,41 € H.T.

La Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 3 décembre 2013a approuvé la conclusion des 2 marchés négociés susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché négocié n°3510DC13, avec la société INEO MIDI PYRENEES ;
- approuver la conclusion du marché négocié n°3514DC13, avec la société SIEMENS ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés précités ainsi que tout document relatif à cette affaire et tous les actes relatifs à leurs exécutions;

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : SPORTS – PISCINE UNIVERSITAIRE DE LA MOTTE-ROUGE - SUBVENTION D'INVESTISSEMENT POUR LES TRAVAUX DE MISE EN SÉCURITÉ - CONVENTION AVEC L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

La piscine universitaire de la Motte-Rouge, gérée depuis 45 ans par l'Université Montpellier II, a été fermée en octobre 2013.

Afin de continuer à accueillir les étudiants, les clubs et la population du quartier elle doit être réhabilitée et modernisée de toute urgence.

Outre le MANUC, la piscine de la Motte Rouge est utilisée par l'UFRSTAPS (21%), les étudiants de toutes les universités (20%), le lycée Agropolis (10%) et le public (7%).

Le Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les compétences en matière sportive demeurent partagées entre l'Etat et ses établissements publics, les régions, les départements, les communes et leurs groupements.

A ce titre, les principaux acteurs locaux peuvent verser des aides financières afin que soit réalisé au plus vite ce projet de réhabilitation d'intérêt général, notamment la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui de part ses compétences et son intérêt communautaire assure l'apprentissage et la pratique de la natation sur son territoire.

Les investissements à réaliser dans l'immédiat sont estimés à 300 000 € pour l'extrême urgence (Centrale de traitement de l'air) de 600 000 € pour des travaux moins urgent.

Une table ronde a permis d'élaborer des solutions pour envisager la réouverture de cette installation sportive après des travaux de mise en sécurité réalisés avec l'aide de la Région Languedoc-Roussillon, la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Montpellier Agglo Natation UC.

Consciente de l'importance de cette installation aquatique et de son emplacement stratégique dans le maillage des piscines de l'Agglomération, la Communauté d'Agglomération souhaite participer financièrement à l'investissement nécessaire à hauteur de 150 000 € T.T.C. afin de favoriser l'ouverture de larges créneaux pour le public, dans le cadre de la coopération financière définie entre les partenaires publics et privés susvisés.

Une convention règlera les obligations respectives de l'établissement public national, administratif d'enseignement supérieur «Université Montpellier 2» et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Elle sera mise en œuvre sous réserve de la confirmation de l'ensemble des aides financières attendues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de cette convention relative à la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- dire que les crédits sont prévus au budget, chapitre 904;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : SPORTS – RÉAMÉNAGEMENT DES LOGES DU STADE DE LA MOSSON ' MONDIAL 98 ' - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3456DS13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Stade de 33 000 places assises dans lequel s'est déroulée la coupe du monde de football en 1998, le stade de la «MossonMondial 98 » accueille régulièrement les rencontres de ligue 1 de football disputées par le Montpellier Hérault Sport club ainsi que des rencontres internationales avec notamment l'accueil de l'équipe de France.

Dédié prioritairement au football, il a aussi les faveurs du rugby puisqu'il reçoit les phases finales du championnat de France de Rugby et a accueilli la Coupe du Monde de Rugby en septembre 2007.

Afin de mettre en valeur le partenariat entre le club et le monde économique local, le stade de la Mosson « Mondial 98 » possède 29 loges dont les premières ont été construites en 1987.

Aujourd'hui, afin de maintenir cet équipement au niveau des grands stades français, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de réaliser le réaménagement de ces loges.

Après consultation et par décision D2012-49 en date du 6 juin 2012 un marché de maîtrise d'œuvre a été passé avec le cabinet d'architecte A+ pour l'étude et le suivi de l'opération.

Pour la réalisation de ces travaux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'avis de publicité a été transmis à la publication le 30 septembre 2013.

La durée des travaux étant limitée à quatre mois dont deux pendant la trêve estivale du championnat de France de football le marché n'est pas alloti.

A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 3 décembre 2013 a décidé de retenir pour l'exécution de ces travaux l'entreprise présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation, à savoir :

L'entreprise DUMEZ SUD, sise à Montpellier, pour un montant total hors taxes de 1 900 000 €.HT ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le marché n°3456DS13 ci-dessus, conclu avec l'entreprise DUMEZ SUD relatif aux travaux de réaménagement des loges du stade de la Mosson « Mondial 98 » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les marchés n°3456DS13 ainsi que tout document relatif à cette affaire, y compris les actes relatifs à l'exécution de ce marché.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORTS - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Un fonds spécial d'un montant de 20 000 € a été créé au budget primitif 2013 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 2 000 € pour le « Montpellier Agglomération Canoë-Kayak Université Club
- 2 000 € pour le « Montpellier Nat'Synchro »,
- 700 € pour le club « Olympique Petit Bard Futsal ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : SPORTS – MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - MARCHÉ N°3494DS13 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Dans le cadre de sa compétence sportive, la Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise l'action des clubs sportifs et associations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de l'Agglomération.

Le club sportif « Montpellier Hérault Sport Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du football et il évolue actuellement en championnat de Ligue 1.

A l'issue de la saison 2011-2012, le MHSC a été sacré champion de France de Ligue 1, ce qui lui avait permis de participer aux compétitions européennes.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui a vocation à intervenir auprès des équipes évoluant au niveau national, souhaite être associée aux manifestations organisées par le « Montpellier Hérault Sport Club » dans le cadre de l'élite du football français.

Les projets de réhabilitation du Stade de la Mosson « Mondial 98 » afin de répondre aux normes internationales et dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau. Les résultats de ce club qui évolue dans l'élite du football national contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité, d'efficacité valorisées par son récent succès participent à la promotion de l'agglomération montpelliéraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'elle génère, ce club de haut niveau fédère les énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de nos communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois aux niveaux local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en oeuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du Stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Afin de répondre à cet objectif, les besoins annuels ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations ;
- 67 abonnements en tribune présidentielle centrale ;
- 107 abonnements en tribune présidentielle latérale.

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du Stade de la Mosson « Mondial 98 », mais surtout des téléspectateurs, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club », au regard de sa notoriété et de ses résultats, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vis-à-vis des décideurs locaux, à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de football.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en oeuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires et la vente de billets avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 26 novembre 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société « Montpellier Hérault Sport Club » pour un montant de **566 225,00 € T.T.C.** pour le 1er semestre 2014, correspondant à la saison sportive 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3494DS13 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle "Montpellier Hérault Sport Club";
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3494DS13 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°60 : SPORTS – MONTPELLIER RUGBY CLUB - MARCHÉ N°3495DS13 - ACHATS D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS COMMERCIALES, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU RUGBY - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Le club sportif « Montpellier Rugby Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du rugby et il évolue actuellement au plus haut niveau national : le Top 14.

Au cours de la saison 2012-2013, le Montpellier Rugby Club est parvenu à atteindre les phases finales du championnat de France et a atteint les ¼ de finales de la plus prestigieuse des compétitions européennes, la Heineken Cup, le 6 avril 2013 contre l'ASM.

La réalisation et la maintenance du stade Yves du Manoir et le soutien financier apporté au « Montpellier Rugby Club », dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau.

Les résultats sportifs de ce club qui évolue désormais dans l'élite du rugby national et européen contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité et d'efficacité valorisées par les récents succès participent à la promotion de l'agglomération montpelliéraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère des énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance au sein de la population de nos communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire, de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirage au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du stade Yves du Manoir.

Afin répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations;
- 50 « places affaires » avec prestations;
- 22 places « officielles » avec prestations;
- 10 places « corbeille » avec prestations;
- 50 places « Twickenham » ;
- 25 places « Eden Park » ;
- 30 places « Ellis Park ».

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du stade Yves du Manoir mais surtout des téléspectateurs de plus en plus friands de rencontres de rugby de haut niveau, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » au regard de sa notoriété, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération vis-à-vis des décideurs locaux à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de rugby.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi 84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 26 novembre 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » pour un montant de **454 578,35 € T.T.C.** pour le 1er semestre 2014, correspondant à la saison sportive 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n° 3495DS13 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle "Montpellier Rugby Club";
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3495DS13 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : SPORTS – MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - MARCHÉ N°3496DS13 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS COMMERCIALES, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
Le club sportif « Montpellier Agglomération Handball » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du handball. Il évolue actuellement au plus haut niveau national et international.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure la maintenance et l'entretien du Palais des Sports René Bougnol au sein duquel se déroule la grande majorité des rencontres disputées par ce club. Elle assure aussi les travaux de modernisation et d'extension de cette enceinte sportive.

Elle participe aussi, dans le respect de la réglementation en vigueur, au financement de ce club qui a joué un rôle précurseur pour tous les clubs de l'élite de notre territoire puisqu'il a déjà remporté 14 fois le titre de champion de France dont 5 consécutifs.

Cette participation à l'élite du championnat national, les résultats déjà obtenus lors des compétitions européennes,

dans un sport de plus en plus médiatique, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Ce palmarès concrétise la cohésion, la puissance et l'efficacité de cette équipe et participe à la promotion de l'agglomération montpelliéraine à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique. De tels résultats contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de notre territoire.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local et international, mais aussi récompenser les personnes ayant joué un rôle actif quant à la mise en oeuvre de nos compétences, voire les gagnants des jeux concours ou tirages au sort organisés lors des actions de communication à l'attention du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite acheter des places lors des matchs organisés par le Montpellier Agglomération Handball au sein du Palais des Sports René Bournol ou de l'Aréna.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins annuels ont été évalués comme suit :

- 60 places VIP tribune institutionnelle ;
- 20 places VIP tribune présidentielle ;
- 80 places « matchs de championnat et Coupe joués à René Bournol (14 à 16 matchs) ;
- 100 places « matchs de championnat et Coupe (France et Europe) joués à la Park & Suites ARENA (5 à 7 matchs) ;

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs présents à l'ARENA et au Palais des Sports René Bournol, mais aussi des téléspectateurs qui peuvent suivre désormais les principaux matchs de championnats et de ligue des champions nécessite l'achat d'espaces publicitaires autour de l'aire de jeu, sur les écrans de grande dimension et du droit d'apposer notre logo de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

La mention de l'Agglomération dans le nom du club participe à notre notoriété et doit être financée.

La société « Montpellier Agglomération Handball » est par nature la seule habilitée à gérer la vente d'espaces publicitaires, des billets et des abonnements du club dont elle porte le nom.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en oeuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires et la vente de billets avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 26 novembre 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société « Montpellier Agglomération Handball » pour un montant de **466 622 € T.T.C.** pour le 1^{er} semestre 2014, correspondant à la saison sportive 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3496DS13 tel que défini ci-dessus avec la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée « Montpellier Agglomération Handball » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3496DS13 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE FIBRES OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Conseiller Communautaire, Président Suppléant de la Commission Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Des liaisons de fibres optiques sont actuellement mises à disposition par la Ville de Montpellier au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour lui permettre de délivrer ses propres services.

Afin de définir un cadre contractuel applicable à ces liaisons existantes ainsi qu'aux éventuelles futures liaisons, une convention de mise à disposition de fibres optiques est conclue avec la Ville de Montpellier. Cette convention concerne les liaisons optiques pour les besoins de développement de ses réseaux avec les médiathèques, l'Hôtel Montcalm, le Planétarium Galilée, la pépinière d'entreprises Cap Omega et le complexe funéraire de Grammont.

Elle est conclue pour une période de deux ans.

Le montant annuel linéaire de la redevance de cette convention s'élève à deux euros et quarante cents H.T. par mètre et par paire de fibres optiques (2,40 € H.T.). Le montant global de la redevance, établi sur la base de ce tarif, correspondant aux fibres optiques actuellement mises à disposition par la Ville de Montpellier s'élève à quatre-vingt-quatre-mille euros H.T. , 84 000,00 € H.T. net de TVA

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition de fibres optiques avec la Ville de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉ N°3528MG13 DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DE L'HÔTEL D'AGGLOMÉRATION ET DES BÂTIMENTS ANNEXES, AVEC TRAVAUX ASSOCIÉS À LA MAINTENANCE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRE ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. R. REVOL, Conseiller Communautaire, Président Suppléant de la Commission Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Afin d'assurer l'entretien, le contrôle et la maintenance des bâtiments administratifs faisant partie de son patrimoine, la Communauté d'Agglomération doit lancer une consultation sur appel d'offres en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Ce marché a pour objet l'entretien, le dépannage et la maintenance des installations électriques (courant fort, courant faible, contrôle d'accès) et des installations de plomberie (sanitaires et pompes de relevage) des bâtiments suivants :

- Hôtel d'Agglomération,
- Cyberbase,
- Bureaux des chauffeurs,
- Moulin de Salicate,
- Domaine de la Pompignane,
- Domaine de la Providence.

Ce marché, d'une durée de 36 mois est estimé à 230 000 € H.T. Il s'agit d'un marché à prix mixtes :

- un prix forfaitaire pour la maintenance
- et un bordereau de prix unitaires pour établissement de bons de commande, pour les travaux associés à la maintenance.

Il sera effectif au 7 juillet 2014 et prendra fin au 6 juillet 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le marché n°3528MG13 de Maintenance Multitechnique ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013, chapitre 920 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer le marché n°3528MD13 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉ N°3410MG13 À BONS DE COMMANDE, LOT N°1 ELECTRICITÉ ET N°2 PLOMBERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Conseiller Communautaire, Président Suppléant de la Commission Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Suite à la liquidation judiciaire de l'entreprise Titulaire des lots électricité et plomberie du marché à bons de commande Travaux de maintenance et d'accessibilité des bâtiments n°3837MG13, et afin de continuer d'assurer l'entretien de son patrimoine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue dans l'obligation de réaliser une nouvelle consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics, en vue de passer des marchés à bons de Commande sans maximum ni minimum pour une durée allant de leur notification au 31 décembre 2014 puis pour une période de 1 an, renouvelable 2 fois par reconduction expresse de la personne publique.

A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 26 novembre 2013, a attribué le marché aux trois premières entreprises de chaque lot qui se verront attribuer les bons de commande dans les conditions de « l'attribution en cascade » conformément à la circulaire du 14 février 2012 relative au guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics et la fiche explicative de la Commission européenne CC/2005/03 du 14/07/2005.

Les titulaires sont :

Lot n°1 Electricité Courant fort, Courant faible :

1. SPIE SUD OUEST, sis 170 rue Henry Farmand à Saint-Jean-de-Védas
2. COFELY INEO, sis Zone d'activité Font de la Banquière à Lattes
3. S.M.E, sis 195 avenue Alfred Sauvy à Pérols

Le montant global annuel est estimé à 500 000 € H.T.

Lot n°2 Plomberie

1. SPIE SUD OUEST, sis 170 rue Henry Farmand à Saint-Jean-de-Védas
2. CHICHE, sis 9, rue Patrice Lumumba à Montpellier
3. SERRANO, sis 22 rue Nelson Mandela à Montpellier

Le montant global annuel est estimé à 350 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le marché n°3410MG13 à bons de commande, lot Electricité et Plomberie ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire, t compris les actes relatifs à leur exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : PERSONNEL – AVENANT N°1 À LA CONVENTION ANNUELLE 2013 DE MOYENS AVEC LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°11430 du 12 février 2013, la Communauté d'Agglomération a autorisé la signature d'une convention de moyens avec le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC) pour l'année 2013. Cette convention a pour objet de formaliser les moyens qui sont mis à disposition du CASSC, ainsi que les moyens mis en œuvre par le Conseil d'administration de ce dernier pour atteindre les objectifs qui lui ont été fixés.

Afin de formaliser les engagements de la Communauté d'Agglomération, et plus particulièrement dans le cadre des aides financières versées par le CASSC aux agents de la collectivité, il convient de prévoir un avenant à la convention 2013 par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à rembourser au CASSC les aides financières d'urgences versées aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la limite de 10 000 euros par an

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention de moyens 2013 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920 et budgets annexes, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames T. Capuozzi-Boualam, F. Prunier, F. Berger, R. Buono, J. Galabrun-Boulbes, M. Castre, et Messieurs L. Pouget, P. Bonnal, A. Barrandon, J.-L. Gély, A. Sivieude, Y. Pellet, J.-P. Coulet, H. Allouche, J.-L. Meissonnier, T. Breysse, P. Combettes et A. Moynier ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°66 : PERSONNEL – CONVENTION ANNUELLE 2014 DE MOYENS AVEC LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le développement du Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC) répond aux nécessités actuelles de satisfaire des besoins sociaux essentiels et de créer entre les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des solidarités plus fortes.

Le CASSC permet de répondre aux attentes des agents, en matière de loisirs, de pratiques sportives et culturelles, d'aides sociales, et de services collectifs. Il est aujourd'hui, un acteur à part entière de la vie des agents. Il a pour objectifs de créer du lien social entre les agents, de faciliter l'accès des agents à la culture, aux sports et aux loisirs, et d'améliorer les conditions de vie des agents.

Pour atteindre ces objectifs et faire du CASSC un véritable outil d'attractivité et de service dédié aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CASSC a besoin d'un solide partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de son soutien.

Ce partenariat se concrétise par :

- la détermination d'engagements réciproques des parties au travers d'une convention d'objectifs qui couvre la période 2009-2014,
- la mise à disposition de moyens par la Communauté d'Agglomération pour atteindre ces objectifs, et la mise en place d'une évaluation des actions réalisées dans ce cadre au travers d'une convention annuelle de moyens.

Au titre de ces moyens, figurent :

- le versement une subvention annuelle qui sera fixée par le Conseil d'Agglomération après examen du budget prévisionnel N + 1 du CASSC, et versée après le vote du budget primitif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant et les modalités de versement de cette subvention seront définis par une convention financière annexée, après le vote du budget primitif, à la convention de moyens,
- le remboursement des aides financières d'urgences versées aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la limite de 10 000 euros,
- la mise à disposition contre remboursement, et selon une convention individuelle, de deux agents à temps complet et un agent à mi-temps,

- la mise à disposition de moyens matériels (bureaux, matériel informatique et téléphonique) ainsi que la prise en charge des dépenses courantes (affranchissement, frais de téléphone et d'abonnement Internet, petites fournitures et fluides).

En contrepartie, l'association CASSC devra transmettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le budget prévisionnel élaboré pour l'année N+1, au cours du mois de septembre de l'année N., ainsi que l'échéancier du versement de la subvention en fonction des besoins budgétaires annuels du CASSC.

Elle devra en outre, prévoir une réunion annuelle avec la direction de la Communauté d'Agglomération afin de réaliser un point d'étape sur la consommation budgétaire, et transmettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu des Conseils d'Administration du CASSC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de moyens 2014 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle ;
- dire que les crédits seront prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Budget Principal, chapitre 920, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames T. Capuozzi-Boualam, F. Prunier, F. Berger, R. Buono, J. Galabrun-Boulbes, M. Castre, et Messieurs L. Pouget, P. Bonnal, A. Barrandon, J.-L. Gély, A. Sivicude, Y. Pellet, J.-P. Coulet, H. Allouche, J.-L. Meissonnier, T. Breysse, P. Combettes et A. Moynier ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°67 : PERSONNEL – VALEUR FACIALE DES TITRES RESTAURANTS - ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°9222 DU 26 NOVEMBRE 2009 - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Le Conseil de Communauté du 26 novembre 2009 avait autorisé, par délibération n°9222, la fixation de la valeur faciale des titres restaurants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à 7 euros à compter du 1^{er} mars 2010.

Lors de sa séance du 17 décembre 2013 l'avis du Comité Technique Paritaire sera sollicité concernant l'augmentation de la valeur faciale des titres restaurants à 7,50 euros à compter du 1^{er} février 2014.

Le calcul de la participation de l'employeur proposé est le suivant : pour les agents dont le revenu net imposable annuel est inférieur à 21 350 euros, la part patronale est de 60% et pour les agents dont le revenu net imposable annuel est supérieur à 21 350 euros, la part patronale est de 54%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°9222 du 26 novembre 2009,
- fixer la valeur faciale des titres restaurants à 7,50 euros à compter du 1^{er} février 2014,
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal, chapitre 920 et aux budgets annexes, chapitre 012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°68 : PERSONNEL – REMBOURSEMENT DES FRAIS DE MISSION - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Les modalités et conditions du règlement des frais de déplacements temporaires sont prévues par les dispositions combinées du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales, modifié en 2007 et du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Pour ce qui concerne le montant des indemnités versées dans le cadre de ces déplacements en France métropolitaine, ce dernier est fixé par arrêté ministériel de façon forfaitaire à 15.25 € pour les frais de repas et 60 € pour les frais d'hébergement (Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat).

Toutefois, et en application de l'article 7-1 du Décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 susvisé, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières (telles que la réalité des prix, les déplacements fréquents en région parisienne contribuant à la bonne exécution des missions de service public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier...) une délibération peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires qui ne pourront en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Par conséquent il est proposé de fixer les règles concernant les frais d'hébergement et de repas:
Pour les frais d'hébergement, il est proposé, à titre dérogatoire, les règles de remboursement suivantes :
-100 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission à Paris ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris).
-80 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris).
Ce barème est fixé pour une durée limitée à 3 ans. Le remboursement sera effectué sur la base de la dépense réellement engagée dans la limite des plafonds définis ci-dessus.
Pour les frais de repas, il est proposé de fixer le remboursement sur la base forfaitaire précisé par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé : 15,25 € par repas du midi ou du soir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :
- approuver le remboursement des frais de mission tel que défini ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux chapitres 920 et 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°69 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I Créations de postes CAP 2014 :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire, après avis du Comité Technique Paritaire du 17 décembre 2013, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'annexe 1 ci-jointe, dans le cadre des promotions internes résultant des commissions administratives paritaires.

II Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 2 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 17 décembre 2013.

III Confirmations de postes :

a / Par délibération n°4772 du 11 juillet 2002, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de Directeur adjoint Infrastructures-Grands Projets (n° du poste : 2002-065) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au sein de la Direction des transports et de la voirie.

- nature des fonctions : Diriger le service Infrastructure, grands projets et déplacements, Participer à la définition des axes stratégiques, Piloter ou assurer la maîtrise d'ouvrage directe de la réalisation d'infrastructures de déplacements (tramway, voirie d'agglomération, ...) et gérer les infrastructures et équipements, Participer à tous projets concernant la mobilité.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures (Bac+5) et d'une expérience similaire dans le domaine des collectivités territoriales.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 9 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité du service et les grands projets d'infrastructure, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°11497 du 11 avril 2013, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chef de projet Mission d'appui grands projets stratégiques à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi (n° du poste : 2011-063) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : Piloter les études et projets portés par la Mission d'appui grands projets stratégiques, mettre en œuvre des projets transversaux avec les autres directions, accompagner les études dans le domaine touristique, coordonner une équipe de trois personnes (Mission d'appui grands projets stratégiques).

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 4 et d'une expérience similaire dans le secteur public.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer une mission d'appui des grands projets stratégiques, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c/ Par délibération n°11317 du 20 décembre 2012, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chef d'unité du développement international (n° du poste : 2004-006) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : Développer et animer les coopérations internationales. Manager l'équipe d'unité et piloter l'ensemble des projets.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant à un deuxième cycle d'études supérieures et d'une expérience dans le domaine la coopération et de la gestion de projet.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu des missions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant sur l'accompagnement et l'installation des entreprises, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, et confirmation de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°70 : PERSONNEL – PRESTATIONS D'ACQUISITION DE TITRES DE TRANSPORTS, D'HÉBERGEMENT HÔTELIER - ORGANISATION DE SÉJOURS - AUTORISATION DE LANCEMENT ET DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Les élus et les agents de notre établissement intercommunal, dans le cadre du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement, sont amenés, dans le cadre de leurs activités et de leurs fonctions à effectuer des déplacements sur le territoire métropolitain et à l'étranger. De même, dans l'exercice de ses compétences et du développement de son territoire la Communauté d'Agglomération accueille des personnalités extérieures ou bénéficie de leur accompagnement dans le cadre de missions spécifiques au niveau national ou international.

A ce titre, un marché à bons de commandes de prestations d'acquisition de titres de transports, d'hébergements hôteliers et d'organisation de séjour a été notifié le 19 juillet 2011 pour une durée d'un an reconductible, dans la limite de 3ans.

Pour anticiper son échéance, il est nécessaire d'envisager dès maintenant, le lancement d'une nouvelle mise en concurrence.

Après analyse des modalités de gestion de ce marché au cours des années passées, et afin d'optimiser les modalités de mise en concurrence et le montage contractuel pour répondre de la manière la plus adéquate possible aux besoins de notre groupement intercommunal, il est proposé de lancer une procédure de mise en concurrence adaptée, en application de l'article 30 du code des marchés publics allotie comme suit :

Lot 1: déplacements sur le territoire national

Ce lot concerne des prestations d'agence de voyage pour l'acquisition de titres de transports et prestations annexes, d'hébergements et à titre exceptionnel de restauration à destination des élus, des agents et le cas échéant des personnalités extérieures qui sont amenés à se déplacer dans le cadre de leurs missions et de leurs fonctions sur le territoire national

Ces prestations seront le cas échéant agrégées en fonction de la durée du séjour.

Ce lot fera l'objet d'un marché à bons de commandes dont le montant maximum est établi à 100 000€HT.

Il sera conclu de sa date de notification au 31 décembre 2014 avec possibilité de reconduction annuelle dans la limite de 3 reconductions.

Lot 2: déplacement à l'étranger :

Ce lot concerne des prestations d'agences de voyages pour l'acquisition de titres de transports et prestations annexes, d'hébergement, à titre exceptionnel de restauration et le cas échéant d'organisation de séjour à destination des élus, des agents et le cas échéant des personnalités extérieures

Ces prestations seront agrégées ou commandées au cas par cas en fonction de la durée ou de la nature du déplacement (séjour court d'un agent ou d'un élu, déplacement d'une délégation...)

Ce lot fera l'objet d'un marché à bons de commandes dont le maximum est établi à 180 000 €HT ;

Il sera conclu de sa date de notification au 31 décembre 2014 avec possibilité de reconduction annuelle, dans la limite de 3 reconductions.

Lot3: accueil de délégations, intervenants et personnalités extérieures sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (accompagnés le cas échéant d'agents ou d'élus de la Communauté d'Agglomération):

Ce lot concerne des prestations d'agence de voyages d'acquisition de titres de transports et de mise à disposition de moyens de transports, d'hébergements hôteliers voire de restauration à destination des intervenants et personnalités extérieures, accompagnés le cas échéant par des élus et des agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, accueillies sur notre territoire.

Ces prestations seront individualisées ou agrégées au cas par cas, en fonction de la durée du séjour et du nombre de personnalités extérieures (présence d'une journée, séjour d'une délégation représentant plusieurs nuits...)

Ce lot fera l'objet d'un marché à bons de commandes dont le montant maximum est établi à 50 000€HT

Il sera conclu de sa date de notification au 31 décembre 2014 avec possibilité de reconduction annuelle, dans la limite de 3 reconductions.

Pour l'ensemble des lots tels que définis ci-dessus, le montant de la prestation perçue par l'agence de voyage comprend à titre principal le coût d'acquisition des titres de transport et prestations annexes, d'hébergement et le cas échéant de restauration, à titre complémentaire le montant de la rémunération de l'agence qui pourra être en fonction du type de prestation réalisée, de nature forfaitaire ou établie en pourcentage des prestations commandées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- d'approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que présentée ci-dessus
- approuver les principales caractéristiques des marchés à bons de commande tels que définis ci-dessus
- autoriser, Monsieur le Président, en application de l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, avant l'engagement de la consultation, à souscrire et à signer les marchés avec les titulaires retenus par la Commission d'appel d'offres, les actes relatifs à l'exécution des marchés, l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°71 : HORS COMMISSION – MANDAT SPÉCIAL (MISSION ET REPRÉSENTATION) DES ÉLUS- PRISE EN CHARGE - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Président et les élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont amenés à effectuer en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Communauté d'Agglomération, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Communauté d'Agglomération auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ils peuvent aussi concerner la représentation de notre groupement au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation.

Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par le budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L.2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à l'article L. 2123-19 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'il engage à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Au titre de l'année 2014, les frais de représentation et ceux relevant du mandat spécial tel que défini ci-dessus, seront remboursés pour l'ensemble des élus sur la base de frais réels et justifiés dans la limite de 40 000 € pour l'année 2014. En cas d'événement exceptionnel, nécessitant le déplacement de plusieurs élus et acteurs économiques et sociaux à l'étranger une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le principe de remboursement à Monsieur le Président et aux élus, des frais de transport, hébergement et restauration engendrés au titre des frais de représentation du Président et du mandat spécial tel que défini ci-dessus, sur la base de frais réels et justifiés.
- dire que les crédits seront imputés sur le budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°72 : COMMUNICATION – MARCHÉ N°3485CO13 D'IMPRESSION ET LIVRAISON D'ADHÉSIFS POUR LES BESOINS EN COMMUNICATION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. A. BARRANDON, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Communication, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier développe une politique de communication cohérente, permettant non seulement d'affirmer sa notoriété et son image de marque, mais aussi d'informer les citoyens des actions qu'elle mène. L'un des moyens de parvenir à ses objectifs est l'édition, la production et la diffusion de documents (flyers, dépliants, brochures, affiches, cartons d'invitation...) et supports divers (panneaux, adhésifs, bâches, banderoles...). La finalisation de ces opérations, c'est à dire l'impression, nécessite que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'adresse à des prestataires imprimeurs spécialisés quant aux types d'impressions et supports à imprimer.

Afin de répondre à ce besoin, il est nécessaire de conclure un marché à bons de commande pour un montant annuel sans minimum ni maximum qui prendra effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2014 et pourra être reconduit de manière expresse par la personne publique, sauf renonciation du titulaire, pour une période d'une année.

Ce marché sera attribué à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application du Code des marchés publics et compte tenu des procédures déjà lancées pour ce type de prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un Appel d'offres en vue de la passation d'un marché d'impression, et de livraison d'adhésifs pour un montant minimum annuel de 15000€HT et un montant maximum annuel de 60000€HT
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929,
- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire et signer le marché tel que définis ci-dessus
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°73 : SERVICE FUNÉRAIRE – TARIFS 2014 DES FOURNITURES ET PRESTATIONS - ADOPTION

M. R. CALVAT, Conseiller Communautaire délégué aux Services Funéraires, rapporte :

Tout en maintenant la qualité des services funéraires, la tarification générale hors taxes des prestations et services ne sera pas augmentée au titre de l'année 2014.

Il est par ailleurs proposé la création de nouveaux tarifs pour 2014 afin d'adapter l'offre de service à la demande et à l'évolution du service public funéraire de l'Agglomération de Montpellier.

Il est ainsi proposé dans la prestation de services liée à la Crémation, la création de 2 nouveaux tarifs au titre de la dispersion des cendres dans les communes de l'agglomération, en dehors du site cinéraire contigu au crématorium. Soit 114,17 € H.T. (137 € T.T.C.) pour une dispersion de cendres concernant un adulte et 90 € H.T. (108 € T.T.C.) pour une dispersion de cendres concernant un enfant de moins de 12 ans.

Aussi, la préparation et l'organisation des obsèques nécessiterait d'introduire un tarif de prestations complémentaires optionnelles lié aux frais de déplacement pour réaliser les démarches administratives soit 1,04 € H.T. par km.

Concernant les frais de dossier, démarches et formalités un nouveau tarif est proposé en création à hauteur de 140,83€ H.T. (soit 169 € T.T.C.).

Par ailleurs une nouvelle gamme de cercueil dénommée « Personifia » est introduite, composée de 13 modèles différents.

Egalement, il est proposé d'intégrer la possibilité de refacturation au réel des frais concernant le pompage de caveau dans le cas d'un recours à une entreprise extérieure.

Le Conseil d'Exploitation des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, réuni en séance du 26 novembre 2013 a donné un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs annexés, hors taxes, applicables à compter du 1er janvier 2014 ;
- dire que les crédits correspondant à la recette sont inscrits au budget primitif 2014, chapitre 70 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°74 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS - AVENANT AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS SUR LE BASSIN VERSANT DU LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°7700 du 27 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé et autorisé la signature de la convention cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations sur le bassin versant du Lez, dit PAPI Lez.

Ce PAPI, signé le 7 juillet 2008, constitue une première étape, sur les années 2007 à 2013, d'un programme d'actions publiques à long terme sur le bassin du Lez, de la Mosson et des étangs palavasiens, visant un objectif de réduction progressive et durable des dommages aux personnes et aux biens pouvant découler des inondations susceptibles de se produire, dans le respect global des équilibres et de la préservation de l'eau et des milieux aquatiques.

Ce PAPI, initié par la problématique du danger de rupture de digues sur l'aval du bassin au droit de la Commune de Lattes, s'inscrit dans le cadre d'une réflexion globale et concertée, identifiée par le SAGE Lez-Mosson-étangs palavasiens et menée depuis plusieurs années entre les services de l'État et les collectivités.

La protection de la Commune de Lattes peut donc être considérée comme l'origine de la réflexion sur une protection coordonnée à l'échelle du bassin. Elle constitue à ce titre une action majeure du PAPI, avec un engagement financier très conséquent et adapté aux enjeux. Néanmoins, c'est par la mise en œuvre de l'ensemble du programme, au travers d'une stratégie globale à l'échelle du bassin, que le véritable objectif de prévention sera atteint.

Le PAPI Lez arrive à échéance le 31 décembre 2013 et il est proposé de prolonger, par avenant, sa durée d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2014.

Cet avenant permettra d'une part, de poursuivre les actions prévues ou déjà engagées comme la sensibilisation au risque inondation et à la réduction de la vulnérabilité des bâtiments et activités implantés en zone de risque et d'autre part, de finaliser la préparation du PAPI suivant, le « PAPI 2 ». En effet, de nouvelles modalités de mise en œuvre des PAPI ont été définies par l'Etat en cohérence avec la Directive Inondations 2007/60/CE. Il convient donc d'adapter en conséquence la future stratégie du PAPI 2.

Un projet d'avenant en ce sens a été préparé par le SYBLE, structure porteuse du PAPI, en partenariat avec les autres signataires du PAPI que sont l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Syndicat Mixte des Etangs Littoraux et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse. Les opérations prévues dans l'avenant sont réparties par grands axes d'intervention de la façon suivante :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et renforcement de la conscience du risque par des actions de formation et d'information : 250 000 € H.T.,

- Axe 3 : élaboration et amélioration des plans de prévention des risques d'inondation, et mesures de réduction de la vulnérabilité des bâtiments et activités implantés en zone de risque : 150 000 € H.T.,

- Axe 4 : actions de ralentissement des écoulements à l'amont des zones exposées, en préservant les milieux naturels : 572 000 € H.T.,

- Axe 5 : amélioration et développement des aménagements collectifs de protection localisée des lieux habités : 180 000 € H.T.,

- Axe 6 : conduite du programme et concertation : 56 000 € H.T.

Aucune nouvelle action n'est prévue pour l'Axe 2 - amélioration de la surveillance et des dispositifs de prévision et d'alerte, l'ensemble des actions à engager étant déjà finalisées ou en cours.

Le montant des dépenses programmées dans l'avenant s'élève au total à 1 208 000 € HT. Elles permettront de passer de 89 % à 91 % de consommation de l'enveloppe initiale du PAPI, à la fin 2014, enveloppe qui n'est pas modifiée.

Le montant des opérations réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de l'axe 5, s'élève à 43,3 M€ HT, soit 88% du montant total des crédits consommés du PAPI. Les 180 000€ proposés dans l'avenant sur cet axe concernent des études complémentaires destinées à préciser les futurs aménagements à réaliser sur la Mosson : 30 000€ HT pour une analyse multi-critères des aménagement proposés à Lavérune et 150 000 € H.T. pour les études écologiques, topographiques, géotechniques et le diagnostic des digues à réaliser sur Fabrègues et Pignan.

Il est rappelé que l'inscription des actions au PAPI permet d'obtenir des aides financières à des taux bonifiés de la part de l'Etat et de la Région Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant de prolongation d'une année supplémentaire du PAPI Lez,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout autre document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°75 : EAU ET ASSAINISSEMENT – AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE DU PONT TRINQUAT - CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER POUR LE DÉVOIEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'EAUX USÉES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat à Montpellier :

- la Ville de Montpellier modifie le tracé de la chaussée, élargit la voie de circulation et réalise un réseau de collecte des eaux pluviales ;

- la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit procéder au dévoiement et à la rénovation des canalisations d'eau potable et d'assainissement des eaux usées situées sous la chaussée.

Compte tenu des contraintes de circulation, d'encombrement du sous-sol et des caractéristiques géométriques du site, les travaux d'aménagement de voirie et de renouvellement des canalisations doivent être réalisés concomitamment afin de rationaliser les interventions et de limiter la gêne aux usagers.

Dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes en application de l'article 8 du Code des marchés publics.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter le marché de travaux qui portera sur la réalisation de la totalité des prestations envisagées. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement, qui sont estimés à :

- 1 600 000 € H.T., soit 1 913 600 € T.T.C. pour la part voirie et requalification générale de l'avenue du Pont Trinquat, à la charge financière de la Ville de Montpellier ;

- 220 000 € H.T. soit 263 120 € T.T.C. pour la part rénovation et dévoiement de la conduite d'eau potable située sous la chaussée, à la charge financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- 275 000 € H.T., soit 328 900 € T.T.C. pour la part rénovation et dévoiement de la conduite d'assainissement des eaux usées située sous la chaussée, à la charge financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour permettre un partage équitable et légitime de ces coûts, le détail quantitatif et estimatif du marché sera établi en plusieurs chapitres dont un consacré à l'eau potable et un à l'assainissement des eaux usées. Chaque collectivité réglera directement la situation et/ou le décompte correspondant aux chapitres des travaux lui revenant, à l'avancement du chantier.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre les membres du groupement. Les études d'avant-projet et projet seront menées conjointement par les services de la Ville et de l'Agglomération et aboutiront à la production d'un dossier de synthèse et d'un Dossier de Consultation des Entreprises validé par les deux parties. Une équipe de maîtrise d'œuvre mixte sera constituée pour la phase travaux et pilotée par le coordonnateur du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention constitutive du groupement de commandes avec la Ville de Montpellier, en vue de la réalisation de la requalification de l'avenue du Pont Trinquat à Montpellier;

- dire que les crédits nécessaires au dévoiement des réseaux d'eau potable et d'assainissement sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, chapitre 23;

- autoriser Monsieur le Président de la la signature du marché Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée et tout autre document relatif à cette affaire.

- autoriser, dans le cadre et les limites financières définies par la convention, préalablement à l'engagement de la consultation, conformément aux dispositions de l'article L 2121-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la souscription et la signature du marché tel que défini ci-dessus et de l'ensemble des actes relatifs à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°76 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MARCHÉ N°3534EA13 DE PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES ASSOCIÉES AUX TRAVAUX SUR LES OUVRAGES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DANS LES COMMUNES - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences eau potable, assainissement et eau brute, les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont amenés à réaliser des opérations de pose et (ou) de réfection des canalisations et de leurs ouvrages annexes nécessitant généralement des investigations topographiques en phase études mais également en phase travaux, en vue du récolement des ouvrages réalisés.

Les prestations topographiques doivent couvrir les besoins en matière de travaux courants dans les communes mais également les besoins générés par la mise en œuvre des schémas directeurs d'eau potable, d'assainissement et d'eau brute.

Elles sont réalisées à l'avancement des programmes de travaux dont la définition dépend pour partie de décisions ne relevant pas toujours de la Communauté d'Agglomération (accompagnement d'une opération d'aménagement de voirie,...) et la nature des prestations varie selon le niveau de connaissances préexistant. Le rythme et l'étendue des besoins d'études topographiques ne peuvent donc être arrêtés précisément.

Pour y répondre au mieux, il est proposé de réaliser ces prestations topographiques dans le cadre d'un marché à bons de commande, marché à prix unitaires d'une durée de un an, renouvelable trois fois par reconduction expresse. Les montants annuels sont fixés à un minimum de 75 000 € H.T. et à un maximum de 300 000 € H.T.

Une procédure d'appel d'offres ouvert doit être menée en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics en vue de la désignation d'une entreprise (ou d'un groupement d'entreprises) titulaire de ce marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du Dossier de Consultation des Entreprises pour les prestations topographiques sur les réseaux d'eau potable, d'assainissement des eaux usées et d'eau brute,
- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert correspondant, conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable, de l'assainissement et de l'eau brute, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer le marché n°3534EA13 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°77 : EAU ET ASSAINISSEMENT – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE DE CLAPIERS - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et de stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident leur entretien.

Pour mémoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des Communes de l'Agglomération en 2008 et 2009.

La Commune de Clapiers a révisé son PLU soumis à enquête publique début 2013. Afin de permettre la mise en œuvre des projets urbains encadrés par le PLU, la révision du plan de zonage d'assainissement initial a été effectuée, approuvée le 08 octobre 2012 puis soumise à enquête publique. L'enquête a été menée du 15 avril 2013 au 17 mai 2013.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent une notice technique détaillant les évolutions du zonage d'assainissement, un plan de l'ancien zonage et un plan du nouveau zonage.

A l'issue de l'enquête, un rapport a été établi par le commissaire enquêteur qui a approuvé l'ensemble des documents du zonage sous réserve que des adaptations lui soit apportées suite aux dernières modifications du PLU et aux requêtes écrites recueillies pendant l'enquête.

Ces modifications concernent :

- le passage en assainissement collectif de la Zone Ne qui a vocation à accueillir des équipements publics,
- le passage en assainissement collectif de la zone AU 02.

La carte de zonage a donc été modifiée selon les préconisations du commissaire enquêteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte en assainissement dans un délai fixé.

Il convient de procéder à l'approbation définitive du zonage afin qu'il puisse être annexé au document d'urbanisme (PLU) de la Commune de Clapiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le zonage d'assainissement pour la Commune de Clapiers,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°78 : EAU ET ASSAINISSEMENT – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et de stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident leur entretien.

Pour mémoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des Communes de son territoire en 2008 et 2009.

En 2013, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a révisé son PLU. Afin de permettre la mise en œuvre des projets urbains encadrés par le PLU, la révision du plan de zonage d'assainissement initial a été effectuée, approuvée le 08 octobre 2012, puis soumise à enquête publique. L'enquête a été menée du 26 mars 2013 au 29 avril 2013.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent une notice technique détaillant les évolutions du zonage d'assainissement, un plan de l'ancien zonage et un plan du nouveau zonage.

A l'issue de l'enquête, un rapport a été établi par le commissaire enquêteur qui a approuvé sans réserve l'ensemble des documents mais avec la préconisation d'une adaptation afin que le zonage reste en cohérence avec le PLU.

Ces modifications à la marge portent sur des rectifications de contours de parcelles pour une concordance avec le PLU et concernent :

- La zone 2AU^{ph}
- La zone 1AUE
- La zone 2AU

La carte de zonage a donc été mise en cohérence avec le PLU définitivement approuvé de la commune, sans pour autant que les modifications apportées au dossier soumis à l'enquête soient substantielles.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte en assainissement dans un délai fixé.

Il convient de procéder à l'approbation définitive du zonage afin qu'il puisse être annexé au document d'urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le zonage d'assainissement pour la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°79 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MONTPELLIER - TRAVAUX DE RÉFECTION DE TRANCHÉES - CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES - MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU GROUPEMENT - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans sa séance du 11 avril 2013, le Conseil Communautaire de Montpellier Agglomération a approuvé la constitution d'un groupement de commandes initié par la Ville de Montpellier ayant pour objet la passation d'un marché public de travaux de réfection des tranchées sur le domaine public routier communal. L'objectif visé par ce marché est de rationaliser mais aussi de garantir la qualité de réalisation des campagnes de réfection de voirie nécessaires à la remise en état du patrimoine communal, à la suite des interventions des différents concessionnaires.

La convention de groupement de commandes devait être passée jusqu'alors avec les membres suivants :

- la Ville de Montpellier,
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier
- Veolia-Compagnie Générale des Eaux,
- Electricité réseau Distribution de France,
- GrDF,
- France Télécom,
- et FREE Infrastructure.

France Télécom ne manifestant plus sa volonté de poursuivre cette démarche, la convention n'a pu être signée et aucun marché de travaux conclu.

Il est par conséquent proposé aujourd'hui d'acter l'éviction de ce membre et de modifier le projet de convention de groupement de commandes en ce sens, les autres dispositions restant inchangées.

Il est précisé que la Ville de Montpellier, désignée coordonnateur du groupement, délibèrera dans le même sens et pour les mêmes raisons.

La consultation d'entreprises pour la conclusion du marché de travaux de réfection des tranchées sera engagée dès régularisation de la composition du groupement et signature de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la constitution du groupement de commandes tel que décrit ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°80 : EAU ET ASSAINISSEMENT – NOTE LIMINAIRE SUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT EN 2012 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est compétente pour l'assainissement collectif et non collectif ainsi que pour l'eau brute sur le territoire de ses 31 communes membres.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres. En 2012 elle intervient selon le principe de représentation-substitution sur 21 des 31 Communes et en propre sur les 10 autres (Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier sur Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone). Elle est substituée aux Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc. Elle est substituée aux Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues au sein du Syndicat du Salaison. Elle est substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau le Lez, Montaud, Restinclières, Saint Drézery et Saint Génies des Mourgues au sein du Syndicat de Garrigues Campagne. Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence sur la production et la distribution.

L'article D.2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, dispose qu'il convient de présenter au conseil communautaire au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale compétents..

Les trois syndicats concernés ont transmis leur rapport annuel pour l'exercice 2012.

Ils permettent de compléter les informations fournies par les rapports annuels établis par les services communautaires de l'eau potable et de l'eau brute, d'une part, et de l'assainissement, d'autre part, rapports approuvés par le conseil communautaire lors de la séance du 26 juin 2013.

Concernant l'eau potable, les prix sont très proches sur l'ensemble du territoire malgré l'existence de plusieurs autorités compétentes. Sur les dix communes où la Communauté d'Agglomération exerce la compétence en direct, les prix ont été harmonisés à compter du 1^{er} février 2011. Il subsiste toutefois de légères différences sur le montant TTC du fait des redevances VNF et Préservation des ressources en eau qui varient d'une commune à l'autre. Pour leur part, les tarifs de l'assainissement sont unifiés depuis 2005.

Globalement, il ressort de la note liminaire que, sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la facture moyenne pour une consommation annuelle de 120 m³, comprenant l'eau potable et l'assainissement s'élève à 411 € T.T.C. au 1^{er} janvier 2013 se décomposant de la façon suivante :

- part eau = 43 %
- part assainissement = 44 %
- part autres organismes = 13 %

Le prix moyen du m³ d'eau T.T.C., abonnement inclus, est passé de 3,30 € T.T.C. en 2012 à 3,42 € T.T.C. en 2013, hausse due pour moitié à l'augmentation de la redevance pollution perçue par l'Agence de l'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les rapports annuels 2012 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable des syndicats Bas Languedoc, Garrigues Campagne et Salaison,
- approuver la note liminaire sur l'exercice des compétences eau potable et assainissement annexée à la présente délibération,
- autoriser sa transmission à toutes les Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°81 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CENTRE DE TRI DES DÉCHETS RECYCLABLES SECS DEMETER - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2843GD12 POUR LA RÉALISATION DES ÉTUDES DE FAISABILITÉ, L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE L'OPÉRATION ET L'ASSISTANCE AU MAÎTRE D'OUVRAGE EN VUE DE LA DÉSIGNATION D'UNE ÉQUIPE DE MAÎTRISE D'OEUVRE - AUTORISATION DE SIGNER

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs (CTRS) Demeter construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 20 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres.

Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité. Ainsi, par délibération n°10642 en date du 30 janvier 2012, le groupement SAGE SERVICES ENVIRONNEMENT / CEREG INGENIEURS a été désigné pour étudier les différents scénarios de reconstruction et d'extension du bâtiment actuel, définir le programme de l'opération et réaliser une mission d'assistance au maître d'ouvrage en vue de la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre qui sera chargée des études et du suivi de la réalisation des travaux.

Dans le cadre de sa mission, la société CEREG en charge de la phase d'audit de génie civil et infrastructures s'est trouvée dans l'incapacité de réaliser cette prestation technique prévue au contrat. Le mandataire du groupement SAGE SERVICES ENVIRONNEMENT propose de reprendre à sa charge l'ensemble des prestations prévues au cahier des charges.

A ce titre, il convient d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché afin d'acter la réalisation des missions initialement confiées au cotraitant CEREG par le mandataire du groupement SAGE SERVICES ENVIRONNEMENT.

Cet avenant n°1 n'a pas d'incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant n°1 au marché n°2843GD12 pour la réalisation des études de faisabilité, l'élaboration du programme de l'opération et l'assistance au maître d'ouvrage portant modification de la composition du groupement,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2013 et suivant de la Communauté d'Agglomération, chapitre 928,
- autoriser, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°82 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3525GD14 RELATIF À L'ENTRETIEN ET À LA MAINTENANCE DES VÉHICULES ET ÉQUIPEMENTS DE LA RÉGIE DE COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET DE LA PLATEFORME DE TRAITEMENT DES DÉCHETS VÉGÉTAUX DE GRAMMONT - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La flotte de véhicules de la Régie communautaire de collecte et de valorisation des déchets ménagers se compose de 36 matériels dont 24 bennes à ordures ménagères, 6 mini bennes, 2 camions poly bennes et 4 engins sur la plateforme de traitement des déchets végétaux de Grammont.

L'entretien, la maintenance et la réparation de ces véhicules et engins sont externalisés dans le cadre de différents marchés de prestations de services dont la date d'échéance est fixée au 14 juin 2014. Afin d'assurer la continuité du service, il convient d'organiser une nouvelle consultation d'entreprises selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics

Les marchés conclus à l'issue de la procédure seront des marchés à bons de commande, d'une durée d'un an renouvelable deux fois par période d'un an. Les prestations font l'objet d'une décomposition en lots comme suit :

- Lot n°1 : Assistance au fonctionnement, maintenance et réparation des châssis et équipements des véhicules et engins du site d'exploitation de Pignan.
- Lot n°2 : Assistance au fonctionnement, maintenance et réparation des châssis et équipements des véhicules et engins du site d'exploitation de Castries.
- Lot n°3 : Fourniture et entretien des pneumatiques des véhicules des sites d'exploitation de Pignan, de Castries et des engins de la plateforme de traitements des déchets végétaux de Grammont.
- Lot n°4 : Entretien et maintenance des engins de la plateforme de traitement des déchets végétaux de Grammont.

Les montants minimum et maximum de chaque lot, pour chaque année du marché, sont fixés comme suit :

	Minimum annuel	Maximum annuel
Lot n°1	105 000 € H.T.	420 000 € H.T.

Lot n°2	30 000 € H.T.	120 000 € H.T.
Lot n°3	8 600 € H.T.	35 000 € H.T.
Lot n°4	24 000 € H.T.	95 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la consultation d'entreprises selon la procédure d'appel d'offres ouvert pour la maintenance des engins de la Régie de collecte et de valorisation des déchets ménagers ;
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du marché sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à souscrire et à signer les marchés n°3525GD14 avec les candidats retenus par la Commission d'appel d'offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°83 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - ACQUISITION DE VÉHICULES DE COLLECTE POUR LA RÉGIE DE COLLECTE COMMUNAUTAIRE - COMMANDE AUPRÈS DE L'UGAP - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Régie de collecte des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est équipée de 32 véhicules de collecte et de transport répartis sur les sites de Pignan et de Castries.

L'utilisation intensive de ces véhicules et leurs conditions particulières d'emploi nécessitent de respecter un calendrier précis de renouvellement du parc pour une disponibilité maximale nécessaire à la continuité du service public de collecte des déchets ménagers. Par ailleurs, l'analyse du coût de maintenance d'une benne à ordures ménagères permet de conclure que l'intérêt financier de la collectivité est de renouveler le matériel de collecte lourd en moyenne tous les 7 ans et le matériel de collecte léger tous les 5 ans.

Actuellement, deux bennes à ordures ménagères de 16 m³, une mini benne, et deux camions de transport polybennes ont atteint leurs limites d'utilisation et doivent être renouvelées en 2014.

Après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun de recourir à une commande auprès de l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui propose une gamme d'équipements adaptés aux besoins de l'Agglomération et a elle-même procédé préalablement à une consultation des fournisseurs de véhicules et équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du Code des marchés publics.

Les fournitures feront l'objet d'une commande d'un montant maximal de 720 000 Euros T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une commande à l'UGAP tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de la commande sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°84 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°2482MG10 POUR LE TRANSPORT ET L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS TOXIQUES DES MÉNAGES - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération récupère dans ses Points Propreté les déchets diffus spécifiques des ménages (restes de peinture, acides, bases, produits phytosanitaires, etc....) qu'elle fait reprendre dans le cadre d'un marché de prestations de service n°2482MG10 par la société TRIADIS, agréée pour le transport, la valorisation et le traitement de cette catégorie de déchets.

Ce marché arrive à échéance le 31 décembre 2013. Par délibération n°11884 du 24 septembre 2013, le Conseil Communautaire a autorisé le lancement de la procédure de consultation destinée à renouveler ce marché.

La nécessaire intégration de contraintes supplémentaires liées à la prise en charge courant 2014 d'une partie de ces déchets par le nouvel éco organisme EcoDDS agréé le 20 avril 2013, a cependant retardé la finalisation du cahier des charges des prestations à réaliser et le lancement de la consultation par appel d'offres.

Afin d'assurer la continuité du service public, il est nécessaire de prolonger la durée du marché en cours d'une période de trois mois. Le montant des dépenses liées à l'exécution des prestations durant cette période de prolongation du marché est estimé à 65 000 € H.T., soit 11,8% du montant prévisionnel initial du marché.

Ce projet d'avenant a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 3 décembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°2484MG10 de transport et l'élimination des déchets toxiques des ménages ;
- dire que les dépenses sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 928 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 au marché n°2482MG10 de transport et l'élimination des déchets toxiques des ménages, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°85 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES AU BUREAU - DOCUMENT UNIQUE APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, établit pour chacune de ses directions et établissements extérieurs un document unique d'évaluation des risques professionnels, au regard de son obligation de sécurité et de protection de la santé de ses agents, en application du Code du travail et des dispositions législatives et réglementaires applicables à la fonction publique territoriale.

La mise à jour du document unique d'évaluation des risques est réalisée :

- 1° Au moins chaque année ;
- 2° Lors de toute décision d'aménagement important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail, au sens de l'article L. 4612-8 ;
- 3° Lorsqu'une information supplémentaire intéressant l'évaluation d'un risque dans une direction ou un établissement extérieur est recueillie.

Les obligations de mise à jour mentionnées ci-dessus et le nombre de documents impactés contraignent fortement les délais d'établissement, de mise à jour, d'approbation et de diffusion de ces documents.

Il est donc proposé de déléguer au Président l'adoption des documents uniques établis par les services ainsi que leur mise à jour en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriale et de compléter à ce titre les délégations permanentes du Conseil Communautaire comme suit :

- article 31 : adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail.

Les autres délégations telles que définies par délibération n°11895 du 24 septembre 2013 demeurent inchangées :

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
2. fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Communauté, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal ;
3. procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts
- avec possibilité de remboursement in fine
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR)

Le contrat d'emprunt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement

Le président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat d'emprunt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées.

4. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles

28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

5. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics,

Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux, relevant de l'alinéa 1 de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur à 1 500 000 € H.T., pour les deux cas susvisés, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

5.bis prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne relevant pas des alinéas 4 et 5 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président.

Il est donc proposé de compléter les délégations permanentes du Conseil Communautaire au

Les autres délégations telles que définies par délibération n°11586 du 23 mai 2013 demeurent inchangées :

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;

-5ter prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant «contractuel du marché» , tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant «contractuel du marché» ,tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte.

6. approuver et conclure tous les avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, approuver et conclure tous les avenants aux marchés qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ; délibération n°11431 ;

7. autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

8. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

9. créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté ;

10. accepter les dons et legs qui ne sont grevés, ni de conditions, ni de charges ;

11. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

12. exercer, au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;

13. intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

14. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Communauté dans la limite fixée par le Conseil de Communauté ;

15. agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;

16. adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics communautaires ;

17. approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

18. autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

19. autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

20. autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté ;

21. autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

22. autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

23. autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;
 24. autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 25. indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;
 26. prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;
 27. préparer, passer, attribuer et signer tous les marchés publics relevant de la compétence et de l'urgence impérieuse telle que définie dans le code des marchés publics, quelques soient leurs montants, à la fois en tant que représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice ;
 28. autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.
 29. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels de fournitures courantes et services qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels relatifs à des marchés de travaux passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 26 et 146 du code des marchés publics, d'un montant inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.
 30. prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt communautaire, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.
- En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11895 du 24 septembre 2013,
- approuver la nouvelle délégation permanente du Conseil Communautaire au Président relative à l'établissement et à la mise à jour des documents uniques en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°86 : HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC-ROUSSILLON - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TRANSPORT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (TAM)- RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

En application de l'article L.243-5 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc-Roussillon concernant l'examen de la gestion de la société d'économie mixte « Transports de l'Agglomération de Montpellier » pour les exercices 2006 et suivants a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Communauté du 19 décembre 2013, a été joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et doit donner lieu à un débat en séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de la Société d'économie mixte locale "Transports de l'Agglomération de Montpellier" pour les exercices 2006 et suivants.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

